



PRÉFET DE L'ARDÈCHE

**SCHÉMA DÉPARTEMENTAL
DE
COOPÉRATION INTERCOMMUNALE
2015**

Préfecture de l'Ardèche

Direction des libertés publiques, de la légalité et des collectivités locales

Bureau des collectivités locales

Rue Pierre Filliat – BP n° 721 – 07007 PRIVAS CEDEX

Site internet des services de l'Etat en Ardèche : www.ardeche.gouv.fr

S O M M A I R E

Pages

PREMIERE PARTIE :

**BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE AU 1^{er} JANVIER 2014 DU SDCI ADOPTE LE 26
DECEMBRE 2011**

ET ETAT DES LIEUX DE L'INTERCOMMUNALITE AU 1^{er} JANVIER 2015 4

I – BILAN AU NIVEAU NATIONAL 5

1.1 – Les EPCI à fiscalité propre 5

1.2– Les syndicats 8

II – BILAN AU NIVEAU DU DEPARTEMENT DE L'ARDECHE 9

2.1 – Les EPCI à fiscalité propre 9

2.2 – Les syndicats 33

**III – DONNEES FINANCIERES ET FISCALES DES EPCI A FISCALITE PROPRE
ET ETAT DES LIEUX DE LA REPARTITION DES COMPETENCES
DES GROUPEMENTS EXISTANTS ET DE LEUR EXERCICE** 41

3.1 – Données financières et fiscales des EPCI à fiscalité propre 41

3.2 – Etat des lieux de la répartition des compétences des EPCI à fiscalité propre 45

IV – CARTOGRAPHIE DES TERRITOIRES 46

Carte du relief et des voies de communication 47

Périmètre des ScoT 48

Périmètre des Parcs Naturels Régionaux 49

Périmètre loi "Montagne" 50

Périmètre des cantons 51

Périmètre des bassins de vie 52

Périmètre des unités urbaines 53

Evolution des aires urbaines de 1999 à 2010 54

<u>DEUXIEME PARTIE :</u>	
NOUVEAU PROJET DE SDCI DANS LE DEPARTEMENT DE L'ARDECHE	55
I – LA LOI NOTRe	55
1.1 – Les objectifs et orientations de la loi	55
1.2 – La déclinaison de la loi NOTRe dans le département de l'Ardèche	56
1.3 – La procédure d'élaboration du nouveau SDCI et sa mise en œuvre	59
1.4 – Le volet compétences de la loi NOTRe	63
II – PROJET DE RATIONALISATION DE LA CARTE DES EPCI A FISCALITE PROPRE	65
2.1 – Fusion de la communauté d'agglomération du Bassin d'Annonay et de la communauté de communes « Vivarhône » et ajout des communes de Bourg-Argental, Burdignes, Colombier, Graix, Saint-Julien-Molin-Molette, Saint-Sauveur-en-Rue, Thélis-la-Combe, La-Versanne	66
2.2 – Fusion des communautés de communes « Pays de Lamastre », « Pays de Saint-Félicien » et « Val d'Ay »	69
2.3 – Fusion de la communauté de communes « Pays de Vernoux » et de la communauté d'agglomération « Privas Centre Ardèche »	72
2.4 – Intégration de la commune de Saint-Désirat à la communauté de communes Porte DromArdèche	74
2.5 – Fusion des communautés de communes de « Barrès Coiron » et « Rhône Helvie »	76
2.6 - Fusion des communautés de communes « Entre Loire et Allier », « Cévenne et Montagne Ardéchoises », et « Sources de la Loire » avec ajout des communes de La Rochette, Borée et Saint-Martial et intégration de la commune de Lafarre	78
2.7 – Création d'une communauté d'agglomération par fusion des communautés de communes « Aubenas Vals », « Ardèche des Sources et Volcans », « Val de Ligne », « Le Vinobre » et « Berg et Coiron »	81
2.8 – Création d'une communauté de communes par fusion des communautés de communes « Pays de Beaume Drobie », « Gorges de l'Ardèche » et « Pays des Vans en Cévennes »	84
2.9 – Communautés de communes ne faisant pas l'objet de proposition	86
2.10 - Cartographie globale des propositions au niveau des EPCI à fiscalité propre	87
III – PROJET DE RATIONALISATION DE LA CARTE DES SYNDICATS INTERCOMMUNAUX ET SYNDICATS MIXTES	92
<u>TROISIEME PARTIE</u>	
ORIENTATIONS PROSPECTIVES CONCERNANT LA STRUCTURATION DE LA COMPETENCE GEMAPI	100

PREMIERE PARTIE

BILAN DE LA MISE EN OEUVRE AU 1ER JANVIER 2014 DU SDCI ARRETE LE 26 DECEMBRE 2011 ET ETAT DES LIEUX DE L'INTERCOMMUNALITE AU 1ER JANVIER 2015

Rappel du contexte de l'élaboration du schéma départemental de coopération intercommunale arrêté en 2011.

La loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales avait prévu, dans son article 35, l'élaboration d'un schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) arrêté par le préfet avant le 31 décembre 2011.

L'objectif de ce schéma était triple :

- établir une couverture intégrale du territoire par des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre en supprimant les enclaves et les discontinuités territoriales ;
- prévoir la rationalisation des périmètres des EPCI à fiscalité propre ;
- réduire le nombre de syndicats intercommunaux ou mixtes notamment en supprimant les syndicats devenus obsolètes.

Le schéma devait prendre en compte les orientations fixées par la loi :

- la constitution d'EPCI à fiscalité propre regroupant au moins 5000 habitants. Ce seuil pouvait être dérogé pour les EPCI dont le territoire comprenait des zones de montagne au sens de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 ;
- la définition de territoires pertinents. Ces territoires pouvaient être appréhendés à partir des bassins de vie, des unités urbaines au sens de l'INSEE et des SCoT ;
- la rationalisation des structures, et la réduction significative du nombre de syndicats de communes et de syndicats mixtes ;
- l'accroissement et le rééquilibrage de la solidarité financière, notamment en ce qui concerne le rattachement de communes isolées.

Le schéma n'est pas un simple document d'orientation mais un acte préparatoire qui comporte des effets juridiques. Il constitue la base légale des décisions de création, modification de périmètres, transformation d'EPCI. Il est le document cadre de référence pour l'évolution de l'intercommunalité dans le département pendant toute sa durée de vie, soit six ans.

S'agissant de l'élaboration du schéma, celle-ci devait faire l'objet d'une concertation et était conçue comme un exercice de production conjointe entre le préfet et les élus, par le biais notamment de la commission départementale de la coopération intercommunale (CDCI).

Ainsi, le projet de schéma établi devait être présenté à la CDCI, et devait recueillir l'avis des conseils municipaux des communes et des organes délibérants des EPCI et des syndicats concernés par les propositions de modification. Ces derniers avaient un délai de trois mois pour donner leur avis, et la CDCI un délai de quatre mois pour se prononcer sur le projet accompagné des avis pré-cités.

Le schéma devait être arrêté au plus tard le 31 décembre 2011, et mis en œuvre à partir de 2012.

S'agissant de la mise en œuvre du schéma adopté, des pouvoirs exceptionnels étaient conférés au préfet pour la période du 1^{er} janvier 2012 jusqu'au 1^{er} juin 2013. Ils lui permettaient de :

- prendre l'initiative des projets prévus dans le schéma ou d'un projet n'y figurant pas dès lors qu'il était conforme aux objectifs que la loi assigne au schéma ;
- décider, après consultation des organes délibérants des collectivités concernées, la mise en œuvre de ces projets, lorsque les conditions de majorité n'étaient pas réunies lors de la consultation des arrêtés de périmètre ou de fin de compétences.

Deux dates de prise d'effet des arrêtés finaux de création, d'extension ou de fusion d'EPCI à fiscalité propre étaient possibles : soit au 1^{er} janvier 2013 soit au 1^{er} janvier 2014.

Au-delà du 1^{er} juin 2013, seul le droit commun de l'intercommunalité s'appliquait. Cependant, le préfet disposait de manière permanente du pouvoir de rattacher d'office, à des EPCI à fiscalité propre, les dernières communes isolées ou formant une discontinuité ou une enclave.

I – BILAN AU NIVEAU NATIONAL

1.2 - Les EPCI à fiscalité propre

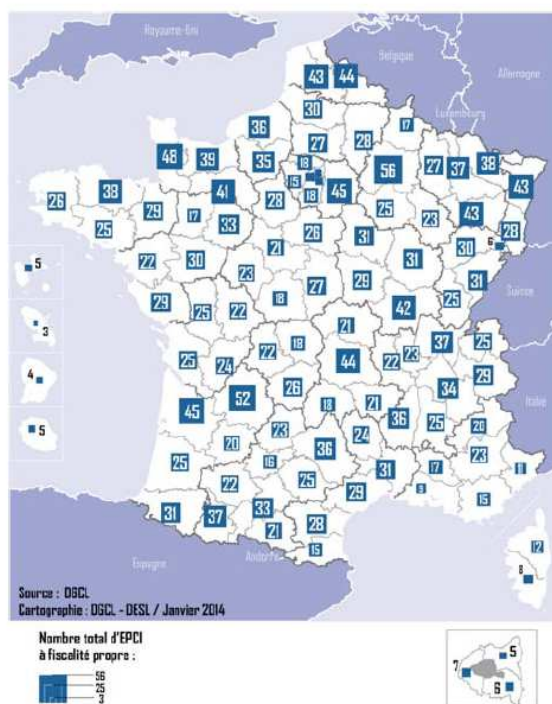
Au 1er janvier 2014, la France comptait 2 145 EPCI à fiscalité propre, dont 1 903 communautés de communes (CC). Celles-ci regroupaient 85% des communes et 44% de la population.

L'autre moitié de la population était couverte par les 242 autres EPCI à fiscalité propre : la métropole Nice Côte d'Azur, 15 communautés urbaines (CU), 222 communautés d'agglomération (CA), et 4 syndicats d'agglomération nouvelle (SAN).

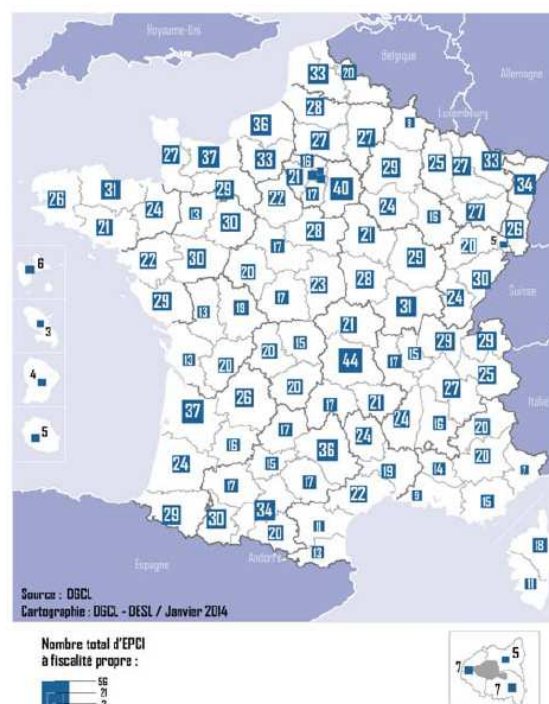
Au niveau national, 49 communes restaient isolées (à l'exception de Paris et Mayotte), parmi lesquelles 41 communes de la petite couronne parisienne.

Le nombre de fusions d'EPCI à fiscalité propre sur les deux dernières années a permis une réduction de 17 % de ces structures intercommunales, avec une diminution sensible dans les régions où le taux de couverture intercommunale dépassait les 95 %.

Nombre d'EPCI à FP au 1^{er} janvier 2012



Nombre d'EPCI à FP au 1^{er} janvier 2014



Taille moyenne des EPCI à fiscalité propre début 2014

	taille en nombre de communes				Population totale légale 2014 (millésimée 2011)			
	Moyenne	Médiane	Maximum	Minimum	Moyenne	Médiane	Maximum	Minimum
Ensemble des EPCI à fiscalité propre	17	14	131	2	29 000	12 000	1 328 000	200
<i>dont</i>								
- Communautés urbaines	15	27	85	5	486 000	262 000	1 328 000	57 000
- Communautés d'agglomérations	22	18	78	2	122 000	94 000	496 000	30 000
- Communautés de communes	16	14	131	2	14 400	10 400	172 800	200

Sources : DGCL, Insee.

Le paysage intercommunal a faiblement évolué au 1er janvier 2015 par rapport au 1^{er} janvier 2014. En effet, la France compte désormais 2 134 EPCI à fiscalité propre, soit une diminution de seulement 11 structures. Parmi ces structures, on dénombre 1 884 communautés de communes, qui regroupent 85 % des communes et 40 % de la population totale. On compte également 11 métropoles, la métropole de Lyon, 9 communautés urbaines, 226 communautés d'agglomération et 3 syndicats d'agglomération nouvelle.

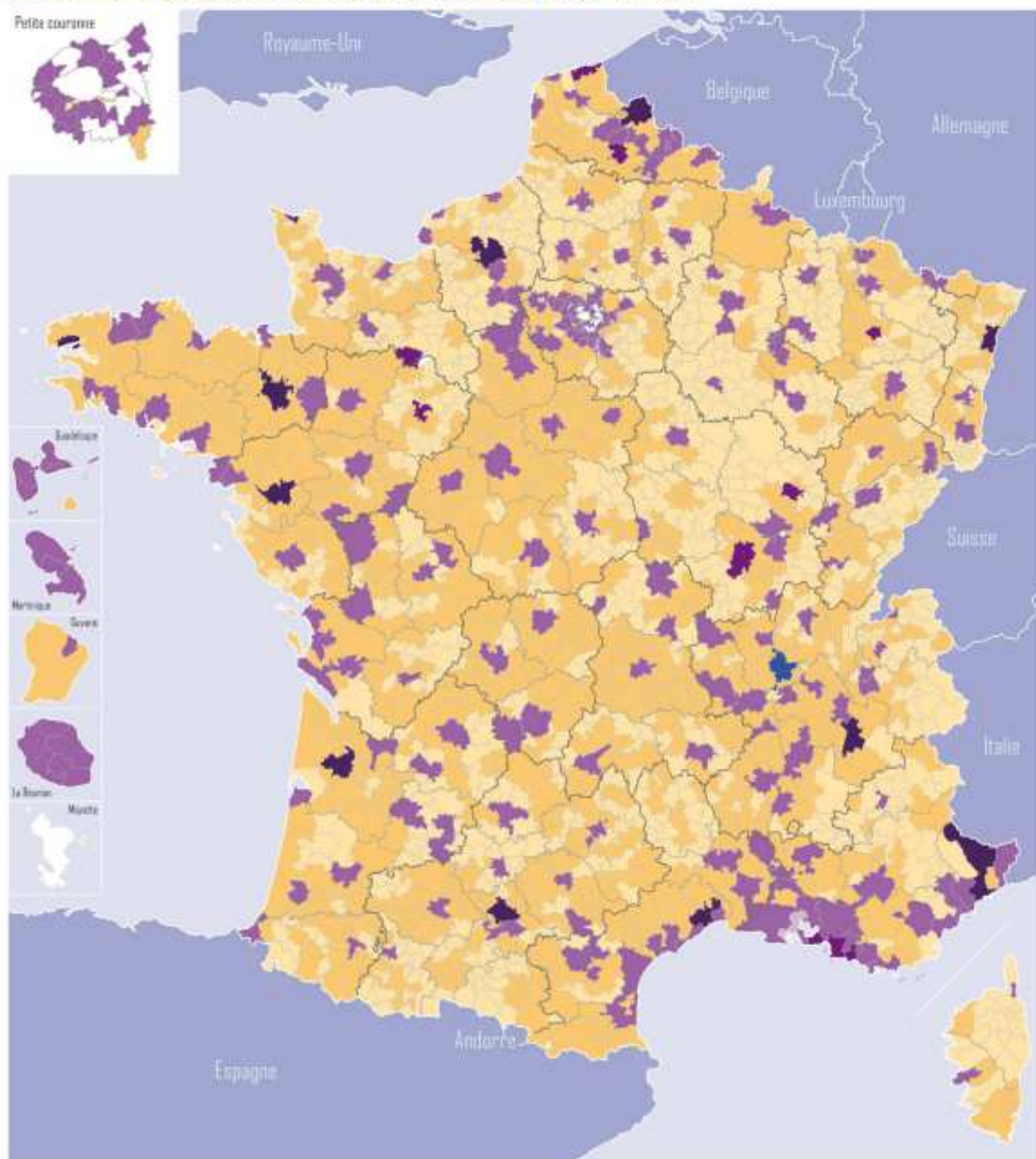
En effet, des modifications importantes sont intervenues concernant les natures juridiques des EPCI à fiscalité propre à la suite de la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi MAPTAM) du 27 janvier 2014. Ainsi, 10 EPCI à fiscalité propre se sont transformés en métropole le 1^{er} janvier 2015. La carte intercommunale comptabilise désormais ainsi 11 métropoles avec celle de Nice déjà existante.

Enfin, cette loi a permis la création, au 1er janvier 2015, de la métropole de Lyon, collectivité territoriale à statut particulier qui, sur son territoire, se substitue au conseil général du Rhône.

Au niveau national, 99,8 % des communes se trouvent dans le périmètre d'un EPCI à fiscalité propre.

Au cours de l'année de 2014, peu d'opérations de fusion ou de création sont intervenues. En revanche, le nombre de transformations est plus nombreux que par le passé compte tenu des transformations de communauté urbaine ou communauté d'agglomération en métropole et de communauté de communes en communauté d'agglomération.

Couverture du territoire par les EPCI à fiscalité propre en 2015



LES DIFFERENTS TYPES DE GROUPEMENTS A FISCALITE PROPRE

<p>Métropole</p> <p>Nombre : 11 Nombre de communes : 452 Population totale regroupée : 6 303 722</p>	<p>Communauté urbaine</p> <p>Nombre : 9 Nombre de communes : 201 Population totale regroupée : 2 322 698</p>	<p>Communauté d'agglomération</p> <p>Nombre : 226 Nombre de communes : 4 744 Population totale regroupée : 25 989 681</p>	<p>Métropole de Lyon</p> <p>Nombre : 1 Nombre de communes : 59 Population totale regroupée : 1 348 720</p>
<p>Syndicat d'agglomération nouvelle</p> <p>Nombre : 3 Nombre de communes : 15 Population totale regroupée : 148 674</p>	<p>Communauté de communes à fiscalité professionnelle unique</p> <p>Nombre : 1 062 Nombre de communes : 17 704 Population totale regroupée : 18 284 334</p>	<p>Communauté de communes à fiscalité additionnelle</p> <p>Nombre : 822 Nombre de communes : 13 462 Population totale regroupée : 8 622 173</p>	<p>Commune isolée</p> <p>Nombre de communes : 78 Population totale regroupée : 4 034 816</p>

Sources : DGCL, Banatic ; Insee

La taille moyenne des EPCI à fiscalité propre en 2015 reste peu modifiée par rapport à l'année précédente.

Taille moyenne des EPCI à fiscalité propre début 2015

	taille en nombre de communes				Population totale légale 2015 (millésimée 2012)			
	Moyenne	Médiane	Maximum	Minimum	Moyenne	Médiane	Maximum	Minimum
Ensemble des EPCI à fiscalité propre	17	14	131	2	28 900	12 200	1 136 500	200
<i>dont</i>								
- Métropoles	41	37	85	8	573 100	498 300	1 136 500	212 900
- Communautés urbaines	22	20	39	5	258 100	203 200	1 057 300	56 600
- Communautés d'agglomérations	21	17	78	2	114 600	92 100	432 400	29 200
- Communautés de communes	17	14	131	2	14 300	10 500	113 200	200

Sources : DGCL, Banatic ; Insee

Champs : France

On notera que plus le nombre de communes est important dans le département, plus le nombre moyen de communes par EPCI est élevé.

Enfin, le nombre d'EPCI faiblement peuplés a fortement diminué : la France compte 282 EPCI de moins de 5 000 habitants, soit 15 % des communautés de communes.

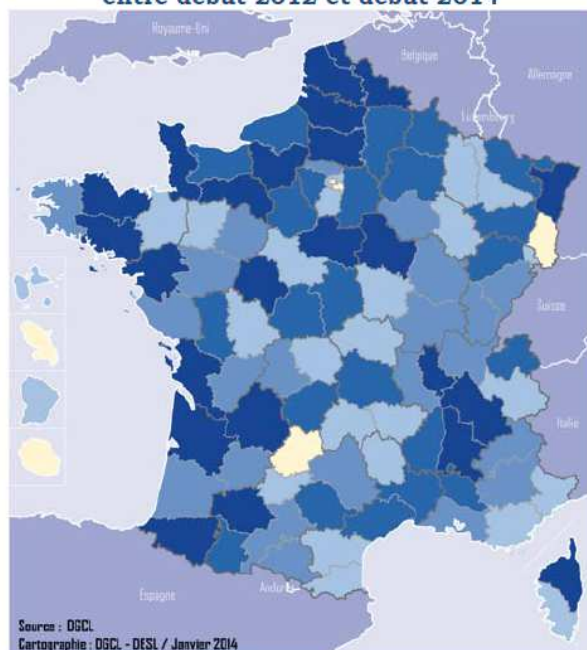
1.2 - Les syndicats

La réduction du nombre de syndicats s'est accélérée ces deux dernières années, avec une diminution de 10 %.

Au niveau national, on dénombre 13 408 syndicats au 1^{er} janvier 2014. Les plus nombreux sont les syndicats de communes : 8 979 SIVU et 1 233 syndicats à vocation multiple (SIVOM).

On recense également 2 227 syndicats mixtes fermés et 960 syndicats mixtes ouverts, ainsi que 9 pôles métropolitains.

Variation des effectifs de syndicats entre début 2012 et début 2014



Source : DGCL
Cartographie : DGCL - DESL / Janvier 2014

■ diminution de 19 à 68
 ■ diminution de 12 à 18
 ■ diminution de 8 à 11
 ■ diminution de 1 à 7
 ■ Pas de baisse des effectifs

Nombre de syndicats par département début 2014



Source : DGCL
Cartographie : DGCL - DESL / Janvier 2014

■ Nombre total d'EPCI à fiscalité propre :
 ■ 368
 ■ 94
 ■ 3

II – BILAN AU NIVEAU DU DEPARTEMENT DE L'ARDECHE

Le schéma départemental de coopération intercommunale de l'Ardèche a été approuvé par arrêté du 26 décembre 2011.

Cadre de référence de l'évolution de l'intercommunalité du département, ce schéma a été l'aboutissement d'une démarche entreprise tout au long de l'année 2011, en concertation étroite et constante avec les parlementaires et les élus locaux, les acteurs socio-économiques et les services de l'Etat.

Parmi les orientations et les objectifs de la loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, la solidarité financière et la cohérence territoriale ont été les idées maîtresses de ce travail.

Les élus des collectivités concernées par le projet ainsi que les membres de la commission départementale de coopération intercommunale (CDCI) ont été consultés. Ils ont pu exprimer largement leur avis et apporter leurs modifications au projet.

Ce travail a aussi abouti à la couverture intégrale du département en intercommunalités à fiscalité propre et à la suppression des enclaves.

Le bilan de cette mise en œuvre est détaillé ci-après.

2.1 - Les EPCI à fiscalité propre

Bilan de l'évolution des structures intercommunales du département au 1^{er} janvier 2014

Suite à la mise en œuvre du schéma départemental de la coopération intercommunale, la carte des intercommunalités du département a été sensiblement modifiée en 2013 pour une application au 1^{er} janvier 2014. En effet, on dénombrait, au 1^{er} janvier 2013, 36 communautés de communes et 3 communautés de communes interdépartementales. Par ailleurs, 3 communes restaient isolées.

Au 1^{er} janvier 2014, après mise en œuvre de nombreuses procédures de fusion, d'extension de périmètres ou de transformation, l'application du schéma a conduit à une réduction significative du nombre d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, celui-ci passant à 24, hors EPCI interdépartementaux.

Il en résulte que plus aucune commune du département ne s'est trouvée isolée.

Ont ainsi disparu soit par dissolution, soit par fusion-absorption, les 15 communautés de communes suivantes : « les Châtaigniers », « la Roche de Gourdon », « les Deux Chênes », « le Tournonais », « les Boutières », « le Pays du Cheylard », « le Haut Vivarais », « Eyrieux aux Serres », « Privas Rhône vallées », « les Grands Serres », « Sources de l'Ardèche », « Porte des Hautes Cévennes », « Cévennes vivaroises », « Pays des Vans », « Pays de Jalès ».

Deux communautés d'agglomération, celle de « Privas Centre Ardèche » et celle du « bassin d'Annonay », ont été constituées.

Parallèlement, de nombreux syndicats ont été dissous, dans la même période et d'autres ont fusionné.

Evolution des EPCI à fiscalité propre par nature juridique

Nature juridique	1er janvier 2011	1er janvier 2015
Communautés d'agglomération	0	2
Communautés de communes	36 +3 *	21 + 3 *
TOTAL	36+3*	23+3*

* 3 interdépartementales

Taille moyenne des EPCI à fiscalité propre ardéchois début 2015						
	Taille en nombre de communes			Population totale municipale en 2015		
	moyenne	maximum	minimum	moyenne	maximum	minimum
Ensemble des EPCI à fiscalité propre						
<i>dont</i>						
Communautés d'agglomérations (2)	25,5	35	16	37 494	39 838	35 150
Communautés de communes (24)	14,6	35	5	13 452	45 228	900

Au 1^{er} janvier 2015, le paysage de l'intercommunalité est identique à celui au 1^{er} janvier 2014. En effet, en ce qui concerne les EPCI à fiscalité propre ardéchois, aucune évolution, que ce soit par fusion ou par extension, n'est intervenue au cours de l'année 2014 au niveau des périmètres.

Toutefois, certaines structures ont étendu leurs compétences, alors que d'autres ont restitué des compétences aux communes.

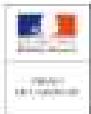
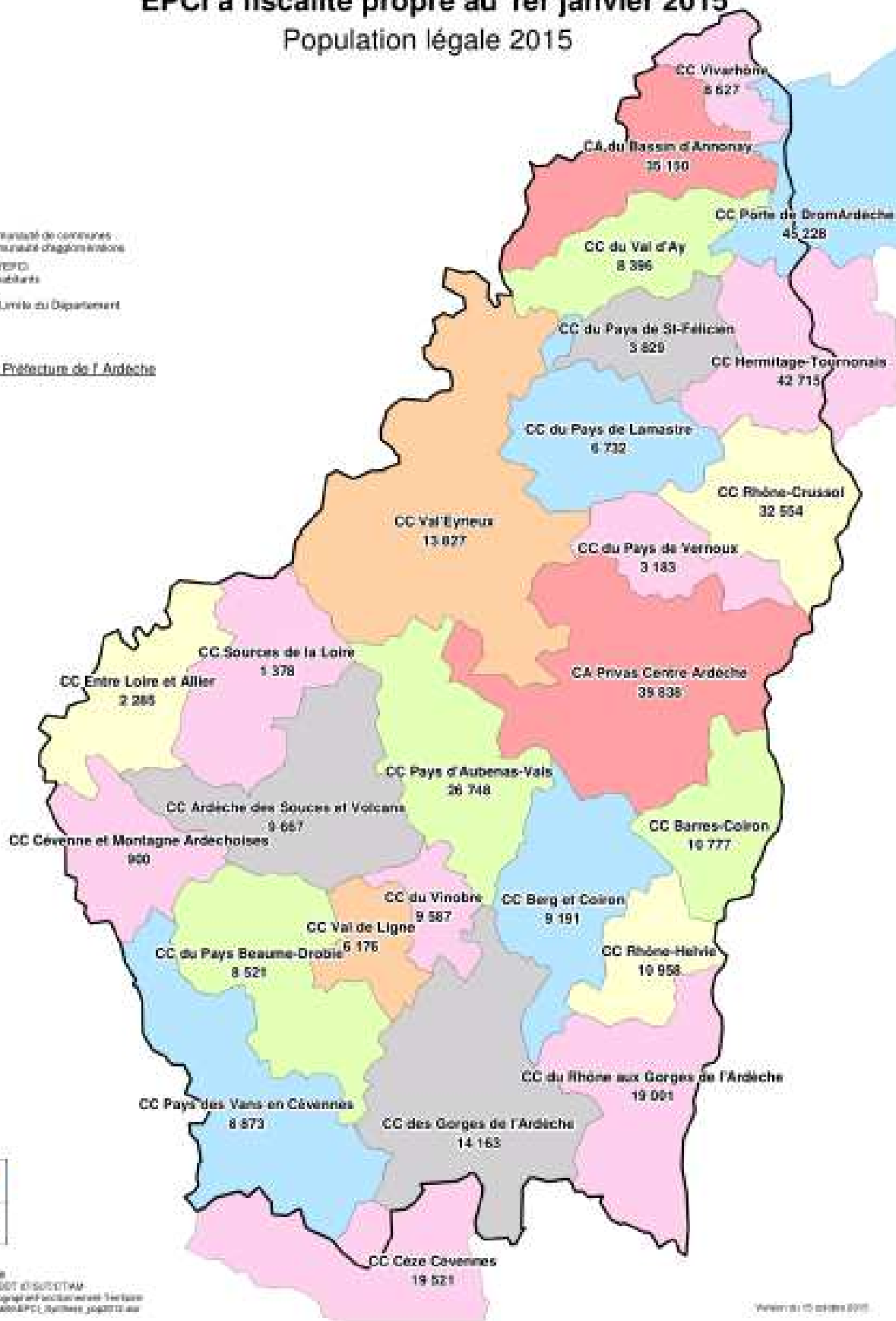
Au cours de l'année 2014, des EPCI à fiscalité propre ont procédé à des modifications statutaires soit pour approuver leurs nouveaux statuts, soit pour étendre leurs compétences, et le cas échéant pour restituer une compétence aux communes membres.

DEPARTEMENT DE L'ARDECHE

EPCI à fiscalité propre au 1er janvier 2015
Population légale 2015

CC = Communauté de communes
CA = Communauté d'agglomération
Nom de l'EPCI
Nombre d'habitants
Limite du Département

Source : Préfecture de l'Ardeche



BRDF-Catref
Modélisation : DDT et SUDOTRAM
É 1000 - Catalogue en ligne des données
Planification régionale EPCI_Ardèche_pop2015.xls

Version du 10 octobre 2015

Les différents EPCI à fiscalité propre du département de l'Ardèche

Toutes les communes ardéchoises sont membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP).

Le département de l'Ardèche compte 26 EPCI-FP, soit 2 communautés d'agglomération (CA) et 24 communautés de communes (CC).

Parmi ces 26 EPCI-FP, 23 sont départementaux et 3 interdépartementaux, dont 2 avec la Drôme et un avec le Gard.

**La population prise en compte est la population municipale, publiée par l'INSEE au 01/01/2015.*

Les trois EPCI-FP interdépartementaux

Communauté de communes « Hermitage-Tournonais »

Cette communauté de communes, dont le périmètre a été arrêté le 01/01/2014, regroupe **26 communes** et **42 715 habitants*** :

- 13 ardéchoises (20 988 h) : Boucieu-le-Roi, Cheminas, Colombier-le-Jeune, Étables, Glun, Lemps, Mauves, Plats, Saint-Barthélémy-le-Plain, Saint-Jean-de-Muzols, Sécheras, Tournon-sur-Rhône, Vion ;

- 13 drômoises (21 727 h) : Beaumont-Monteux, Chanos-Curson, Chantemerle-les-Blés, Crozes-Hermitage, Érôme, Gervans, Larnage, Mercurol, Pont-de-l'Isère, La-Roche-de-Glun, Servès-sur-Rhône, Tain-l'Hermitage, Veaunes.



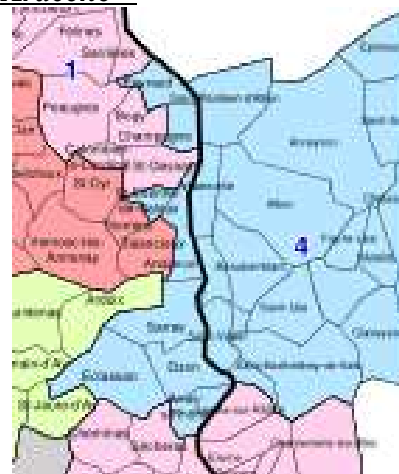
Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Tournon-sur-Rhône	10 781	11 423
Tain-l'Hermitage	5 845	6 045
La Roche-de-Glun	3 161	3 224
Pont-de-l'Isère	3 048	3 087
Saint-Jean-de-Muzols	2 442	2 525
Mercurol	2 221	2 271
Mauves	1 179	1 194
Chantemerle-les-Blés	1 170	1 188
Beaumont-Monteux	1 115	1 137
Chanos-Curson	1 082	1 126
Larnage	1 024	1 047
Vion	946	980
Érôme	852	873
Étables	848	857
Saint-Barthélemy-le-Plain	826	841
Plats	809	822
Lemps	779	793
Servès-sur-Rhône	763	771
Glun	694	719
Crozes-Hermitage	590	595
Colombier-le-Jeune	568	582
Gervans	565	579
Sécheras	502	510
Cheminas	328	330
Veaunes	291	300
Boucieu-le-Roi	286	290
Total	42 715	44 109

Communauté de communes « Porte de DrômArdèche »

Cette communauté de communes, dont le périmètre a été arrêté le 01/01/2014, regroupe **35 communes** et **45 228 habitants*** :

- 8 ardéchoises (6 545 h) : Andance, Arras-sur-Rhône, Champagne, Eclassan, Ozon, Peyraud, Saint-Etienne-de-Valoux, Sarras.

- 27 drômoises (38 683 h) : Albion, Andancette, Anneyron, Beausemblant, Chateauneuf-de-Galaure, Claveyson, Epinouze, Fay-le-Clos, Le-Grand-Serre, Hauterives, Lapeyrouse-Mornay, Laveyron, Lens-Lestang, Manthes, Moras-en-Valloire, La-Motte-de-Galaure, Mureils, Ponsas, Ratières, Saint-Avit, Saint-Barthélémy-de-Vals, Saint-Martin-d'Août, Saint-Rambert-d'Albon, Saint-Sorlin-en-Valloire, Saint-Uze, Saint-Vallier, Tersanne.



Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Saint-Rambert-d'Albon	6 056	6 135
Saint-Vallier	3 990	4 148
Anneyron	3 863	3 968
Saint-Sorlin-en-Valloire	2 197	2 234
Sarras	2 072	2 103
Saint-Uze	1 977	2 000
Saint-Barthélemy-de-Vals	1 904	1 950
Hauterives	1 759	1 808
Albion	1 732	1 774
Châteauneuf-de-Galaure	1 719	2 261
Épinouze	1 537	1 563
Beausemblant	1 349	1 377
Andancette	1 306	1 323
Lapeyrouse-Mornay	1 194	1 220
Andance	1 150	1 165
Laveyron	1 001	1 025
Eclassan	980	1 005
Claveyson	885	906
Le Grand-Serre	881	936
Lens-Lestang	829	848
La Motte-de-Galaure	776	789
Manthes	666	680
Moras-en-Valloire	628	645
Champagne	617	629
Peyraud	531	535
Arras-sur-Rhône	525	540
Ponsas	519	538
Mureils	426	433
Saint-Martin-d'Août	398	417
Ozon	383	392
Tersanne	362	368
Saint-Avit	298	316
Saint-Étienne-de-Valoux	287	292
Ratières	268	279
Fay-le-Clos	163	166
Total	45 228	46 768

Communauté de communes « Cèze-Cévennes »

Cette communauté de communes, dont le périmètre a été arrêté le 01/01/2013, regroupe **23 communes** et **19 521 habitants*** :

- une ardéchoise (513 h) : Saint-Sauveur-de-Cruzières ;
- 22 gardoises (19 008 h): Allègre-les-Fumades, Barjac, Bessèges, Bordezac, Courry, Gagnières, Méjannes-le-Clap, Meyrannes, Molières-sur-Cèze, Navacelles, Peyremale, Potelières, Rivières, Robiac-Rochessadoule, Rochegude, Saint-Ambroix, Saint-Brès, Saint-Denis, Saint-Jean-de-Maruéjols-et-Avéjan, Saint-Privat-de-Champclos, Saint-Victor-de-Malcap, Tharoux.



Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Saint-Ambroix	3 319	3 367
Bessèges	3 051	3 080
Barjac	1 552	1 585
Molières-sur-Cèze	1 507	1 531
Gagnières	1 140	1 150
Saint-Jean-de-Maruéjols-et-Avéjan	952	961
Robiac-Rochessadoule	905	921
Meyrannes	842	855
Allègre-les-Fumades	816	832
Saint-Victor-de-Malcap	812	830
Méjannes-le-Clap	674	685
Saint-Brès	625	640
Saint-Sauveur-de-Cruzières	513	527
Bordezac	370	373
Rivières	341	348
Saint-Privat-de-Champclos	329	343
Potelières	327	330
Navacelles	315	315
Courry	302	309
Peyremale	288	294
Saint-Denis	265	268
Rochegude	220	225
Tharoux	56	58
Total	19 521	19 827

Les vingt- trois EPCI-FP intradépartementaux

Arrondissement de Largentière (11 communautés de communes)

Communauté de communes « Pays d'Aubenas-Vals »

Cette communauté de communes, dont le périmètre a été arrêté le 31/12/2013, regroupe **21 communes** et **26 748 habitants*** :

Aizac, Antraigues-sur-Volane, Asperjoc, Aubenas, Genestelle, Juvinas, Labastide-sur-Besorgues, Labégude, Lachamp-Raphaël, Laviolle, Mézilhac, Saint-Andéol-de-Vals, Saint-Didier-sous-Aubenas, Saint-Étienne-de-Boulogne, Saint-Joseph-des-Bancs, Saint-Julien-du-Serre, Saint-Michel-de-Boulogne, Saint-Privat, Ucel, Vals-les-Bains, Vesseaux.



Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Aubenas	11 505	12 324
Vals-les-Bains	3 412	3 483
Ucel	2 032	2 122
Vesseaux	1 746	1 799
Saint-Privat	1 615	1 649
Labégude	1 367	1 389
Saint-Didier-sous-Aubenas	861	872
Saint-Julien-du-Serre	830	843
Antraigues-sur-Volane	539	552
Saint-Andéol-de-Vals	536	550
Asperjoc	418	425
Saint-Étienne-de-Boulogne	384	392
Genestelle	291	296
Labastide-sur-Bésorgues	254	258
Saint-Joseph-des-Bancs	190	197
Juvinas	173	178
Aizac	150	153
Saint-Michel-de-Boulogne	146	150
Laviolle	120	124
Mézilhac	100	103
Lachamp-Raphaël	79	82
Total	26 748	27 941

Communauté de communes « Gorges de l'Ardèche »

Cette communauté de communes, dont le périmètre a été arrêté le 31/12/2013, regroupe **19 communes** et **14 163 habitants*** :

Balazuc, Bessas, Chauzon, Grospierres, Labastide-de-Virac, Labeaume, Lagorce, Orgnac-l'Aven, Pradons, Rochecolombe, Ruoms, Saint-Alban-Auriolles, Saint-Maurice-d'Ardèche, Saint-Remèze, Salavas, Sampzon, Vallon-Pont-d'Arc, Vogüé.



Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Vallon-Pont-d'Arc	2 343	2 417
Ruoms	2 250	2 298
Lagorce	1 081	1 113
Saint-Alban-Auriolles	1 026	1 039
Vogüé	950	973
Saint-Remèze	916	934
Grospierres	875	894
Labeaume	625	646
Salavas	604	619
Vagnas	557	574
Orgnac-l'Aven	551	570
Pradons	446	456
Balazuc	356	371
Chauzon	349	361
Saint-Maurice-d'Ardèche	335	344
Labastide-de-Virac	249	254
Rochecolombe	237	241
Sampzon	221	225
Bessas	192	199
Total	14 163	14 528

Communauté de communes « Ardèche des sources et volcans »

Cette communauté de communes, dont le périmètre a été arrêté le 31/12/2013, regroupe **17 communes** et **9 667 habitants*** :

Astet, Barnas, Burzet, Chirols, Fabras, Jaujac, Lalevade-d’Ardèche, Mayres, Meyras, Montpezat-sous-Bauzon, Péreyres, Pont-de-Labeaume, Prades, Saint-Cirgues-de-Prades, Saint-Pierre-de-Colombier, La-Souche, Thueyts.



Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Thueyts	1 230	1 246
Prades	1 200	1 221
Jaujac	1 170	1 193
Lalevade-d'Ardèche	1 160	1 181
Meyras	913	922
Montpezat-sous-Bauzon	864	895
Pont-de-Labeaume	578	581
Burzet	439	442
Saint-Pierre-de-Colombier	407	467
Fabras	389	393
La Souche	358	367
Mayres	265	268
Chirols	261	263
Barnas	216	223
Saint-Cirgues-de-Prades	128	129
Péreyres	51	52
Astet	38	38
Total	9 667	9 881

Communauté de communes du « Vinobre »

Cette communauté de communes, dont le périmètre a été arrêté le 31/12/2012, regroupe **9 communes** et **9 587 habitants*** :

Ailhon, Fons, Lachapelle-sous-Aubenas, Lanas, Lentillères, Mercuer, Saint-Étienne-de-Fontbellon, Saint-Sernin, Vinezac.



Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Saint-Étienne-de-Fontbellon	2 531	2 623
Saint-Sernin	1 632	1 685
Lachapelle-sous-Aubenas	1 504	1 546
Vinezac	1 300	1 333
Mercuer	1 163	1 191
Ailhon	535	543
Lanas	374	397
Fons	320	335
Lentillères	228	234
Total	9 587	9 887

Communauté de communes « Berg et Coiron »

Cette communauté de communes, dont le périmètre a été arrêté le 16/10/2008, regroupe **14 communes** et **9 191 habitants*** :

Berzème, Darbres, Lavilledieu, Lussas, Mirabel, Saint-Andéol-de-Berg, Saint-Germain, Saint-Gineys-en-Coiron, Saint-Jean-le-Centenier, Saint-Laurent-sous-Coiron, Saint-Maurice-d'Ibie, Saint-Pons, Sceautes, Villeneuve-de-Berg.



Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Villeneuve-de-Berg	2 871	2 983
Lavilledieu	1 995	2 048
Lussas	1 067	1 095
Saint-Jean-le-Centenier	686	705
Saint-Germain	667	683
Mirabel	513	531
Saint-Pons	280	294
Saint-Maurice-d'Ibie	233	237
Darbres	229	238
Berzème	163	166
Sceautes	145	149
Saint-Andéol-de-Berg	128	131
Saint-Gineys-en-Coiron	109	116
Saint-Laurent-sous-Coiron	105	108
Total	9 191	9 484

Communauté de communes « Pays des Vans en Cévennes »

Cette communauté de communes, dont le périmètre a été arrêté le 31/12/2013, regroupe **15 communes** et **8 873 habitants*** :

Les-Assions, Banne, Beaulieu, Berrias-et-Casteljou, Chambonas, Gravières, Malarce-sur-la-Thines, Malbosc, Montselgues, Saint-André-de-Cruzières, Saint-Paul-le-Jeune, Saint-Pierre-Saint-Jean, Sainte-Marguerite-Lafigère, Les-Salelles, Les-Vans.



Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Les Vans	2 774	2 830
Saint-Paul-le-Jeune	940	957
Banne	708	723
Berrias-et-Casteljou	706	725
Les Assions	675	686
Chambonas	652	665
Saint-André-de-Cruzières	477	490
Beaulieu	469	477
Gravières	436	448
Les Salelles	335	348
Malarce-sur-la-Thines	226	231
Malbosc	149	152
Saint-Pierre-Saint-Jean	148	151
Montselgues	91	94
Sainte-Marguerite-Lafigère	87	90
Total	8 873	9 067

Communauté de communes « Pays Beaume-Drobie »

Cette communauté de communes, dont le périmètre a été arrêté le 31/05/2013, regroupe **19 communes** et **8 521 habitants*** :

Beaumont, Chandolas, Dompnac, Faugères, Joyeuse, Lablachère, Laboule, Loubaresse, Payzac, Planzolles, Ribes, Rocles, Rosières, Sablières, Saint-André-Lachamp, Saint-Genest-de-Beauzon, Saint-Mélany, Valgorge, Vernon.

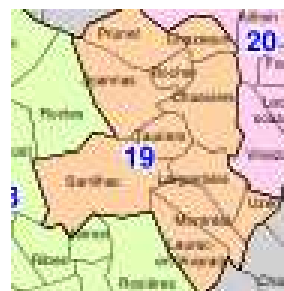


Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Lablachère	1 978	2018
Joyeuse	1 678	1714
Rosières	1 197	1229
Payzac	552	559
Chandolas	482	493
Valgorge	470	483
Saint-Genest-de-Beauzon	296	303
Ribes	272	274
Rocles	248	250
Vernon	224	233
Beaumont	223	226
Laboule	149	156
Saint-André-Lachamp	147	151
Sablières	137	140
Planzolles	135	140
Saint-Mélany	121	122
Faugères	108	112
Dompnac	73	73
Loubaresse	31	33
Total	8 521	8 709

Communauté de communes « Val de Ligne »

Cette communauté de communes, dont le périmètre a été arrêté le 05/12/2008, regroupe **11 communes** et **6 176 habitants*** :

Chassiers, Chazeaux, Joannas, Largentière, Laurac-en-Vivarais, Montréal, Prunet, Rocher, Sanilhac, Tauriers, Uzer.



Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Largentière	1 789	1 889
Chassiers	1 003	1 049
Laurac-en-Vivarais	936	951
Montréal	552	566
Uzer	444	454
Sanilhac	432	441
Joannas	315	326
Rocher	281	284
Tauriers	179	184
Prunet	136	141
Chazeaux	109	117
Total	6 176	6 402

Communauté de communes « Entre Loire et Allier »

Cette communauté de communes, dont le périmètre a été arrêté le 31/12/2008, regroupe **9 communes** et **2 285 habitants*** :

Coucouron, Issanlas, Issarlès, Le-Lac-d'Issarlès, Lachapelle-Graillose, Lanarce, Lavillate, Lespéron, Saint-Alban-en-Montagne.



Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Coucouron	850	850
Lespéron	317	329
Le Lac-d'Issarlès	279	280
Lachapelle-Graillose	245	248
Issarlès	170	172
Lanarce	158	165
Issanlas	114	117
Lavillate	78	82
Saint-Alban-en-Montagne	74	75
Total	2 285	2 318

Communauté de communes « Sources de la Loire »

Cette communauté de communes, dont le périmètre a été arrêté le 20/12/2005, regroupe **8 communes** et **1 378 habitants*** :

Le-Béage, Cros-de-Géorand, Mazan-l'Abbaye, Le-Roux, Sagnes-et-Goudoulet, Saint-Cirgues-en-Montagne, Sainte-Eulalie, Usclades-et-Rieutord.



Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Le Béage	285	294
Saint-Cirgues-en-Montagne	251	260
Sainte-Eulalie	229	237
Cros-de-Géorand	169	172
Mazan-l'Abbaye	139	146
Sagnes-et-Goudoulet	131	133
Usclades-et-Rieutord	130	131
Le Roux	44	45
Total	1 378	1 418

Communauté de communes « Cévennes et Montagne Ardéchoises »

Cette communauté de communes, dont le périmètre a été arrêté le 18/12/2008, regroupe **7 communes** et **900 habitants*** :

Borne, Cellier-du-Luc, Laval-d'Aurelle, Laveyrune, Le-Plagnal, Saint-Étienne-de-Lugdarès, Saint-Laurent-les-Bains.



Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Saint-Étienne-de-Lugdarès	400	406
Saint-Laurent-les-Bains	135	136
Laveyrune	120	122
Cellier-du-Luc	98	98
Le Plagnal	55	55
Laval-d'Aurelle	54	57
Borne	38	38
Total	900	912

Arrondissement de Privas (1CA ET 3 CC)

Communauté d'agglomération « Privas-Centre-Ardèche » (CAPCA)

Cette communauté de commune, dont le périmètre a été arrêté le 31/12/2013, regroupe **35 communes** et **39 838 habitants*** :

habitants* :

Ajoux, Alissas, Beauchastel, Beauvène, Chalencon, Chomérac, Coux, Creysseilles, Dunière-sur-Eyrieux, Flaviac, Freyssenet, Gluiras, Gourdon, Lyas, Marcols-les-Eaux, Les-Ollières-sur-Eyrieux, Pourchères, Le-Pouzin, Pranles, Privas, Rochessauve, Rompon, Saint-Cierge-la-Serre, Saint-Étienne-de-Serre, Saint-Fortunat-sur-Eyrieux, Saint-Julien-du-Gua, Saint-Julien-en-Saint-Alban, Saint-Laurent-du-Pape, Saint-Maurice-en-Chalencon, Saint-Michel-de-Chabrillanoux, Saint-Priest, Saint-Sauveur-de-Montagut, Saint-Vincent-de-Durfort, Veyras, La-Voulte-sur-Rhône.



Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Privas	8 312	8 695
La Voulte-sur-Rhône	5 115	5 179
Chomérac	2 938	3 126
Le Pouzin	2 785	2 826
Beauchastel	1 747	1 788
Coux	1 689	1 739
Saint-Laurent-du-Pape	1 587	1 628
Veyras	1 548	1 609
Alissas	1 416	1 469
Saint-Julien-en-Saint-Alban	1 364	1 381
Saint-Priest	1 292	1 351
Flaviac	1 155	1 186
Saint-Sauveur-de-Montagut	1 114	1 155
Rompon	996	1 037
Les Ollières-sur-Eyrieux	946	970
Saint-Fortunat-sur-Eyrieux	733	750
Lyas	577	599
Pranles	465	488
Dunière-sur-Eyrieux	425	433
Rochessauve	410	419
Gluiras	382	391
Saint-Michel-de-Chabrillanoux	381	391
Marcols-les-Eaux	319	320
Chalencon	310	316
Saint-Cierge-la-Serre	259	262
Saint-Vincent-de-Durfort	254	258
Beauvène	240	249
Saint-Étienne-de-Serre	217	227
Saint-Maurice-en-Chalencon	205	210
Saint-Julien-du-Gua	156	158
Pourchères	144	147
Creysseilles	119	121
Ajoux	94	97
Gourdon	94	99
Freyssenet	50	52
Total	39 838	41 126

Communauté de communes « du Rhône aux gorges de l'Ardèche » (DRAGA)

Cette communauté de commune, dont le périmètre a été arrêté le 31/12/2013, regroupe **9 communes** et **19 001 habitants*** :

Bidon, Bourg-Saint-Andéol, Gras, Larnas, Saint-Just-d'Ardèche, Saint-Marcel-d'Ardèche, Saint-Martin-d'Ardèche, Saint-Montan, Viviers.



Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Bourg-Saint-Andéol	7 203	7 422
Viviers	3 908	4 006
Saint-Marcel-d'Ardèche	2 407	2 497
Saint-Montan	1 837	1 880
Saint-Just-d'Ardèche	1 677	1 734
Saint-Martin-d'Ardèche	942	960
Gras	600	620
Bidon	232	234
Larnas	195	199
Total	19 001	19 552

Communauté de communes « Rhône-Helvie »

Cette communauté de commune, dont le périmètre a été arrêté le 19/06/2003, regroupe **5 communes** et **10 958 habitants*** :

Alba-la-Romaine, Aubignas, Saint-Thomé, Le-Teil,



Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Le Teil	8 197	8 493
Alba-la-Romaine	1 395	1 442
Valvignères	477	489
Aubignas	457	466
Saint-Thomé	432	439
Total	10 958	11 329

Valvignères.

Communauté de communes « Barrès-Coiron »

Cette communauté de commune, dont le périmètre a été arrêté le 02/11/2005, regroupe **10 communes** et **10 777 habitants*** :

Baix, Cruas, Meysse, Rochemaure, Saint-Bauzile, Saint-Lager-Bressac, Saint-Martin-sur-Lavezon, Saint-Pierre-la-Roche, Saint-Symphorien-sous-Chomérac, Saint-Vincent-de-Barrès.



Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Cruas	2 872	2 937
Rochemaure	2 286	2 333
Meysse	1 351	1 385
Baix	1 047	1 076
Saint-Lager-Bressac	888	899
Saint-Vincent-de-Barrès	826	856
Saint-Symphorien-sous-Chomérac	730	760
Saint-Martin-sur-Lavezon	441	457
Saint-Bauzile	283	296
Saint-Pierre-la-Roche	53	55
Total	10 777	11 054

Arrondissement de Tournon-sur-Rhône (1 communauté d'agglomération et 7 communautés de communes)

Communauté d'agglomération « Bassin d'Annonay »

Cette communauté de communes, dont le périmètre a été arrêté le 31/12/2013, regroupe **16 communes** et **35 150 habitants*** :

Annonay, Boulieu-lès-Annonay, Davézieux, Le-Monestier, Roiffieux, Saint-Clair, Saint-Cyr, Saint-Julien-Vocance, Saint-Marcel-lès-Annonay, Savas, Talencieux, Thorrenc, Vanosc, Vernosc-les-Annonay, Villevocance, Vocance.



Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Annonay	15 983	16 643
Davézieux	3 032	3 114
Roiffieux	2 794	2 849
Vernosc-lès-Annonay	2 280	2 333
Boulieu-lès-Annonay	2 163	2 216
Saint-Marcel-lès-Annonay	1 404	1 441
Saint-Cyr	1 295	1 320
Villevocance	1 248	1 275
Saint-Clair	1 069	1 111
Talencieux	1 017	1 045
Vanosc	916	937
Savas	852	878
Vocance	584	593
Thorrenc	233	241
Saint-Julien-Vocance	232	233
Monestier	48	50
Total	35 150	36 279

Communauté de communes « Rhône-Crussol »

Cette communauté de communes, dont le périmètre a été arrêté le 31/12/2013, regroupe **13 communes** et **32 554 habitants*** :

Alboussière, Boffres, Champis, Charmes-sur-Rhône, Châteaubourg, Cornas, Guilherand-Granges, Saint-Georges-les-Bains, Saint-Péray, Saint-Romain-de-Lerps, Saint-Sylvestre, Soyons, Toulaud.



Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Guilherand-Granges	10 968	11 228
Saint-Péray	7 311	7 533
Charmes-sur-Rhône	2 534	2 600
Cornas	2 240	2 286
Saint-Georges-les-Bains	2 090	2 138
Soyons	2 014	2 080
Toulaud	1 662	1 711
Alboussière	1 004	1 012
Saint-Romain-de-Lerps	781	807
Boffres	636	649
Champis	595	606
Saint-Sylvestre	497	510
Châteaubourg	222	231
Total	32 554	33 391

Communauté de communes « Pays de Vernoux »

Cette communauté de communes, dont le périmètre a été arrêté le 28/12/2009, regroupe **7 communes** et **3 183 habitants*** :

Châteauneuf-de-Vernoux, Gilhac-et-Bruzac, Saint-Apollinaire-de-Rias, Saint-Jean-Chambre, Saint-Julien-le-Roux, Silhac, Vernoux-en-Vivarais.



Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Vernoux-en-Vivarais	1 894	1 994
Silhac	370	385
Saint-Jean-Chambre	266	278
Châteauneuf-de-Vernoux	215	224
Saint-Apollinaire-de-Rias	183	186
Gilhac-et-Bruzac	160	162
Saint-Julien-le-Roux	95	98
Total	3 183	3 327

Communauté de communes « Val'Eyrieux »

Cette communauté de communes, dont le périmètre a été arrêté le 31/12/2013, regroupe **34 communes** et **13 827 habitants*** :

Accons, Albon-d'Ardèche, Arcens, Borée, Le-Chambon, Chanéac, Le-Cheylard, Devesset, Dornas, Intres, Issamoulenc, Jaunac, Lachapelle-sous-Chanéac, Mariac, Mars, Les-Nonières, Rochepaule, La-Rochette, Saint-Agrève, Saint-Andéol-de-Fourchades, Saint-André-en-Vivarais, Saint-Barthélémy-le-Meil, Saint-Christol, Saint-Cierge-sous-le-Cheylard, Saint-Clément, Saint-Genest-Lachamp, Saint-Jean-Roure, Saint-Jeure-d'Andaure, Saint-Julien-Boutières, Saint-Julien-Labrousse, Saint-Martial, Saint-Martin-de-Valamas, Saint-Michel-d'Aurance, Saint-Pierreville.



Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Le Cheylard	3 098	3 252
Saint-Agrève	2 546	2 597
Saint-Martin-de-Valamas	1 202	1 240
Mariac	628	641
Saint-Pierreville	542	551
Accons	416	437
Saint-Julien-Labrousse	369	374
Arcens	360	380
Devesset	287	300
Saint-Jean-Roure	279	280
Rochepaule	277	284
Mars	275	282
Saint-Michel-d'Aurance	268	279
Chanéac	265	279
Dornas	264	266
Saint-Martial	243	250
Saint-André-en-Vivarais	220	228
Nonières	218	227
Saint-Barthélemy-le-Meil	204	206
Saint-Julien-Boutières	199	208
Saint-Cierge-sous-le-Cheylard	192	203
Lachapelle-sous-Chanéac	176	178
Borée	164	166
Albon-d'Ardèche	159	164
Jaunac	140	144
Intres	138	140
Issamoulenc	112	114
Saint-Christol	108	112
Saint-Jeure-d'Andaure	106	107
Saint-Clément	105	107
Saint-Genest-Lachamp	101	103
La Rochette	58	60
Saint-Andéol-de-Fourchades	56	57
Le Chambon	52	56
Total	13 827	14 272

Communauté de communes « Vivarhône »

Cette communauté de communes, dont le périmètre a été arrêté le 01/01/2013, regroupe **11 communes** et **8 627 habitants*** :

Bogy, Brossainc, Charnas, Colombier-le-Cardinal, Félines, Limony, Peaugres, Saint-Désirat, Saint-Jacques-d'Atticieux, Serrières, Vinzieux.



Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Peaugres	1 962	2 007
Félines	1 493	1 539
Serrières	1 133	1 149
Charnas	865	875
Saint-Désirat	853	884
Limony	715	726
Vinzieux	421	430
Bogy	397	407
Saint-Jacques-d'Atticieux	281	284
Colombier-le-Cardinal	279	287
Brossainc	228	232
Total	8 627	8 820

Communauté de communes « Val d'Ay »

Cette communauté de communes, dont le périmètre a été arrêté le 01/01/2013, regroupe **10 communes** et **8 396 habitants*** :

Ardoix, Lalouvesc, Préaux, Quintenas, Saint-Alban-d' Ay, Saint-Jeure-d' Ay, Saint-Pierre-sur-Doux, Saint-Romain d' Ay, Saint-Symphorien-de-Mahun, Satillieu.



Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Satillieu	1 611	1 648
Quintenas	1 474	1 503
Saint-Alban-d'Ay	1 316	1 354
Ardoix	1 115	1 132
Saint-Romain-d'Ay	1 075	1 097
Préaux	668	677
Saint-Jeure-d'Ay	480	497
Lalouvesc	404	406
Saint-Symphorien-de-Mahun	143	152
Saint-Pierre-sur-Doux	110	111
Total	8 396	8 577

Communauté de communes « Pays de Lamastre »

Cette communauté de communes, dont le périmètre a été arrêté le 31/12/2013, regroupe **11 communes** et **6 732 habitants*** :

Le-Crestet, Desaignes, Empurany, Gilhoc-sur-Ormèze, Labatie-d'Andaure, Lafarre, Lamastre, Nozières, Saint-Barthélémy-Grozon, Saint-Basile, Saint-Prix.



Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Lamastre	2 426	2 512
Désaignes	1 166	1 193
Empurany	553	573
Le Crestet	534	545
Saint-Barthélemy-Grozon	499	535
Gilhoc-sur-Ormèze	443	449
Saint-Basile	323	327
Nozières	273	276
Saint-Prix	261	270
Labatie-d'Andaure	219	221
Lafarre	35	39
Total	6 732	6 940

Communauté de communes « Pays de Saint-Félicien »

Cette communauté de communes, dont le périmètre a été arrêté le 18/12/2003, regroupe **7 communes** et **3 829 habitants*** :

Arlebosc, Bozas, Colombier-le-Vieux, Pailharès, Saint-Félicien, Saint-Victor, Vaudevaut.



Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Saint-Félicien	1 161	1 198
Saint-Victor	951	965
Colombier-le-Vieux	663	677
Arlebosc	336	347
Pailharès	273	277
Bozas	248	257
Vaudevaut	197	200
Total	3 829	3 921

Tableau récapitulatif des EPCI à fiscalité propre

Nom EPCI	Nombre communes membres	Population au 1/1/2015		Nombre communes classées en zone de montagne	Densité 2015 (hab/km ²)
		Totale	Municipale		
CC Pays d'Aubenas Vals	21	27 941	26 748	16	102,1
CC des Gorges de l'Ardèche	19	14 528	14 163	0	35,1
CC Ardeche des sources et volcans	17	9 881	9 667	0	31,9
CC du Vinobre	9	9 887	9 587	1	129,0
CC Berg et Coiron	14	9 484	9 191	8	39,2
CC Pays des Vans en Cévennes	15	9 067	8 873	8	26,9
CC du pays de Beaume Drobie	19	8 709	8 521	14	30,4
CC Val de ligne	11	6 402	6 176	8	67,1
CC entre Loire et Allier	9	2 318	2 285	0	12,3
CC des Sources de la Loire	8	1 418	1 378	0	6,2
CC Cévennes et Montagne Ardéchoises	7	912	900	0	5,5
CA Privas Centre Ardèche	35	41 126	39 838	29	83,0
CC du Rhône aux gorges de l'Ardèche	9	19 552	19 001	0	72,4
CC Rhône-Helvie	5	11 329	10 958	1	89,8
CC de Barrés Coiron	10	11 054	10 777	3	67,6
CA du bassin d'Annonay	16	36 279	35 150	10	165,7
CC Rhône Crussol	13	33 391	32 554	6	162,7
CC Val'Eyrieux	34	14 272	13 827	0	23,5
CC Vivarhône	11	8 820	8 627	0	110,5
CC du Val d'Ay	10	8 577	8 396	6	48,7
CC Pays de Lamastre	11	6 940	6 732	0	30,4
CC du pays de St Félicien	7	3 921	3 829	0	30,4
CC du pays de Vernoux	7	3 327	3 183	0	25,9
CC du pays de l'Hermitage et du Tournonais	26	44 109	42 715	4	153,7
EPCI dont le siège n'est pas dans en Ardèche					
CC porte de Drôme Ardèche	35	46 768	45 228	0	107,4
CC Cèze Cévennes	23	19 827	19 521	0	61,2

2.2 - Les syndicats

Depuis le 1^{er} janvier 2015, le département compte 92 syndicats contre 116 avant le schéma départemental de coopération intercommunale. Cette baisse de 21 % est le résultat soit de dissolution ou de fusion de syndicats.

Il est à noter que la loi du 16 décembre 2010, modifiée par la loi du 29 février 2012 (article L5111-6 du CGCT) limite les créations de syndicat de communes ou de syndicat mixte à l'exception des syndicats compétents en matière scolaire, d'accueil de la petite enfance ou d'action sociale.

Evolution des syndicats par nature juridique

Nature juridique	1er janvier 2011	1 ^{er} janvier 2015
Syndicats mixtes	35	29
SIVOM	10	12
SIVU	71	51
TOTAL	116	92

- un syndicat de communes (SIVOM ou SIVU) est un établissement public de coopération intercommunale associant des communes,
- un syndicat mixte est un établissement public associant des communes, des établissements de coopération intercommunale (= syndicat mixte fermé) et des départements, des régions, des établissements publics ou d'autres personnes morales de droit public (= syndicat mixte ouvert).

Par ailleurs, tout comme les EPCI à fiscalité propre, certains syndicats ont procédé à des modifications statutaires, ou ont étendu leurs périmètres avec l'adhésion de nouveaux membres.

Les différents syndicats selon les grands domaines de compétence

Domaine de la voirie

Nom du groupement – Siège	Nature juridique	Membres		Autres précisions
		Nombre	Nature Juridique	
SIVOM de la Haute Vallée de La Loire - Mazan l'Abbaye	SIVOM	8	Communes	Autre compétence Eau potable
SIVOM du Canton de Saint Etienne de Lugdarès - St-Etienne de Lugdarès	SIVOM	7	Communes	Autres compétences Eau potable /Electricité Gaz
SI des Deux Vallées - St-Andéol de Vals	SIVU	2	Communes	Aucune autre compétence
SI de voirie et travaux annexes - Montréal	SM fermé	21	20 communes + 1 CC	Autre compétence Aménagement de l'espace
SIVOM des services du canton de Vernoux en Vivarais - Chateauneuf de Vernoux	SIVOM	10	10 communes	8 autres compétences dont eau assainissement tourisme gestion d'un centre de secours

SIVU : Syndicat à vocation unique

SIVOM : Syndicat à vocation multiple

SM fermé : Syndicat mixte fermé

SM ouvert : Syndicat mixte ouvert

Domaine de l'énergie

Nom du groupement – Siège	Nature juridique	Membres		Autres précisions
		Nombre	Nature Juridique	
SIVOM du Canton de Saint Etienne de Lugdarès - St-Etienne de Lugdarès	SIVOM	7	Communes	Autres compétences : Voirie, Eau potable Adhère au SDE 07
SIE de la Boulogne - St-Etienne de Boulogne	SIVU	4	Communes	Adhère au SDE 07
SIVOM Olivier de Serres - Villeneuve de Berg	SIVOM	18	Communes	Autres compétences : Eau potable Adhère au SDE 07
SIE des Cévennes - Largentière	SIVU	12	Communes	Adhère au SDE 07
SIE du canton de Burzet - Burzet	SIVU	5	Communes	Adhère au SDE 07
SIE de la Payre - Baix	SIVU	6	Communes	Adhère au SDE 07
SIE du canton de Privas - Coux	SIVU	4	Communes	Adhère au SDE 07
SIE de l'Ouvèze - St-Julien en St-Alban	SIVU	3	Communes	Adhère au SDE 07
SIE de la région de St Pierreville - St-Pierreville	SIVU	9	Communes	Adhère au SDE 07
SDE 07 - Syndicat départemental d'énergie - Privas	SM fermé	354	339 communes + 3 CC + 3 SIVOM + 9 SIVU	Autres compétences : NTIC, soutien à la maîtrise d'ouvrage, Eclairage public, fourniture de gaz
Syndicat du Canton de Saint-Péray - St-Péray	SIVOM	13	Communes	Autre compétence : Eau potable
SIVOM des services du canton de Vernoux en Vivarais - Chateauneuf de Vernoux	SIVOM	10	Communes	Adhère au SDE 07
SIE Doux et Ormeze - Boucieu le Roi	SIVU	11	Communes	Adhère au SDE 07
SIE d'Etables - Etables	SIVU	8	Communes	Adhère au SDE 07

SIVU : Syndicat à vocation unique

SIVOM : Syndicat à vocation multiple

SM fermé : Syndicat mixte fermé

SM ouvert : Syndicat mixte ouvert

Domaine du numérique

La plupart des intercommunalités adhèrent au syndicat « Ardèche Drôme Numérique » (ADN), syndicat interdépartemental 26/07 qui a son siège à Valence.

Domaine des déchets

En ce qui concerne la collecte et le traitement des déchets et des ordures ménagères, trois syndicats mixtes se répartissent le territoire ardéchois :

Nom du groupement – Siège	Nature juridique	Membres		Autres précisions
		Nombre	Nature Juridique	
SICTOBA - Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères de la Basse-Ardèche - Beaulieu	SM fermé	4	4 CC	Pas d'autres compétences
SIDOMSA - Syndicat pour la destruction des ordures ménagères du secteur d'Aubenas - Lavilledieu	SM fermé	10	1 commune + 9 CC	Pas d'autres compétences
SICTOMSED - Si de collecte et de traitement des ordures ménagères du secteur Eyrieux-Doux - Le Cheylard	SM fermé	4	4 CC	Pas d'autres compétences Adhésion au SYTRAD

Syndicats siégeant en Ardèche

SIVU : Syndicat à vocation unique

SIVOM : Syndicat à vocation multiple

SM fermé : Syndicat mixte fermé

SM ouvert : Syndicat mixte ouvert

Domaine du tourisme

Nom du groupement – Siège	Nature juridique	Membres		Autres précisions
		Nombre	Nature Juridique	
SITHERE - SI pour le thermalisme et l'environnement - Vals les Bains	SIVU	3	communes	Autres compétences : action sociale, activités culturelles, études et programmation, thermalisme Adhésion au SDEA et au SIVU des Inforoutes
SIVA - SI de la vallée de l'Ardèche appelé Ardèche Claire - Ruoms	SM fermé	52	43 communes + 8 CDC+1CA	Autres compétences : Autres actions environnementales Adhésion au SDEA
SM du Parc Naturel Régional des Monts d'Ardèche - Jaujac	SM ouvert	161	147 communes + 11 CC + 1CA +Département + Région	Autres compétences : Autres actions environnementales
SIVOM des services du canton de Vernoux en Vivarais - Chateauneuf de Vernoux	SIVOM	10	communes	8 autres compétences dont voirie assainissement eau gestion d'un centre de secours
Si gestion du Lac de Devesset - Devesset	SIVU	3	communes	Pas d'autres compétences Adhésion au SDEA
Syndicat Mixte pour la promotion du tourisme sur les territoires communautaires du bassin d'Annonay et de Vivarhône - Peaugres	SM fermé	2	1 CA + 1CC	Pas d'autres compétences

SIVU : Syndicat à vocation unique

SIVOM : Syndicat à vocation multiple

SM fermé : Syndicat mixte fermé

SM ouvert : Syndicat mixte ouvert

Domaine de l'assainissement

Les syndicats d'assainissement sont au nombre de 10. Certains d'entre eux ont à la fois la compétence eau potable et assainissement :

Nom du groupement – Siège	Nature juridique	Membres		Autres précisions
		Nombre	Nature Juridique	
SIVU ASSAINISSEMENT ST MAURICE D'ARDECHE, VOGUE, LANAS - St-Maurice d'Ardèche	SIVU	3	communes	Aucune autre compétence Pas d'adhésion
SI d'assainissement et d'eau de St Etienne de Fontbellon St Semin - St-Etienne de Fontbellon	SIVU	2	communes	Autres compétences : Eau, développement et aménagement économique Adhésions SEBA, SM Bourday
Syndicat des rivières Beaume et Drobie - Lablachère	SM fermé	18	Dont 1 CC	Autres compétences : Autres actions environnementales
SEBA - Syndicat des eaux du Bassin de l'Ardèche - Largentière	SM fermé	52	Dont 2 SIVU et un SIVOM	Autres compétences : Eau
SI d'assainissement de la cité du barrage - St-Montan	SIVU	2	Communes	Aucune autre compétence Pas d'adhésion
SIVOM des services du canton de Vernoux en Vivarais - Chateauneuf de Vernoux	SIVOM	10	Communes	8 autres compétences dont voirie, eau, tourisme, gestion centre de secours
Syndicat Mixte de l'Ay Ozon - Ardoix	SM fermé	10	Dont 1 CC	Autres compétences : Autres actions environnementales
Syndicat mixte Eyrieux Clair - Le Cheylard	SM fermé	11	Dont 3 CC	Autres compétences : Autres actions environnementales
SM Le Bourday - Aubenas	SM fermé	6	5 communes + 1 SIVU	Aucune autre compétence ni adhésion
SI du Torrenson - Andance	SM fermé	2	Dont 1 CC	Pas d'autres compétences

SIVU : Syndicat à vocation unique

SIVOM : Syndicat à vocation multiple

SM fermé : Syndicat mixte fermé

SM ouvert : Syndicat mixte ouvert

Domaine de l'eau potable

Nom du groupement – Siège	Nature juridique	Membres		Autres précisions
		Nombre	Nature Juridique	
SIVOM de la Haute Vallée de La Loire - Mazan l'Abbaye	SIVOM	8	Communes	Autre compétence : Voirie
SIVOM du Canton de Saint Etienne de Lugdarès - St-Etienne de Lugdarès	SIVOM	7	Communes	Autres compétences Voire /Electricité Gaz
SIVOM Olivier de Serres - Villeneuve de Berg	SIVOM	18	Communes	Autres compétences : Etudes et programmation énergies
SI eaux Aizac Labastide de Juvinas - Aizac	SIVU	2	Communes	Pas d'autres compétences
SI eaux Ailhon Mercuer - Mercuer	SIVU	2	Communes	Pas d'autres compétences
SI d'assainissement et d'eau de St Etienne de Fontbellon St Sernin - St-Etienne de Fontbellon	SIVU	2	Communes	Autres compétences : Assainissement collectif et non-collectif, actions de développement économique Adhésion SEBA et Syndicat mixte du BOURDARY
Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable du Pays des Vans - Les Vans	SIVU	7	Communes	Pas d'autre compétence
SEBA - Syndicat des eaux du Bassin de l'Ardèche - Largentière	SM fermé	52	Dont 2 SIVU et un SIVOM	Autres compétences : Eau, Assainissement collectif
SI des Eaux Ouvèze Payre - Le Pouzin	SIVU	15	Communes	Pas d'autres compétences
SI eaux de Fay - Valvignères	SIVU	3	Communes	Autre compétence : Etudes et programmation
Syndicat intercommunal des eaux de la vallée du Lavezon - St-Martin de Lavezon	SIVU	2	Communes	Pas d'autres compétences
SEBP - Syndicat des eaux du bassin de Privas - Privas	SIVU	6	Communes	Pas d'autres compétences
SI de production d'eau Rhône-Eyrieux - La Voulte sur Rhône	SIVU	4	Communes	Pas d'autres compétences
Syndicat du Canton de Saint-Péray - St-Péray	SIVOM	13	Communes	Autre compétence : Energie
SIVOM des services du canton de Vernoux en Vivarais - Chateauneuf de Vernoux	SIVOM	10	Communes	8 autres compétences dont voirie, assainissement, tourisme, gestion centre de secours
Si des eaux Annonay Serrières - Félines	SIVU	24	Communes	Autre compétence : Etudes et programmation. Adhère au SERENA
SI des eaux Cance Doux - Sarras	SIVU	30	Communes	Pas d'autres compétences.
SIVU de transit de l'eau potable - Lamastre	SIVU	4	Communes	Pas d'autres compétences
SERENA (SI d'exploitation des réseaux d'eaux du nord de l'Ardèche) - St-Jean de Muzols	SM fermé	2	SIVU	Pas d'autres compétences Adhère au Syndicat des Inforoutes

SIVU : Syndicat à vocation unique

SIVOM : Syndicat à vocation multiple

SM fermé : Syndicat mixte fermé

SM ouvert : Syndicat mixte ouvert

Domaine en lien avec les parcs régionaux

Nom du groupement – Siège	Nature juridique	Membres		Autres précisions
		Nombre	Nature Juridique	
SM du Parc Naturel Régional des Monts d'Ardèche - Jaujac	SM ouvert	149	147 communes + Département 07 + Région Rhône - Alpes	Autres compétences : Actions environnementales, Tourisme

SIVU : Syndicat à vocation unique

SIVOM : Syndicat à vocation multiple

SM fermé : Syndicat mixte fermé

SM ouvert : Syndicat mixte ouvert

Domaine transport

Nom du groupement – Siège	Nature juridique	Membres		Autres précisions
		Nombre	Nature Juridique	
SI de Transport urbain Tout'en Bus - Aubenas	SIVU	7	communes	Aucune autre compétence Aucune adhésion à un autre groupement
SI de ramassage scolaire de la vallée du Chassezac - Malarce sur la Thines	SIVU	6	communes	Aucune autre compétence Aucune adhésion à un autre groupement
SI pour les transports scolaires Joannas-Rocles - Joannas	SIVU	2	communes	Aucune autre compétence Aucune adhésion à un autre groupement
SI de regroupement pédagogique St Maurice Vogue Lanas - St-Maurice d'Ardèche	SIVU	3	communes	Autre compétence : gestion des personnels Adhésion au SM des Inforoutes
SI de transports scolaires d'Ailhon Lentillères – Ailhon	SIVU	2	communes	Aucune autre compétence Aucune adhésion à un autre groupement
SI de l'Ecole Aizac Labastide - Aizac	SIVU	2	communes	Autre compétence : activités périscolaires Aucune adhésion à un autre groupement
SI transport scolaires du Lavezon - St-Vincent de Barrès	SIVU	7	communes	Aucune autre compétence Aucune adhésion à un autre groupement
SI de ramassage scolaire vallée de la Deume - St-Marcel les Annonay	SIVU	4	communes	Aucune autre compétence Aucune adhésion à un autre groupement
SI pour équipement sportif du plateau d'Etables et des communes limitrophes - Etables	SIVU	5	communes	Autre compétence : achat de matériel en commun, activités sportives Aucune adhésion à un autre groupement

Domaine scolaire

Nom du groupement – Siège	Nature juridique	Membres		Autres précisions
		Nombre	Nature Juridique	
SIVU de l'Ecole du Val d'Ardèche - Thueyts	SIVU	3	communes	Autres compétences : Développement et Aménagement socio culturel /établissements scolaires
Sivom des équipements publics communs de Gras Larnas - Gras	SIVOM	2	communes	Autres compétences : Développement et aménagement social et socioculturel, Construction et aménagement, entretien gestion d'équipements ou d'établissements culturels, socio-culturels éducatifs, abattoirs-marchés et marché d'intérêt national, halles, foires
sivu des écoles du Riouvel - St-Fortunat sur Eyrieux	SIVU	2	communes	Autres compétences : Développement et aménagement social et culturel, établissements scolaires, activités périscolaires

SIVU : Syndicat à vocation unique

SIVOM : Syndicat à vocation multiple

SM fermé : Syndicat mixte fermé

SM ouvert : Syndicat mixte ouvert

Domaine action environnementale

Nom du groupement – Siège	Nature juridique	Membres		Autres précisions
		Nombre	Nature Juridique	
Syndicat de rivière du Chassezac - Les Vans	SIVOM	35	35 communes	Autres compétences : environnement et cadre de vie, aménagement de l'espace, études et programmations
SI d'exploitation et de gestion des réseaux de l'aven d'Orgnac - Orgnac l'Aven	SIVU	2	2 communes	Aucune autre compétence ni adhésion
Syndicat des rivières Beaume et Drobie - Lablachère	SM fermé	18	17 Communes + ICC	Autres compétences : assainissement non-collectif
SIVA - SI de la vallée de l'Ardèche appelé Ardèche Claire - Ruoms	SM fermé	52	43 communes + 8CC + 1CA	Autres compétences : Tourisme Adhésion au SDEA
Syndicat Mixte de gestion des gorges de l'Ardèche - Vallon Pont d'Arc	SM ouvert	18	16 communes + Départ 07+ Départ 30	Autres compétences : Actions culturelles et socioculturelles, Etudes et programmation
SM du Parc Naturel Régional des Monts d'Ardèche - Jaujac	SM ouvert	149	147 communes +Départ 07+ Région R-Alpes	Autres compétences : Tourisme
SM de la montagne Ardéchoise - Lanarce	SM ouvert	17	13 communes + Départ 07+ 3 CC	Autres compétences : Assainissement non-collectif
Syndicat mixte du bassin de l'Escoutay - Viviers	SM fermé	6	5 communes + 1 CC	Pas d'autres compétences
Syndicat mixte d'aménagement et d'entretien de la Payre et de ses affluents - Chomérac	SM fermé	2	1 CC + 1 CA	Pas d'autres compétences
SDE 07 - Syndicat départemental d'énergie - Privas	SM fermé	354	339 communes +9 SIVU + 3 CC + 3SIVOM	Autres compétences : Electricité et gaz, Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie, éclairage public, NTIC
Syndicat Mixte de l'Ay Ozon - St-Romain d'Ay	SM fermé	10	9 communes + 1CC	Autres compétences : Assainissement non-collectif, Autres
Syndicat mixte Eyrieux Clair - Le Cheylard	SM fermé	11	8 communes + 2 CC+1 CA	Autres compétences : Assainissement non-collectif Adhésion au SM inforoutes 07

Domaine de la culture

Nom du groupement – Siège	Nature juridique	Membres		Autres précisions
		Nombre	Nature Juridique	
SIVOM du canton de Valgorge - Valgorge	SIVOM	5	communes	Autres compétences : Plan de déplacement urbain, action sociale Pas d'adhésion à un groupement
SITHERE - SI pour le thermalisme et l'environnement - Vals les Bains	SIVU	3	communes	Autres compétences : action sociale, activités culturelles, études et programmation, thermalisme Adhésions SDEA et SIVU Infouroutes
Syndicat Mixte de gestion des gorges de l'Ardèche - Vallon Pont d'Arc	SM ouvert	18	16 communes + 2 Département 07 et 30	Autres compétences : Autres action environnementales, Etudes et programmation
SIVOM du plateau de Bidon Gras Larnas et St Remeze - St-Remèze	SIVOM	4	communes	Autres compétences : Activités sportives et constitution de réserves foncières
SIVU des communes du sud du canton de Bourg St Andéol - St-Marcel d'Ardèche	SIVU	3	communes	Autres compétences : Activités sportives
Syndicat Mixte du Vivarais Méridional Ardèche - Le Teil	SM fermé	4	4 CC	Pas d'autres compétences
SM de gestion de l'Ecole départementale de musique et de danse - Privas	SM ouvert	104	102 communes + Département de l'Ardèche + 1 SIVU	Pas d'autres compétences
SIVOM des services du canton de Vernoux en Vivarais - Chateauneuf de Vernoux	SIVOM	10	communes	8 autres compétences dont eau, assainissement, tourisme, gestion centre de secours
SYRAVAL - Tournon sur Rhône	SIVU	2	communes	Pas d'autres compétences Adhérent au SM Musique-Danse

Domaine de l'aménagement de l'espace

Nom du groupement – Siège	Nature juridique	Membres		Autres précisions
		Nombre	Nature Juridique	
SMAM – Syndicat Mixte de l'Ardèche Méridionale - Lablachère	SIVU	54	communes	Equipements sportifs et PLH
SYMPAM – Syndicat mixte du Pays de l'Ardèche méridionale - Vinezac	SM ouvert	156	137 communes + 18 CC + Département 07	Autres compétences : ScoT, Logement social, Fonctionnement des PAYS
SMEOV - SM de la vallée de l'Eyrieux, de l'Ouvèze et du plateau de Vernoux St-Laurent du Pape	SM fermé	4	4 CC	Autres compétences : ScoT, Logement social, Fonctionnement des PAYS

SIVU : Syndicat à vocation unique

SIVOM : Syndicat à vocation multiple

SM fermé : Syndicat mixte fermé

SM ouvert : Syndicat mixte ouvert

III – DONNEES FINANCIERES ET FISCALES DES EPCI A FISCALITE PROPRE ET ETAT DES LIEUX DE LA REPARTITION DES COMPETENCES DES GROUPEMENTS EXISTANTS ET DE LEUR EXERCICE

Toutes les structures à fiscalité propre ont opté pour des compétences différentes. Outre les compétences dites obligatoires, le nombre de compétences dépend de la nature de l'EPCI à fiscalité propre. Les communautés d'agglomération sont plus intégrées que les communautés de communes.

Par ailleurs, certaines de ces compétences ont fait l'objet d'un transfert auprès de syndicats mixtes.

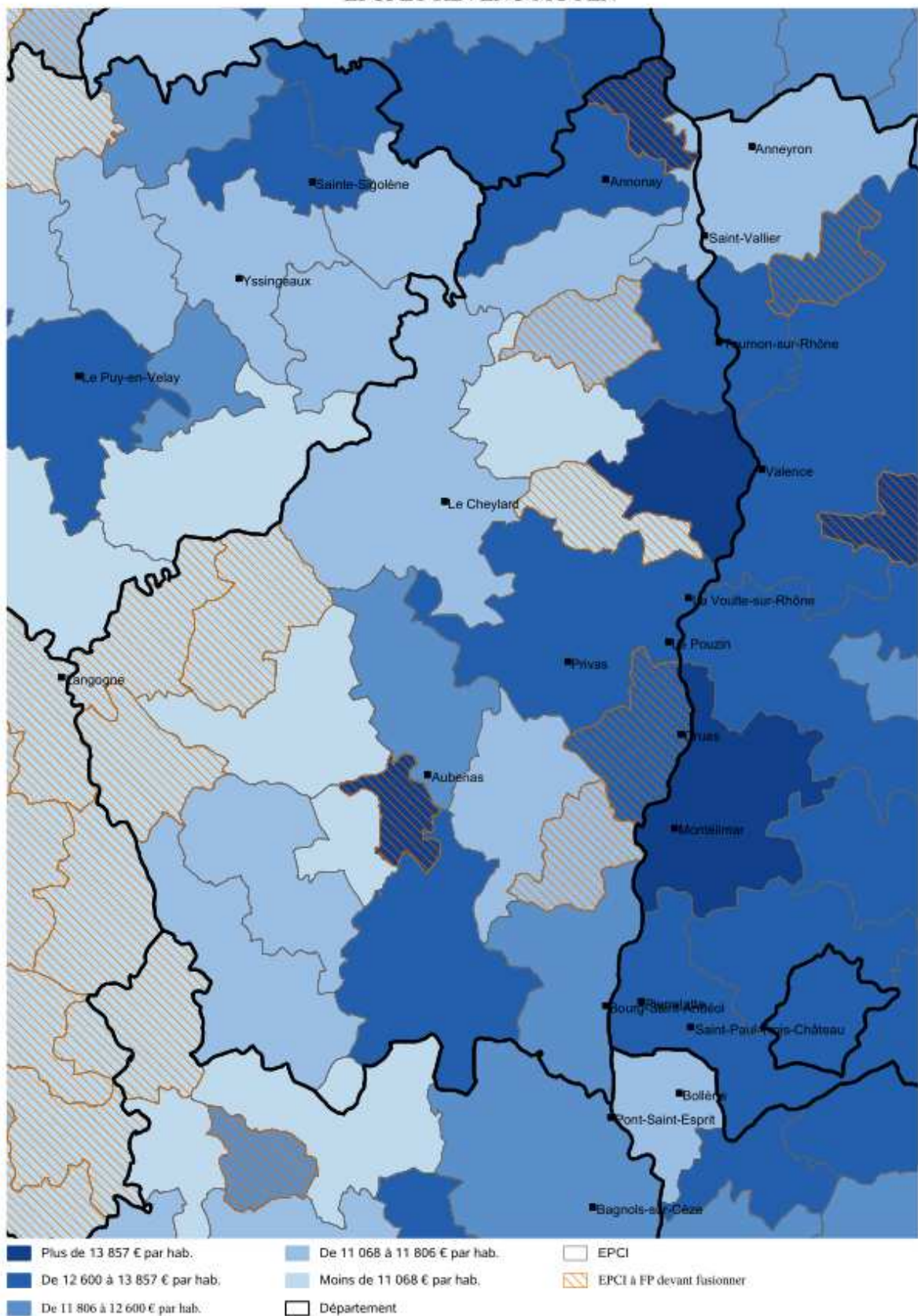
Il est proposé, ci-après, les données financières et fiscales des EPCI à fiscalité propre, ainsi qu'un état des lieux non exhaustif de la répartition des compétences (classées par grand domaine) exercées par ces structures.

Cet état des lieux ne tient pas compte, le cas échéant, de l'intérêt communautaire. L'intitulé des compétences est un libellé générique ne précisant pas systématiquement dans le détail tout ou partie de la compétence effectivement exercée.

3.1 – Données financières et fiscales des EPCI à fiscalité propre

REVENU MOYEN DES EPCI PAR HABITANT

ARDECHE EPCI ET REVENU MOYEN



ANALYSE FINANCIERE DES EPCI
Données fiscales et financières 2015 relatives aux EPCI à fiscalité propre

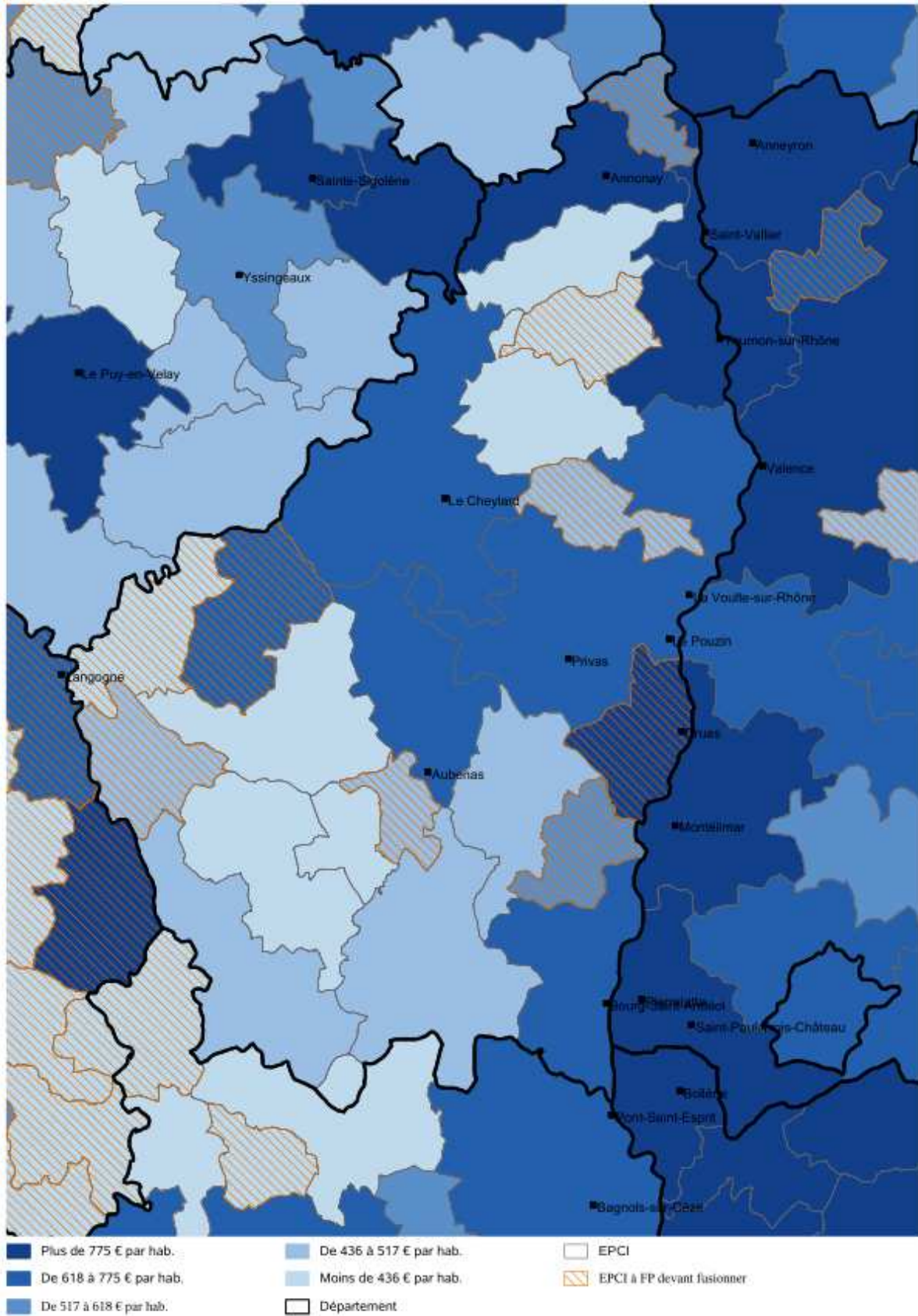
SIREN	Nom du groupement à fiscalité propre	Régime fiscal	DGF 2015		Potentiel fiscal	Population DGF	Potentiel fiscal par pop DGF	CIF (coefficient d'intégration fiscale)	CIF moyen nationaux par catégorie			Situation EPCI 2015 (solde créditeur ou débiteur)	Produit fiscal total de l'EPCI avant dépenses de transfert (compte administratif 2014)	Dépenses de transfert	Produit fiscal total de l'EPCI après dépenses de transfert (compte administratif 2014)
			DGF totale	Dont bonification					Catégorie Communautés d'Agglomération	Catégorie Communautés de communes à fiscalité professionnelle unique (FPU)	Catégorie Communautés de communes à fiscalité additionnelle (FA ou FPZ)				
200038933	CA PRIVAS CENTRE ARDECHE	FPU	3 894 410 €	non éligible	13 399 753 €	43 794	305,972348 €	0,356794	0,328421			334 756 €	12 200 008 €	0 €	12 200 008 €
200043917	CA DU BASSIN D'ANNONAY	FPU	4 443 156 €	non éligible	14 789 759 €	37 125	398,377347 €	0,370974	0,328421			-92 737 €	12 487 809 €	0 €	12 487 809 €
200000594	CC ENTRE LOIRE ET ALLIER	FPU	187 033 €	42 407 €	373 772 €	3 452	108,276941 €	0,458630		0,354408		39 505 €	790 887 €	232 332 €	558 555 €
200016905	CC DU PAYS DE LAMASTRE	FPU	522 604 €	104 174 €	998 106 €	8 451	118,105076 €	0,460203		0,354408		95 584 €	1 857 223 €	312 812 €	1 544 411 €
200023877	CC DU PAYS DE VERNOUX	FPU	211 160 €	0 €	740 059 €	3 955	187,119848 €	0,591748		0,354408		50 199 €	1 904 377 €	245 013 €	1 659 364 €
200039808	CDC GORGES DE L'ARDECHE	FPU	801 205 €	212 540 €	3 719 500 €	19 607	189,702657 €	0,404694		0,354408		168 001 €	4 256 607 €	0 €	4 256 607 €
200039824	CDC ARDECHE DES SOURCES ET VOLCANS	FPU	630 776 €	149 873 €	1 942 360 €	12 597	154,192268 €	0,444174		0,354408		297 898 €	2 302 208 €	0 €	2 302 208 €
200039832	CC PAYS DES VANS EN CEVENNES	FPU	473 281 €	113 594 €	1 829 868 €	11 966	152,922280 €	0,354408		0,354408		97 085 €	0 €	0 €	0 €
200041044	HERMITAGE-TOURNONAIS COMMUNAUTE DE COMMUNES	FPU	2 748 054 €	496 995 €	18 253 936 €	44 983	405,796323 €	0,412478		0,354408		-230 285 €	14 198 772 €	0 €	14 198 772 €
200041366	CDC RHONE CRUSSOL	FPU	2 401 776 €	304 511 €	8 370 114 €	34 134	245,213394 €	0,333052		0,354408		0 €	8 328 335 €	0 €	8 328 335 €
200041465	CDC VAL EYRIEUX	FPU	1 439 237 €	178 668 €	5 309 019 €	17 847	297,474029 €	0,373748		0,354408		141 859 €	4 453 610 €	0 €	4 453 610 €
240700302	CC DU PAYS DE BEAUME DROBIE	FPU	566 137 €	131 212 €	1 520 698 €	11 469	132,592031 €	0,427116		0,354408		115 946 €	2 986 404 €	842 941 €	2 143 463 €
240700310	CC DU PAYS D'AUBENAS-VALS	FPU	2 835 335 €	178 843 €	9 928 733 €	30 073	330,154391 €	0,222020		0,354408		9 036 €	14 573 759 €	9 310 446 €	5 263 313 €
240700674	CC DU VINOBRE	FPU	405 026 €	113 733 €	1 675 650 €	10 374	161,524002 €	0,409295		0,354408		0 €	2 696 034 €	918 057 €	1 777 977 €
240700708	CC DE RHONE-HELVIE	FPU	745 451 €	107 565 €	2 286 228 €	11 636	196,478859 €	0,345114		0,354408		89 833 €	3 313 631 €	784 501 €	2 529 130 €
240700716	CC DU VAL D'AY	FPU	562 069 €	86 002 €	1 059 859 €	9 319	113,730980 €	0,344539		0,354408		71 320 €	1 852 514 €	672 992 €	1 179 522 €
240700757	CC VIVARHONE	FPU	421 562 €	97 744 €	1 813 541 €	9 027	200,901850 €	0,404246		0,354408		-17 213 €	2 356 034 €	674 189 €	1 681 845 €
240700831	CC BARRES COIRON	FPU	277 142 €	0 €	10 458 417 €	11 486	910,536044 €	0,294164		0,354408		-364 711 €	11 199 280 €	6 580 130 €	4 619 150 €
240700849	CC DU PAYS DE SAINT FELICIEN	FPU	326 060 €	59 285 €	606 323 €	4 628	131,011884 €	0,478241		0,354408		102 550 €	1 059 246 €	143 313 €	915 933 €
240700864	CC DU RHONE AUX GORGES DE L'ARDECHE	FPU	931 692 €	163 999 €	5 421 579 €	20 650	262,546199 €	0,296496		0,354408		128 967 €	7 707 224 €	3 496 457 €	4 210 767 €
200000636	CC CEVENNE ET MONTAGNE ARDECHOISES	FA	4 405 €	0 €	244 725 €	1 634	149,770502 €	0,548090			0,317873	24 257 €	0 €	0 €	407 506 €
200000974	CC DES SOURCES DE LA LOIRE	FA	13 776 €	0 €	379 662 €	2 343	162,040973 €	0,343505			0,317873	5 258 €	0 €	0 €	520 997 €
240700617	CC VAL DE LIGNE	FPZ	158 425 €	0 €	523 685 €	7 475	70,058194 €	0,336259			0,317873	135 000 €	0 €	0 €	793 226 €
240700815	CC DE BERG ET COIRON	FPZ	215 892 €	0 €	932 465 €	10 368	89,936825 €	0,457776			0,317873	107 512 €	0 €	0 €	2 106 447 €

Les dépenses de transfert 2015 sont égales à zéro pour les EPCI à fiscalité professionnelle unique ayant fusionné au 1^{er} janvier 2014

POTENTIEL FISCAL AGREGÉ DES EPCI PAR HABITANT

ARDECHE

EPCI - POTENTIEL FISCAL AGREGÉ



3.1 – Etat des lieux de la répartition des compétences des EPCI à fiscalité propre

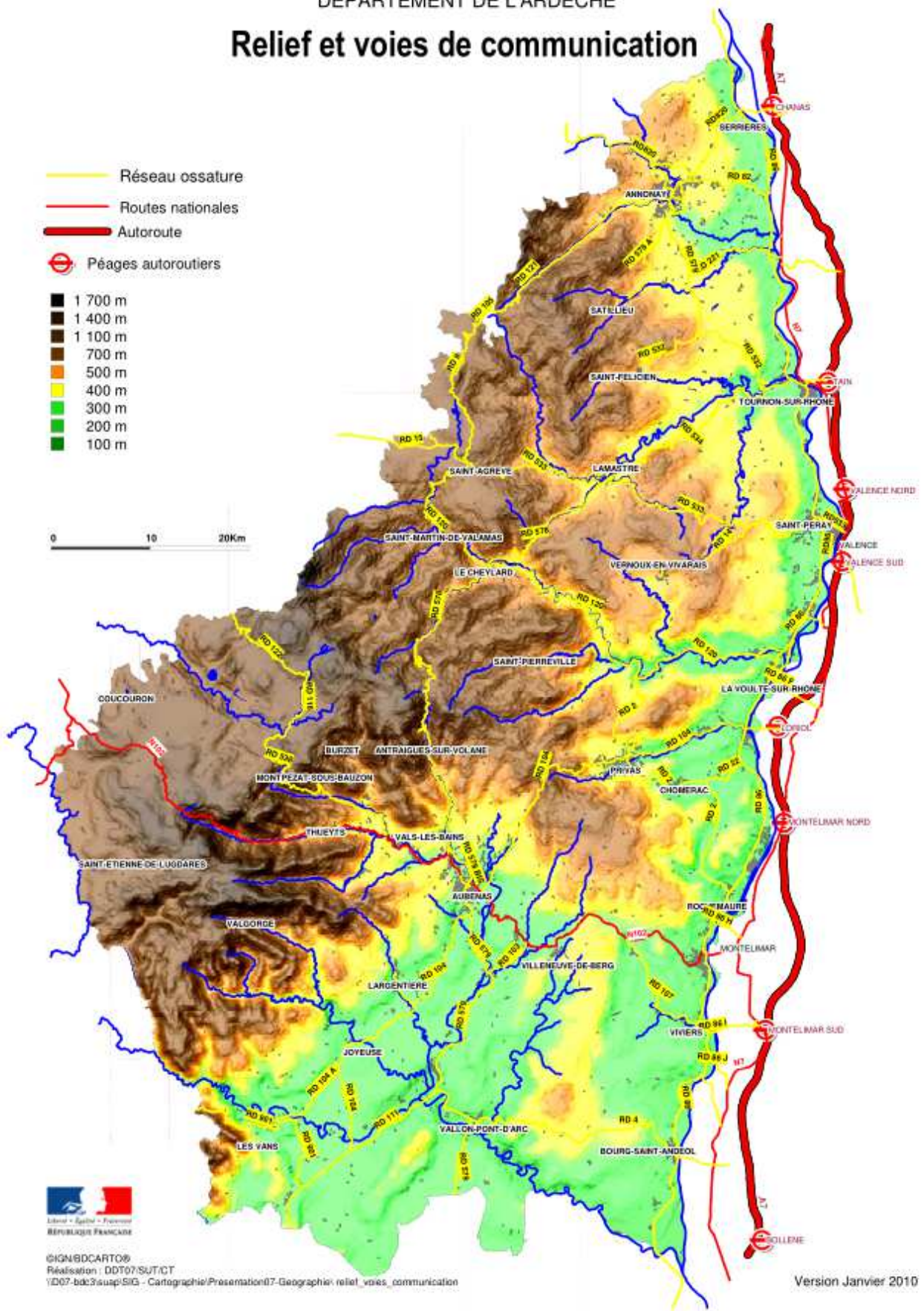
Source ASPIC

Nom des EPCI *	Nature juridique	Production, distribution énergie	Environnement et cadre de vie	Sanitaire et social	Politique de la Ville	Développement et aménagement économique	Développement et aménagement social et culturel	Aménagement de l'espace	Voirie	Développement touristique	Logement et Habitat	Infrastructures	Autres
CA du bassin d'Annonay	CA	X	X	X		X	X	X		X	X		X
CA Privas Centre Ardèche	CA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X
CC Cévennes et Montagne Ardéchoises	CC		X	X		X	X	X	X	X	X		X
CC Ardèche des sources et volcans	CC	X	X	X		X	X	X	X	X	X		X
CC Berg et Coiron	CC		X	X		X	X	X		X	X		X
CC de Barrès Coiron	CC		X	X		X	X	X		X	X		X
CC des Gorges de l'Ardèche	CC	X	X	X		X	X	X	X	X	X		X
CC des Sources de la Loire	CC		X	X		X	X	X	X	X	X		X
CC du pays de Beaume Drobie	CC		X	X		X	X	X		X	X		X
CC du pays de l'Hermitage et du Toumonais	CC	X	X	X		X	X	X	X	X	X		X
CC du pays de St Félicien	CC	X	X			X	X	X	X		X		X
CC du pays de Vernoux	CC	X	X	X		X	X	X	X	X			X
CC du Rhône aux gorges de l'Ardèche	CC	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X
CC du Val d'Ay	CC	X	X			X	X	X	X	X	X		X
CC du Vinobre	CC		X	X		X	X	X	X	X	X		X
CC entre Loire et Allier	CC		X	X		X		X	X	X	X		X
CC Pays d'Aubenas Vals	CC		X	X		X	X	X	X	X	X		X
CC Pays de Lamastre	CC		X			X	X	X	X		X	X	X
CC Rhône Crussol	CC		X	X		X	X	X	X	X	X		X
CC Rhône-Helvie	CC		X	X		X	X	X		X	X		X
CC Val de ligne	CC		X	X		X		X	X		X		
CC Val'Eyrieux	CC	X	X			X	X	X	X	X	X		X
CC Vivarhône	CC		X			X		X	X	X	X		X
CC Pays des Vans en Cévennes	CC		X	X		X	X	X	X		X		X

* Hors EPCI dont le siège n'est pas en Ardèche (CC Cèze cévennes et CC Porte de Drôme Ardèche)

IV – CARTOGRAPHIE DES TERRITOIRES

DEPARTEMENT DE L'ARDECHE
Relief et voies de communication



©IGN&DCARTO®
 Réalisation : DDT07/SUT/CT
 Y:\D07-bdc3\sup\SIG - Cartographie\Presentation07-Geographie\relief_voies_communication

Version Janvier 2010

RELIEF ET VOIES DE COMMUNICATION

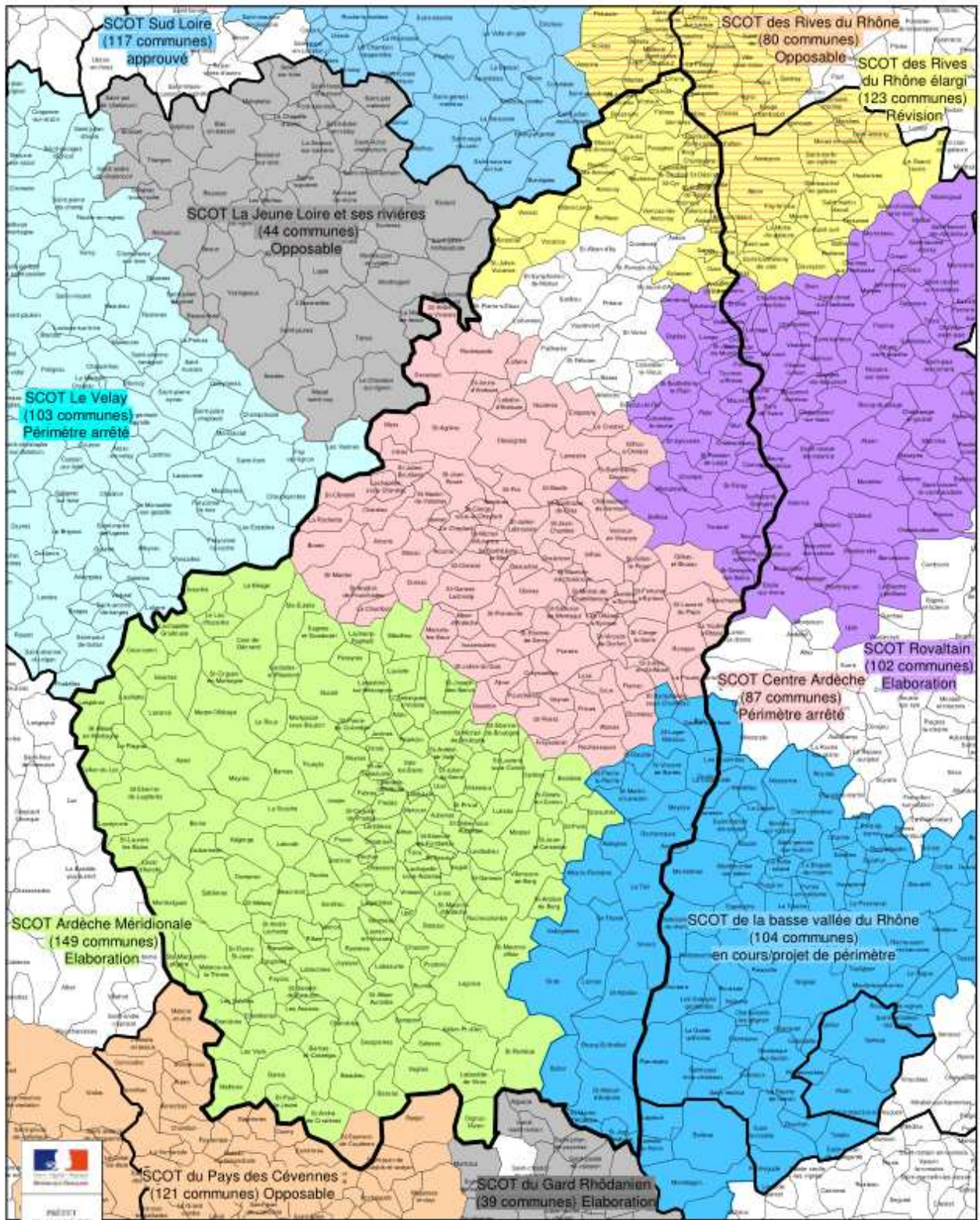
PERIMETRE DES SCHEMAS DE COHERENCE TERRITORIALE (SCOT)

Situation au 7 août 2015

DEPARTEMENT DE L'ARDECHE Schémas de cohérence territoriale

Etat des lieux au 07 août 2015

Source: DDT 07



IGN / GeoInfo
Réalisation : DDT 07/SUT/CT
Z:SIG - Cartographie/Urbanisme-Amenagement/SCOT/SCOT_Etat_Lieux.WOR

Versión du : 01/09/2015

PERIMETRE DES PARCS NATURELS REGIONAUX

DEPARTEMENT DE L'ARDECHE

EPCI à fiscalité propre et Parc Naturel Régional des Monts d'Ardèche

Parc Naturel Régional des Monts d'Ardèche

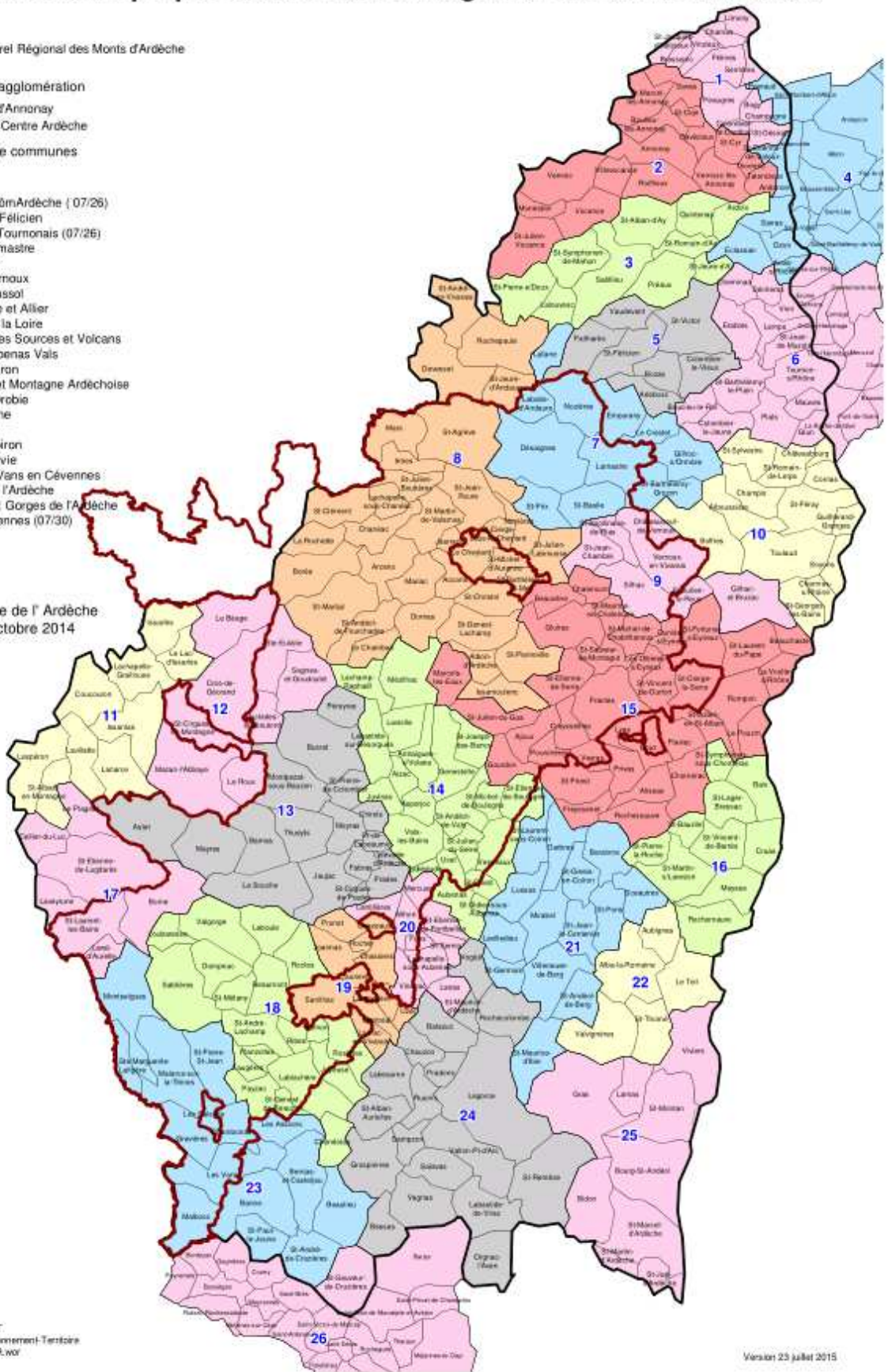
Communautés d'agglomération

- 2 - Bassin d'Annonay
- 15 - Privas Centre Ardèche

Communautés de communes

- 1 - Vivarhône
- 3 - Val d'Ay
- 4 - Porte de DrômeArdèche (07/26)
- 5 - Pays de St-Félicien
- 6 - Hermitage-Tourmonais (07/26)
- 7 - Pays de Lamastre
- 8 - Val'Eyrieux
- 9 - Pays de Vernoux
- 10 - Rhône-Crussol
- 11 - Entre Loire et Allier
- 12 - Source de la Loire
- 13 - Ardèche des Sources et Volcans
- 14 - Pays d'Aubenas Vals
- 16 - Barrès-Coiron
- 17 - Cévenne et Montagne Ardéchoise
- 18 - Beaume-Drobie
- 19 - Val de Ligne
- 20 - Vinoble
- 21 - Berg et Coiron
- 22 - Rhône Helvie
- 23 - Pays des Vans en Cévennes
- 24 - Gorges de l'Ardèche
- 25 - Rhône aux Gorges de l'Ardèche
- 26 - Cèze Cévennes (07/30)

Source : Préfecture de l' Ardèche
Situation au 1er octobre 2014




©IGN/Geobase2011
Réalisation : DDT 07/SUT/CT
Z:ISIG - Cartographe/Fonctionnement-Territoire
Intercommunalité/EPCI_PNR.wor

Version 23 juillet 2015



PERIMETRE DES COMMUNES "LOI MONTAGNE"

DEPARTEMENT DE L'ARDECHE

EPCI à fiscalité propre et périmètre de la loi Montagne

 Périmètre de la Loi Montagne

Communautés d'agglomération

-  2 - Bassin d'Annonay
-  15 - Privas Centre Ardèche

Communautés de communes

-  1 - Vivarhône
-  3 - Val d'Ay
-  4 - Porte de DrômArdèche (07/26)
-  5 - Pays de St-Félicien
-  6 - Hermitage-Tourmois (07/26)
-  7 - Pays de Lamastre
-  8 - Val'Eynieux
-  9 - Pays de Vernoux
-  10 - Rhône-Crussol
-  11 - Entre Loire et Allier
-  12 - Source de la Loire
-  13 - Ardèche des Sources et Volcans
-  14 - Pays d'Aubenas Vals
-  16 - Barrès-Coiron
-  17 - Cévenne et Montagne Ardéchoise
-  18 - Beaume-Drobie
-  19 - Val de Ligne
-  20 - Vinobre
-  21 - Berg et Coiron
-  22 - Rhône Helvie
-  23 - Pays des Vans en Cévennas
-  24 - Gorges de l'Ardèche
-  25 - Rhône aux Gorges de l'Ardèche
-  26 - Cèze Cévennes (07/30)

Source : Préfecture de l'Ardèche
Situation au 1er octobre 2014

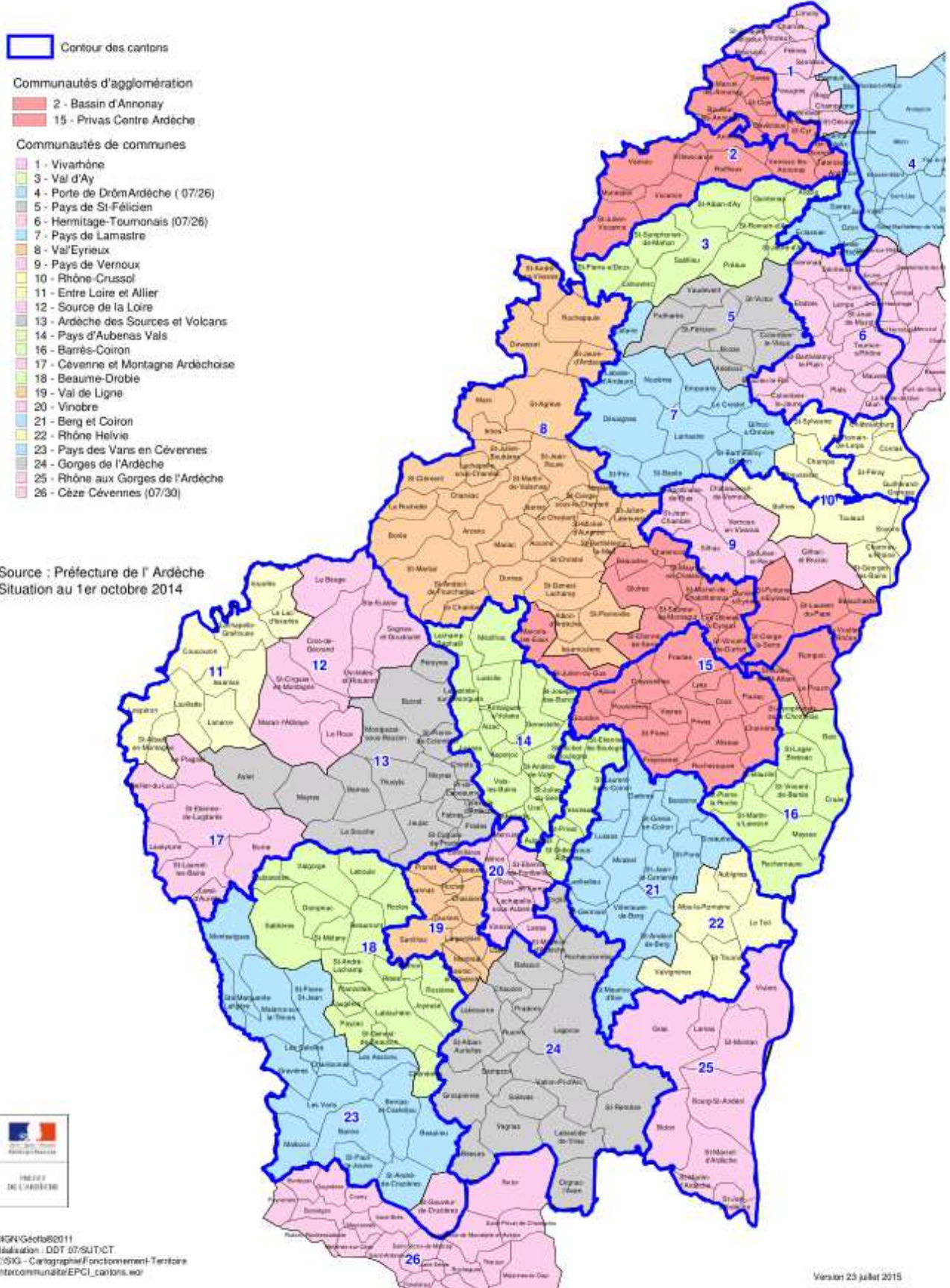


©IGN/G4c0fb82011
Réalisation : DDT 07/SJT/CT
Z:\SIG - Cartographie\Fonctionnement-Territoire
Intercommunalité\EPCI_ld_montagne.wor

Version 23 juillet 2015

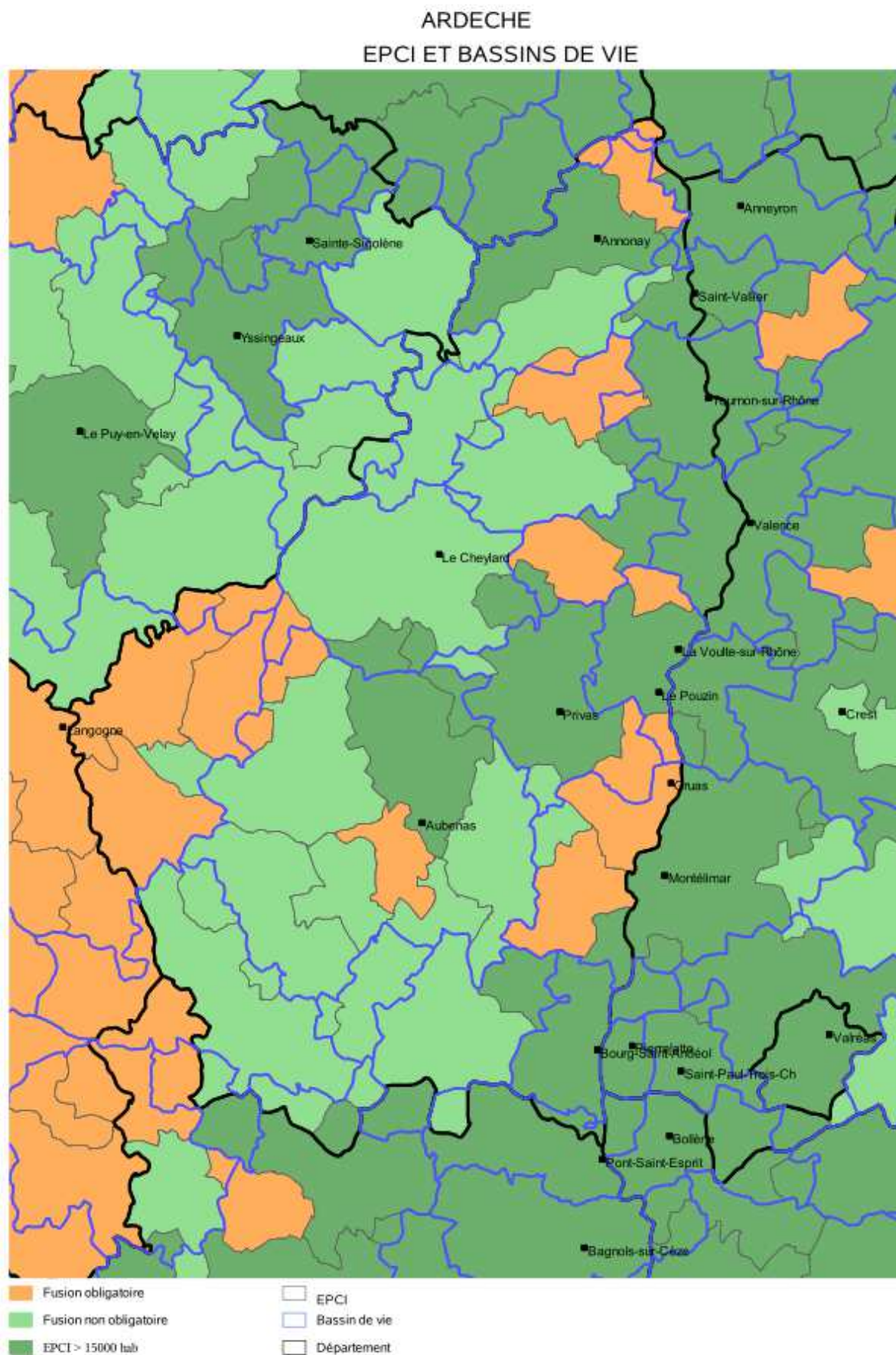
PERIMETRE DES CANTONS

DEPARTEMENT DE L'ARDECHE EPCI à fiscalité propre et cantons



PERIMETRE DES BASSINS DE VIE

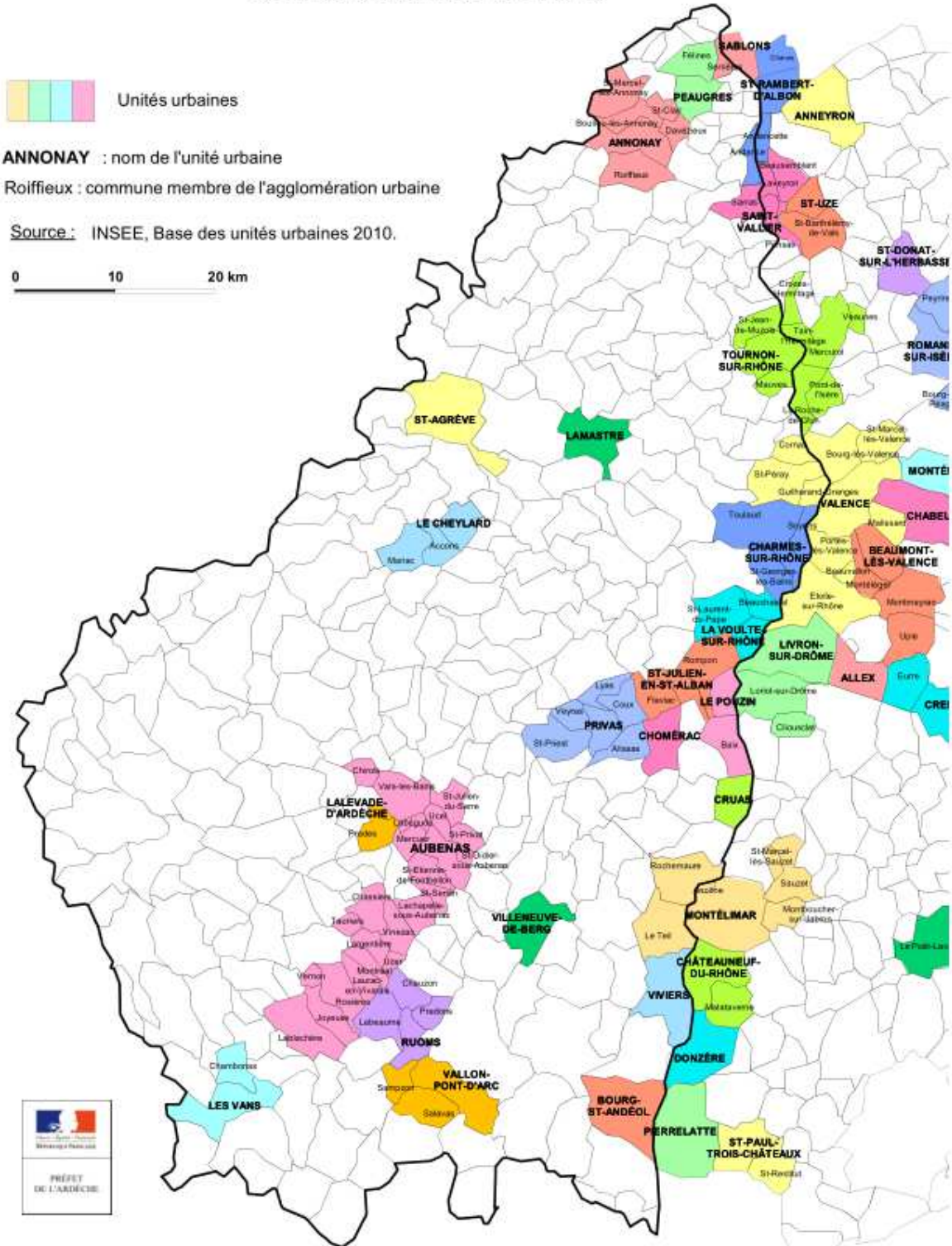
Définition : Le bassin de vie est le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès aux équipements et services les plus courants.



PERIMETRE DES UNITES URBAINES

Définition : La notion d'unité urbaine repose sur la continuité du bâti et le nombre d'habitants. On appelle unité urbaine une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants.

DEPARTEMENT DE L'ARDECHE Unités urbaines en 2010



© IGN - GEOFLA © Edition 2012
 Probase MINISTÈRES - IGN du 24 octobre 2011
 Realisation : DDT 07 / SUY / CT
 Z:/BIG - Cartographie/Fonctionnement-Territoire/Unités_urbaines/UJ_2010.wor

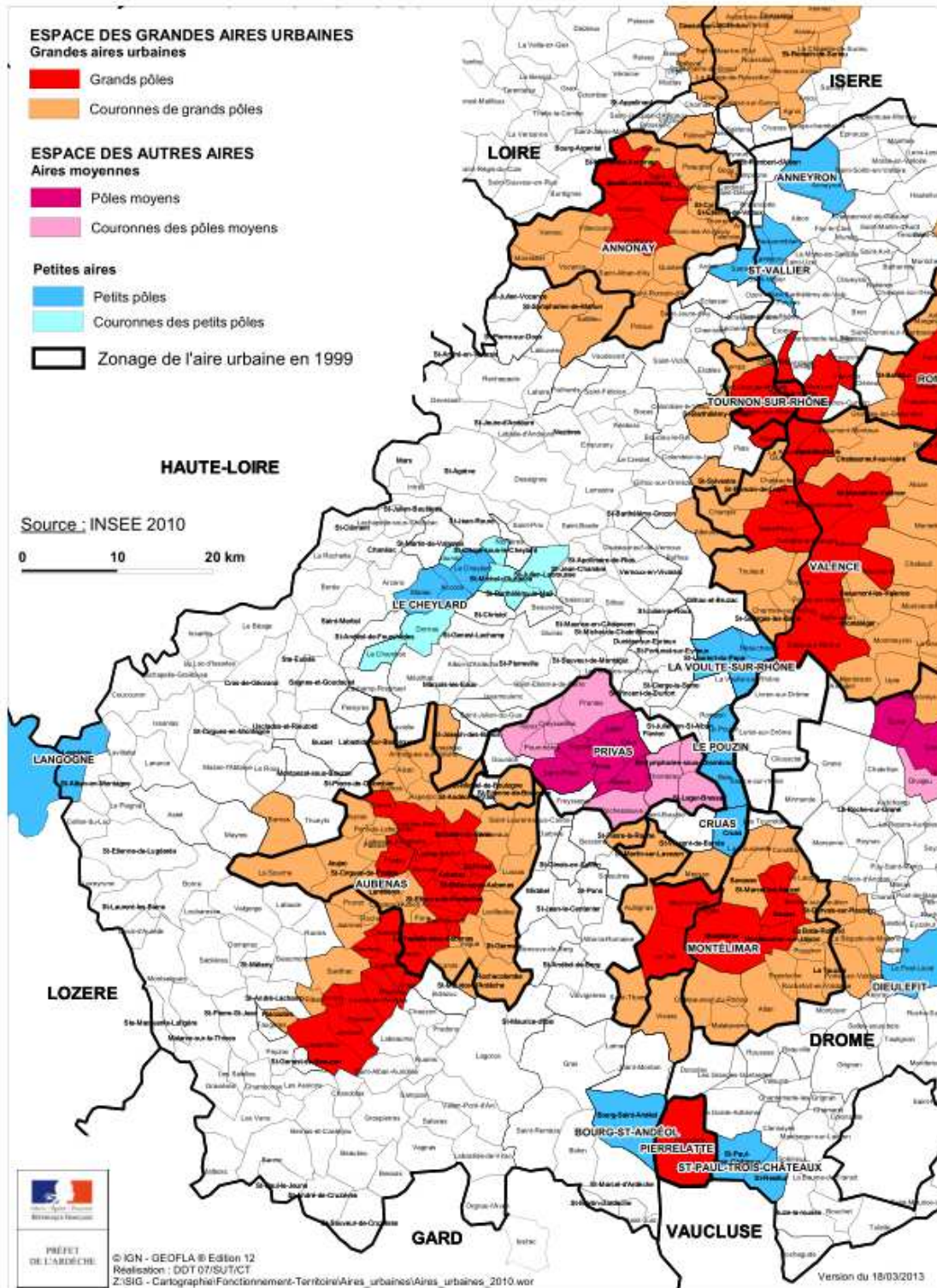
Version du 08/10/2012

EVOLUTION DES AIRES URBAINES DE 1999 A 2010

Définition : Une aire urbaine ou « grande aire urbaine » est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

DEPARTEMENT DE L'ARDECHE

Evolution des aires urbaines entre 1999 et 2010



DEUXIEME PARTIE

NOUVEAU PROJET DE SCHEMA DANS LE DEPARTEMENT DE L'ARDECHE

I – LA LOI NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République)

1.2 - Les objectifs et orientations de la loi

Les articles 33, 35 et 40 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République prévoient le renouvellement de la procédure d'élaboration et de mise en œuvre du schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI).

Ce schéma sera le cadre de référence de l'évolution de la carte intercommunale pour une durée de six ans. Il s'agit d'un document de programmation qui ne comporte aucun effet prescriptif directement opposable aux communes et aux EPCI. Toutefois, il constituera la base légale des décisions de création, modification de périmètre, transformation d'EPCI ainsi que de suppression, transformation et fusion de syndicats de communes ou de syndicats mixtes, que ce soit dans le cadre de sa mise en œuvre par le représentant de l'Etat ou dans le cadre du droit commun.

Les principaux objectifs sont :

- Le renforcement de l'intégration communautaire, avec de nouvelles compétences obligatoires pour les EPCI à fiscalité propre ;
- La rationalisation des structures intercommunales et syndicales ;
- La fixation du seuil minimal de la population des EPCI à fiscalité propre à 15 000 habitants, avec des aménagements possibles en fonction de critères géographiques (zones de montagne) et démographiques (densité de population).

Les modalités de rationalisation et orientations fixées au SDCI par la loi (article L 5210-1-1 du CGCT modifié) obéissent aux principes suivants :

- 1° La constitution d'EPCI à fiscalité propre regroupant au moins 15 000 habitants, avec la possibilité d'une adaptation à un seuil minimum de 5 000 habitants lorsque :
 - la densité démographique de l'EPCI est inférieure à la moitié de la densité nationale, au sein d'un département dont la densité démographique est inférieure à la densité nationale, soit pour l'Ardèche 51,7 hab/km² ; le seuil démographique applicable est alors déterminé en pondérant le nombre de 15 000 habitants par le rapport entre la densité démographique du département auquel appartiennent la majorité des communes du périmètre et la densité nationale : il s'élève, pour l'Ardèche, à 8 341 habitants ;
 - la densité démographique de l'EPCI est inférieure à 30 % de la densité démographique nationale, soit 31,02 hab/km² ;
 - le schéma définit un projet de périmètre d'un établissement public qui inclut la totalité d'un EPCI à fiscalité propre de plus de 12 000 habitants issu d'une fusion intervenue entre le 1er janvier 2012 et la date de publication de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
 - l'EPCI comprend une moitié au moins de communes situées dans une zone de montagne délimitée en application de l'article 3 de la loi n°85-30 du 30 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne ou regroupant toutes les communes composant un territoire insulaire.

- 2° La cohérence spatiale des EPCI à fiscalité propre au regard notamment du périmètre des unités urbaines au sens de l'INSEE, des bassins de vie et des SCoT.
- 3° L'accroissement de la solidarité financière et de la solidarité territoriale.
- 4° La réduction du nombre de syndicats de communes et de syndicats mixtes par la suppression des doubles emplois entre des EPCI ou entre ceux-ci et des syndicats mixtes.
- 5° Le transfert des compétences exercées par les syndicats de communes ou les syndicats mixtes à un EPCI à fiscalité propre ou à un autre syndicat exerçant les mêmes compétences, conformément aux objectifs de rationalisation des périmètres des groupements existants et de renforcement de la solidarité territoriale.
- 6° La rationalisation des structures compétentes en matière d'aménagement de l'espace, de protection de l'environnement et de respect des principes du développement durable.
- 7° L'approfondissement de la coopération au sein des périmètres des pôles métropolitains et des pôles d'équilibre territoriaux et ruraux constitués en application des articles L. 5741-1 et L. 5741-4.
- 8° Les délibérations portant création de communes nouvelles.

1.2 – La déclinaison de la loi NOTRe dans le département de l'Ardèche

Dans le département de l'Ardèche, neuf EPCI à fiscalité propre sont obligatoirement concernés par une modification de périmètre dans le cadre du SDCI :

- soit parce qu'ils regroupent moins de 5000 habitants (population municipale) :
 - la communauté de communes Entre Loire et Allier,
 - la communauté de communes Cévennes et Montagne Ardéchoises,
 - la communauté de communes Sources de la Loire,
 - la communauté de communes Pays de Vernoux,
 - la communauté de communes Pays de Saint-Félicien.
- soit parce qu'ils comptent entre 5 000 et 15 000 habitants (population municipale) mais ne sont concernées par aucune dérogation :
 - la communauté de communes du Vinobre,
 - la communauté de communes Rhône Helvie,
 - la communauté de communes Vivarhône,
 - la communauté de communes Barrès Coiron.

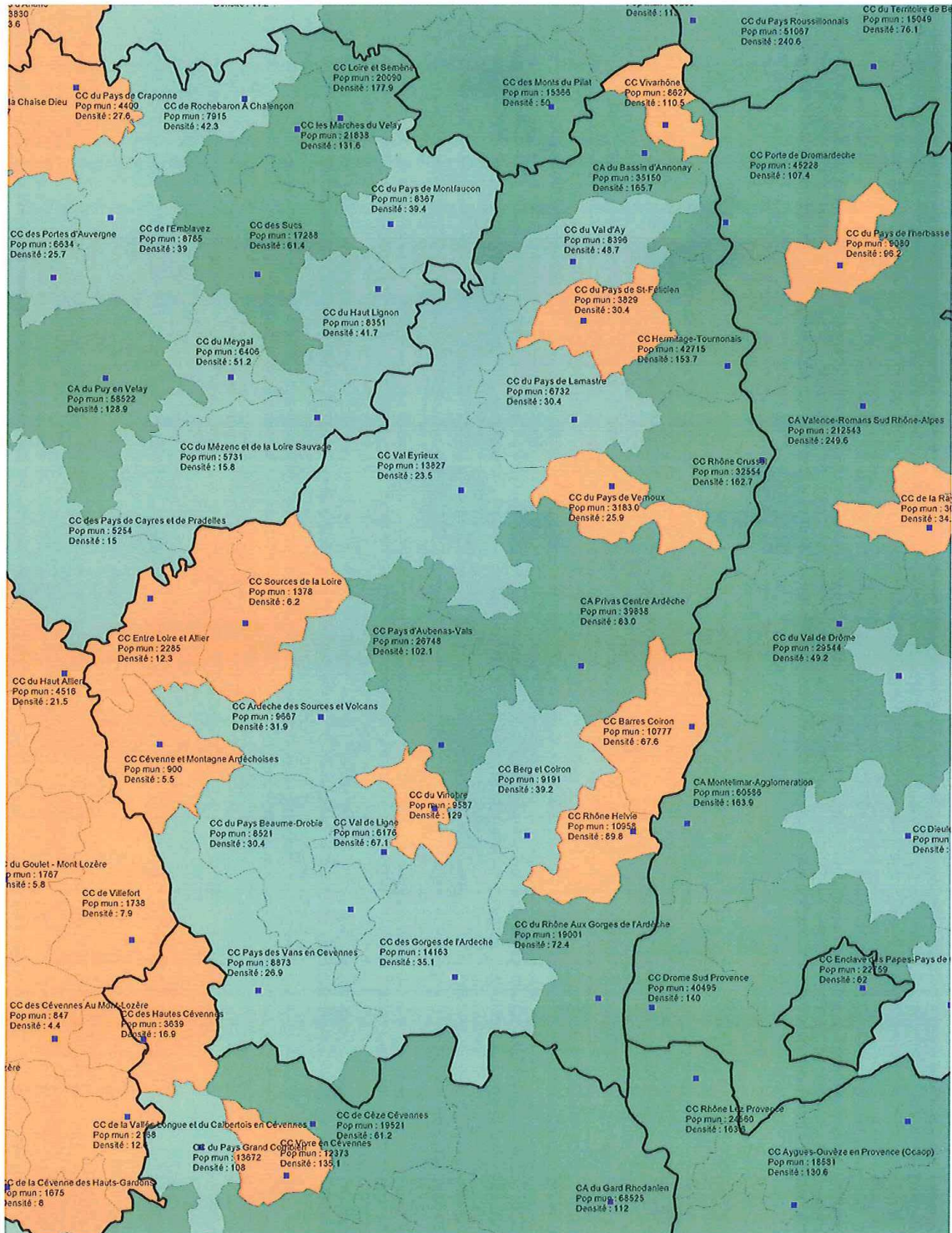
Ci-après le tableau récapitulatif des conséquences pour le département de l'Ardèche de l'application des dérogations et carte correspondante :

Nom	Population municipale 2015	Superficie en km ² (arrondie à l'hectare)	EPCI en zone de montagne	Densité de l'EPCI (arrondie à la décimale inférieure)	EPCI de plus de 15 000 habitants	Fusion non obligatoire					EPCI devant fusionner
						Exemption peu dense (L5210-1-1 III 1° a)	Exemption très peu dense (L5210-1-1 III 1° b)	Exemption zone de montagne (L5210-1-1 III 1° c)	Exemption île (L5210-1-1 III 1° c)	Exemption fusion récente et > 12000 habitants (L5210-1-1 III 1° d)	
CC Entre Loire et Allier	2285	185,46	Oui	12,3							Oui
CC Cévenne et Montagne Ardéchoises	900	162,07	Oui	5,5							Oui
CC Sources de la Loire	1378	218,81	Oui	6,2							Oui
CC du Pays de Lamastre	6732	221,27	Oui	30,4			Oui	Oui			
CC du Pays de Vernoux	3183	122,51	Oui	25,9							Oui
CA Privas Centre Ardèche	39838	479,58	Oui	83,0	Oui						
CC des Gorges de l'Ardèche	14163	403,21		35,1		Oui				Oui	
CC Ardeche des Sources et Volcans	9667	302,89	Oui	31,9		Oui		Oui			
CC Pays des Vans en Cevennes	8873	329,27	Oui	26,9		Oui	Oui	Oui			
CC Hermitage-Tournonais	42715	277,79		153,7	Oui						
CC Rhône Crussol	32554	200,02		162,7	Oui						
CC Val Eyrieux	13827	587,80	Oui	23,5		Oui	Oui	Oui		Oui	
CA du Bassin d'Annonay	35150	212,07	Oui	165,7	Oui						
CC du Pays Beaume-Drobie	8521	279,93	Oui	30,4		Oui	Oui	Oui			
CC Pays d'Aubenas-Vals	26748	261,92	Oui	102,1	Oui						
CC Val de Ligne	6176	92,02	Oui	67,1				Oui			
CC du Vinobre	9587	74,29		129,0							Oui
CC Rhône Helvie	10958	121,90		89,8							Oui
CC du Val d'Ay	8396	172,33	Oui	48,7		Oui		Oui			
CC Vivarhône	8627	78,06		110,5							Oui
CC Berg et Coiron	9191	233,94	Oui	39,2		Oui		Oui			
CC Barres Coiron	10777	159,19		67,6							Oui
CC du Pays de St-Félicien	3829	125,81	Oui	30,4							Oui
CC du Rhône Aux Gorges de l'Ardèche	19001	262,27		72,4	Oui						
CC Porte de Dromardeche	45228	420,75		107,4	Oui						
CC de Cèze Cévennes	19521	318,83		61,2	Oui						

* Pour l'application du présent 1°, la population à prendre en compte est la population municipale authentifiée par le plus récent décret publié en application de l'article 156 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, la densité nationale est déterminée en divisant la somme des populations municipales des départements de métropole et d'outre-mer et des collectivités territoriales exerçant les compétences départementales par la somme des superficies de ces mêmes départements et collectivités territoriales, et la densité démographique d'un département, d'un établissement public intercommunal à fiscalité propre ou d'un projet de périmètre d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est déterminée en divisant la somme des populations municipales authentifiées des communes qui le composent par la somme des superficies de ces communes.

ARDECHE

EPCI DEVANT FUSIONNER



- Fusion obligatoire
- Fusion non obligatoire
- EPCI de plus de 15 000 hab.
- Département
- EPCI

1.3 – La procédure d'élaboration du nouveau schéma et sa mise en œuvre

La procédure d'élaboration du schéma

La loi prévoit que les schémas départementaux doivent être arrêtés avant le 31 mars 2016.

Le projet de schéma élaboré par le représentant de l'Etat est tout d'abord présenté à la commission départementale de la coopération intercommunale (CDCI).

Il est ensuite transmis pour avis aux communes, aux EPCI et aux syndicats mixtes concernés par les propositions de modification, qui ont un délai de **deux mois** pour se prononcer. Le cas échéant, lorsqu'une proposition intéresse des communes, des EPCI ou des syndicats mixtes appartenant à des départements différents, le représentant de l'Etat dans le département saisit pour avis le représentant de l'Etat dans le ou les départements concernés, qui se prononce dans un délai de **deux mois** après consultation de la CDCI. A défaut d'avis rendu dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

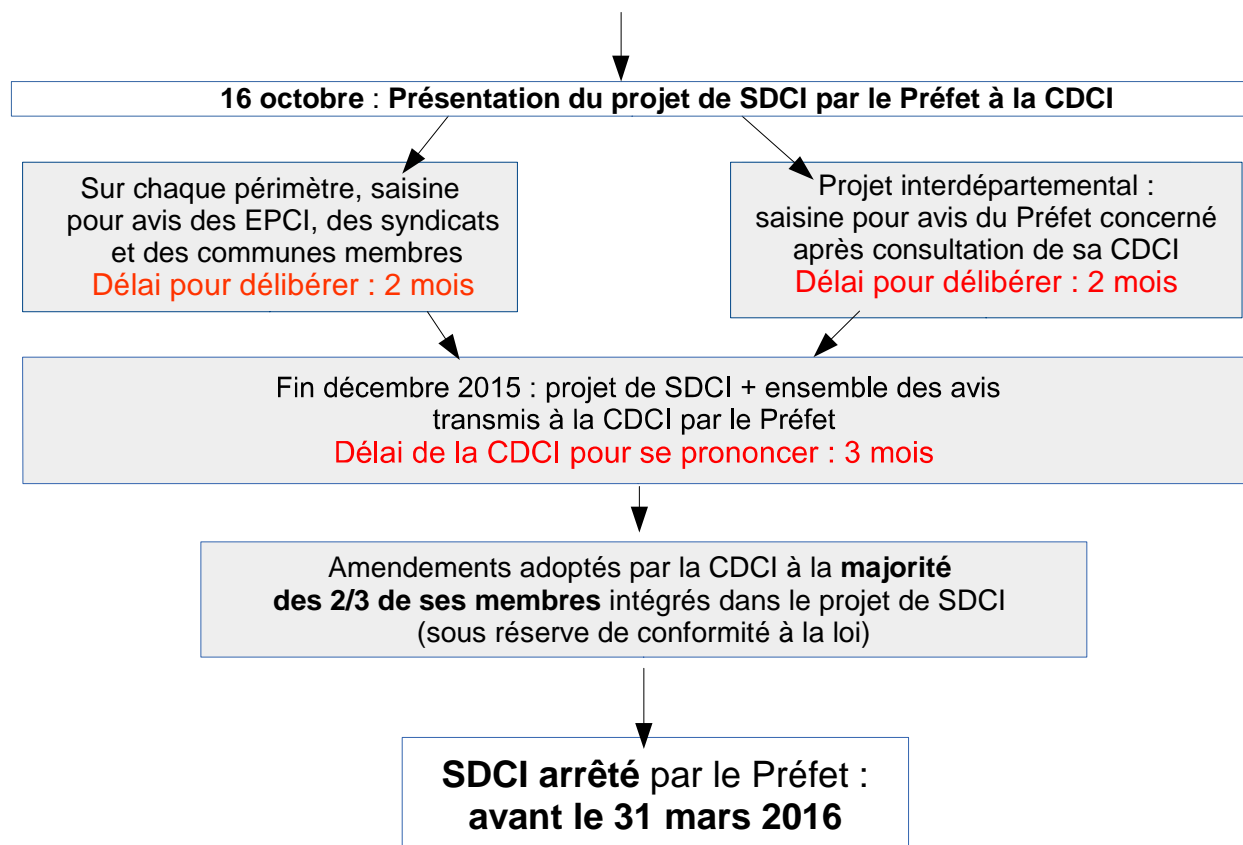
Ensuite, le projet de schéma ainsi que l'ensemble des avis sont transmis aux membres de la CDCI pour avis, qui disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer. La CDCI a la possibilité d'amender le projet de schéma par des propositions devant être conformes aux objectifs et orientations prévus par la loi. Ces amendements doivent être adoptés à la majorité des deux tiers des membres de la CDCI. Les amendements remplissant les conditions précitées sont alors intégrés dans le projet de schéma.

Le schéma est ensuite arrêté par le préfet puis publié. Il est révisé selon la même procédure tous les six ans.

Calendrier

- **mi-octobre 2015** : date limite de présentation du projet de schéma départemental de coopération intercommunale à la CDCI ;
- **mi-octobre 2015** : date limite de transmission du projet de schéma pour avis aux communes, EPCI et syndicats mixtes concernés par les propositions et qui doivent se prononcer dans les deux mois, l'absence de délibération dans ce délai valant avis favorable ;
- **avant fin décembre 2015** : date limite de transmission du projet de schéma, ainsi que de l'ensemble des avis à la CDCI, qui dispose d'un pouvoir d'amendement. Elle a trois mois pour se prononcer ;
- **31 mars 2016** : date limite d'adoption du schéma.

Rappel de la procédure d'élaboration du SDCI



La mise en œuvre des pouvoirs exceptionnels du préfet jusqu'au 31 décembre 2016

La phase de mise en œuvre du schéma débutera dès la publication du schéma et s'achèvera, avant le 31 décembre 2016, dans les conditions prévues aux articles 35 et 40 de la loi NOTRe.

Les articles 35 et 40 de la loi NOTRe prévoient que le représentant de l'Etat définit par arrêté :

- tout projet de périmètre d'un EPCI à fiscalité propre (article 35, I de la loi NOTRe) ;
- la modification du périmètre de tout EPCI à fiscalité propre (article 35, II) ;
- la fusion d'EPCI dont l'un au moins est à fiscalité propre (article 35, III) ;
- la dissolution de tout syndicat de communes ou syndicat mixte (article 40, I) ;
- la modification du périmètre de tout syndicat de communes ou syndicat mixte (article 40, II) ;
- la fusion de syndicats de communes ou de syndicats mixtes (article 40, III).

Ces projets de périmètre doivent être arrêtés au plus tard le 15 juin 2016.

Pour toutes les hypothèses précitées, le représentant de l'Etat peut également définir un projet ne figurant pas dans le schéma, sous réserve du respect des objectifs et des orientations définies par la loi, après avis de la CDCI. Elle dispose d'un délai d'un mois à compter de sa saisine pour se prononcer. A défaut de délibération dans ce délai, son avis est réputé favorable. Le projet intègre alors les propositions de la CDCI dans les conditions de majorité requises par le IV de l'article L 5210-1-1 du CGCT (majorité des deux tiers des membres de la CDCI).

L'arrêté portant projet est ensuite notifié, aux collectivités et EPCI concernés*, afin de recueillir l'accord des organes délibérants. A compter de cette notification, l'organe délibérant concerné dispose d'un **délai de soixante quinze jours** pour se prononcer. A défaut de délibération dans ce délai, son avis est réputé favorable.

Après accord des conseils municipaux ou des organes délibérants des EPCI concernés, dans les conditions de majorité fixées aux articles 35 et 40 de la loi NOTRe, le représentant de l'État prend un arrêté définitif de périmètre. Cet accord doit être exprimé par la moitié au moins des conseils municipaux des communes intéressées (pour les projets de périmètre d'EPCI à fiscalité propre) ou des organes délibérants des membres du syndicat (pour les projets de périmètre de syndicats), représentant au moins la moitié de la population totale intéressée, avec la nécessité de recueillir l'avis favorable de la commune dont la population est la plus nombreuse si cette dernière représente au moins le tiers de la population totale.

A l'issue de la consultation des collectivités et EPCI concernés, si les conditions de majorité requises ne sont pas réunies et sous réserve de l'achèvement des procédures de consultation, le représentant de l'Etat à la possibilité d'engager la procédure exceptionnelle permettant de « passer-oltre » ce refus. La CDCI dispose d'un mois pour rendre son avis et éventuellement, modifier le projet par amendement adopté à la majorité des deux tiers de ses membres. Le projet peut être mis en œuvre, par décision motivée, après avis favorable de la CDCI lorsqu'il s'agit d'un projet ne figurant pas au schéma arrêté, ou avis simple lorsqu'il s'agit d'un projet figurant au schéma. Avant de rendre son avis, la CDCI entend, de sa propre initiative ou à leur demande, les maires des communes intéressées et les présidents des EPCI à même d'éclairer ses délibérations.

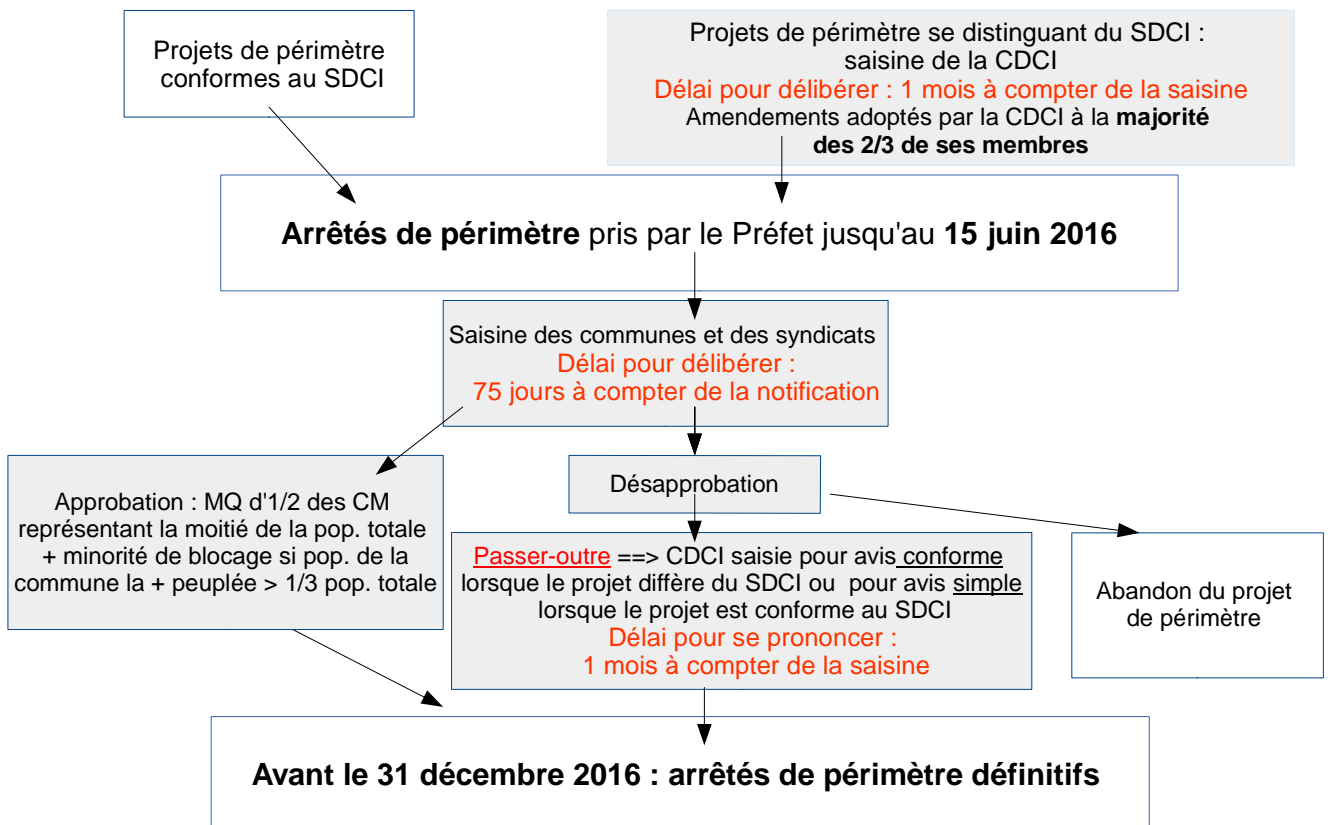
Le représentant de l'État prend les arrêtés définitifs de périmètre avant le 31 décembre 2016 et avec une date d'effet au 1^{er} janvier 2017.

La mise en œuvre du SDCI : l'application du droit commun après le 31 décembre 2016

Après la date du 31 décembre 2016, seul le droit commun de l'intercommunalité continuera à s'appliquer.

* *Maires concernés et/ou présidents des EPCI à fiscalité propre s'agissant des arrêtés de périmètre concernant un EPCI à fiscalité propre ; président du syndicat et/ou maires des communes concernées et/ou présidents de chacun des EPCI membres du syndicat s'agissant des arrêtés de projets de périmètre concernant les syndicats.*

Rappel de la procédure d'élaboration des arrêtés de périmètre



1.4 – Le volet « compétences » de la loi NOTRe

La loi NOTRe prévoit, notamment pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération, en lieu et place de leurs communes membres, l'exercice de nouvelles **compétences obligatoires** :

- promotion du tourisme dont la création d'office du tourisme au sein du groupe de compétence « développement économique » (au plus tard le 1^{er} janvier 2017) ;
- aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage (au plus tard le 1^{er} janvier 2017) ;
- collecte et traitement des déchets ménagers et déchets assimilés (au plus tard le 1^{er} janvier 2017) ;
- eau (au plus tard le 1^{er} janvier 2020) ;
- assainissement (au plus tard le 1^{er} janvier 2020).

En ce qui concerne les **compétences optionnelles** des communautés de communes et des communautés d'agglomération, la loi a ajouté une nouvelle compétence : la création et la gestion des maisons de services au public, ainsi que la définition des obligations de service au public afférentes en application de la loi DCRA du 12 avril 2000.

Par ailleurs s'agissant des EPCI à fiscalité propre exerçant d'ores et déjà en partie la compétence optionnelle eau et/ou assainissement, la loi NOTRe dispose qu'au plus tard au 1^{er} janvier 2018, cet EPCI devra exercer l'intégralité de la compétence eau et/ou assainissement.

La loi (article 68) prévoit qu'en l'absence de mise en conformité des EPCI avec ses dispositions relatives aux compétences, le Préfet du ou des départements concernés procédera à la modification nécessaire des statuts de l'EPCI avant le 1^{er} janvier 2017, ou avant le 1^{er} janvier 2018 en ce qui concerne l'eau et l'assainissement.

Enfin, cette même loi a réduit le champ de l'intérêt communautaire que ce soit pour les communautés de communes ou d'agglomération.

La compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI) et les structures existantes : la mise en œuvre de la loi NOTRe

S'agissant de la compétence GEMAPI, la loi NOTRe prévoit les échéances suivantes pour la prise et le transfert de compétence :

→ la prise de compétence par les communes et son transfert aux EPCI à fiscalité propre est prévue au 1^{er} janvier 2018 ;

→ la fin de la période transitoire pour l'intervention d'autres personnes morales de droit public est prévue au 1^{er} janvier 2020.

Toutefois, il est possible pour les communes et EPCI à fiscalité propre de mettre en œuvre par anticipation ces mécanismes de prise de compétence et de transfert.

La loi NOTRe a également introduit la possibilité pour les syndicats qui satisfont les critères des I et II de l'article L 213-12 du code de l'environnement, relatifs respectivement aux établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau (EPAGE), de se transformer en ce type d'établissements.

Cette transformation est proposée par le comité syndical au préfet coordonnateur de bassin concerné qui, s'il constate que les conditions fixées par la loi sont remplies, soumet ce projet de transformation à l'avis du comité de bassin et des commissions locales de l'eau concernées. Ces avis, ainsi que le projet de transformation sont ensuite transmis aux membres du syndicat.

La transformation du syndicat nécessite les délibérations concordantes des organes délibérants des membres du syndicat. Le comité syndical et les membres se prononcent dans un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération proposant la transformation. L'absence de délibération dans ce délai vaut avis favorable.

Ce mécanisme de transformation introduit par la loi NOTRe répond à l'objectif de rationalisation des structures intercommunales et syndicales, que l'on retrouve également dans les objectifs généraux des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), en cours de révision. Ces objectifs sont :

- une couverture intégrale du territoire par des structures assurant la compétence GEMAPI ;
- la pérennité des groupements ;
- la réduction du nombre de syndicats.

II – PROJETS DE RATIONALISATION DE LA CARTE DES EPCI A FISCALITE PROPRE

La cartographie existante amène à formuler deux observations :

- la taille démographique moyenne des communautés de communes en Ardèche est inférieure à la moyenne nationale des EPCI de même type (14 300 habitants contre 13 452, soit une différence de presque 6%) ;
- les strates démographiques des intercommunalités sont très diverses allant de 900 à 45 228 habitants.

Il en résulte une organisation plus fragmentée que dans d'autres territoires avec un maillage de structures intercommunales qui s'adosse insuffisamment aux bassins de vie et d'emploi, aux périmètres des aires urbaines, ou encore aux limites des SCoT.

Les propositions de rationalisation, décrites dans le projet de schéma ci-dessous, s'inscrivent dans le cadre des dispositions de la loi NOTRe, notamment en ce qui concerne le respect des seuils minimaux de population. Mais elles expriment aussi, dans le sens souhaité par le législateur, la volonté d'une refonte plus globale de la cartographie de coopération intercommunale en envisageant des fusions plus ambitieuses au-delà de celles dont le caractère est impératif au sens de la loi.

En effet, cette exigence d'une vision plus large résulte de la nécessité, d'une part, de faire émerger des logiques de plus grande solidarité financière entre territoires ruraux et urbanisés, d'autre part, de créer des synergies et de renforcer les moyens nécessaires à la conduite des politiques publiques par des regroupements d'intercommunalités qui leur permettront d'atteindre une taille critique suffisante pour intégrer le bloc de compétences obligatoires que le législateur a entendu leur confier, pour certaines, dès 2017. Les orientations décrites dans ce document s'appuient donc sur les constats déjà effectués mais aussi à l'aune de ces évolutions importantes qui n'autorisent pas d'attendre la prochaine révision du SDCI.

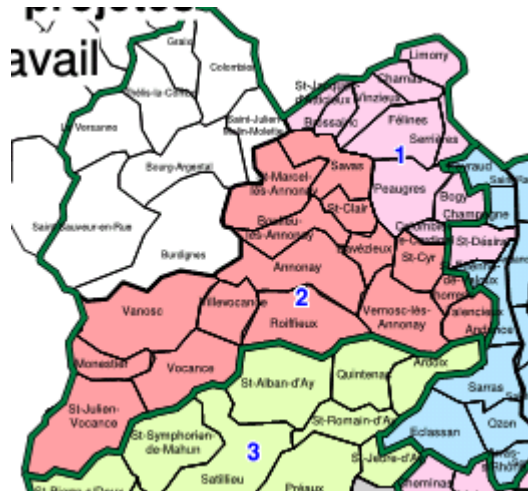
Le schéma étant valable pour les cinq prochaines années, les rapprochements entre intercommunalités, qui n'auront pas été d'ores et déjà opérés, seront plus difficiles à réaliser dans la mesure où celles-ci auront exercé de nouvelles compétences obligatoires qui auront nécessité des moyens en personnel supplémentaire, moyens qui apparaîtront alors comme des doublons dans les futures organisations.

Cet effort ambitieux de rationalisation concerne aussi les autres départements de Rhône-Alpes qui se sont engagés dans ce même type de structuration avec des poids démographiques plus importants pour les futures intercommunalités.

Ainsi, pour l'Ardèche, le schéma départemental de coopération intercommunale prévoit la réduction, à 13, du nombre d'EPCI dont 5 seront bi-départementaux et la création d'une troisième communauté d'agglomération. La méthode, par laquelle cette cartographie a été élaborée, a privilégié les regroupements de blocs à blocs, c'est-à-dire entre intercommunalités déjà existantes, afin d'éviter des discussions complexes de répartition d'actifs et de passifs qu'auraient suscitées des démembrements de structures.

Seules trois intercommunalités ne verront pas leur périmètre évoluer. Il résulte du schéma présenté ici que le poids démographique moyen des intercommunalités dans le département, en intégrant dans l'analyse les structures bi-départementales, sera supérieur à 30 000 habitants.

**2.1 - Fusion de la communauté d'agglomération « Bassin d'Annonay »
et de la communauté de communes « Vivarhône » et ajout des communes de Bourg-Argental,
Burdignes, Colombier, Graix, Saint-Julien-Molin-Molette, Saint-Sauveur-en-Rue, Thélis-la-
Combe, La-Versanne,**



Située tout au nord du département, dans l'arrondissement de Tournon-sur-Rhône, la communauté de communes « Vivarhône » qui compte, au 1^{er} janvier 2015, 8 627 habitants avec une densité de population de 110,5 habitants au km² (soit une densité supérieure à la densité nationale) et regroupe 11 communes se trouve être dans l'obligation de fusionner (pas de dérogation possible en raison de sa densité).

La commune de Saint Désirat (853 habitants), actuellement membre de la communauté de communes « Vivarhône », a manifesté la volonté de créer une commune nouvelle avec plusieurs autres communes ardéchoises, toutes membres à ce jour de la communauté de communes « Porte de Drom'Ardèche » (45 228 habitants). Cette commune nouvelle a vocation à devenir membre de la CDC « Porte Drom'Ardèche ». Le retrait de Saint-Désirat de la CDC « Vivarhône » est cependant conditionné à la création de cette commune nouvelle.

Il doit être souligné que la CDC du Pays Roussillonnais, située en Isère, n'a pas souhaité opérer un rapprochement avec la CDC « Vivarhône ».

D'un point de vue de la géographie, la CDC « Vivarhône » a comme voisine contigüe, la Communauté d'Agglomération du « Bassin d'Annonay » (CABA). Celle-ci n'a pas d'obligation de fusion (35 150 habitants), mais elle est l'EPCI à fiscalité propre avec lequel la CDC « Vivarhône » a la limite commune la plus étendue (sur 6 communes).

A cet ensemble intercommunal s'ajouteront les communes du département de la Loire de Bourg-Argental, Burdiges, Colombier, Graix, Saint-Julien-Molin-Molette, Saint-Sauveur-en-Rue, Thélis-la-Combe, La-Versanne, issues de la communauté de communes des « Monts du Pilat » appelée à disparaître, rapprochement que le préfet de la Loire propose.

Il convient de souligner que :

- La ville d'Annonay regroupe dans son **bassin de vie** 6 des communes (moins Saint-Désirat à l'avenir), sur les 11 qui composent la CDC « Vivarhône ».

- Dans cette logique, la **zone d'emploi** d'Annonay comprend une partie du territoire de la CDC « Vivarhône » et draine les communes de Brossainc (228 habitants), Peaugres (1 962 habitants), Bogy (397 habitants), Colombier-le-Cardinal (279 habitants), soit 2 866 habitants ce qui représente 1/3 de la population actuelle (30,10%) de « Vivarhône », ainsi qu'une partie des communes de la CDC des Monts du Pilat dans sa partie Est ;

- Ces données expliquent sans doute partiellement le regroupement des deux EPCI ardéchois à fiscalité propre au sein d'**un même SCOT** interdépartemental « Des Rives du Rhône » ;

- Les deux EPCI adhèrent également à l'entente intercommunale TRIDAN ;

- Les revenus moyens par habitant de ces deux EPCI à fiscalité propre se situent dans des strates proches de 12 600€ à 13 857€ par habitant, pour la « CABA » de même que pour des 8 communes de la Loire, et dans la strate immédiatement supérieure pour « Vivarhône », ce qui traduit une homogénéité du niveau de vie de la population de ces zones ;

- Le potentiel fiscal agrégé (potentiel fiscal agrégé = potentiel fiscal de l'EPCI + potentiel fiscal des communes membres) de la « CABA » se situe dans la strate de plus de 775€ par habitant, alors que celui de « Vivarhône » se situe dans la strate de 517 à 618€ par habitant, et les communes de la Loire dans la strate de moins de 436€ par habitant.

Au regard de ces disparités, il pourra être organisé, par la création d'une nouvelle structure de coopération intercommunale, les conditions d'une plus grande solidarité financière entre ces territoires, exigence rappelée par la loi NOTRe (Article L5210-1-1 III 3° du CGCT).

- Le coefficient d'intégration fiscale est dans la même fourchette pour les 2 EPCI ;

- Au regard de la carte des aires urbaines, Vivarhône s'inscrit majoritairement dans l'aire urbaine d'Annonay ;

- S'agissant des 8 communes de la Loire, celles-ci appartiennent également au bassin versant ardéchois. La large influence du bassin d'Annonay s'observe également avec sa zone d'emploi qui s'étend jusqu'aux communes de la CDC des Monts du Pilat (Burdignes, Bourg-Argental, Saint-Julien-Molin-Molette et Thélis-la-Combe).

L'ensemble de ces éléments font qu'au total, le projet concerne une zone géographique peuplée d'habitants fréquentant sensiblement les mêmes lieux comme le traduisent le bassin de vie commun et la zone d'emploi, disposant d'un même niveau de vie, et des EPCI qui ont entrepris une réflexion commune sur leur avenir à travers l'adhésion à un SCOT pour deux d'entre eux. Le regroupement de ces structures permettrait de « tirer vers le haut » la CDC de « Vivarhône » et les communes ligéroises en léger décalage par rapport à la « CABA », du point de vue du potentiel fiscal agrégé.

Liste des communes par ordre décroissant de population

Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Annonay	15 983	16 643
Vocance	584	593
Vinzieux	421	430
Villevocance	1 248	1 275
Vernosc-lès-Annonay	2 280	2 333
Vanosc	916	937
Thorrenc	233	241
Thélis-la-Combe	175	178
Talencieux	1 017	1 045
Serrières	1 133	1 149
Savas	852	878
Saint-Sauveur-en-Rue	1 133	1 144
Saint-Marcel-lès-Annonay	1 404	1 441
Saint-Julien-Vocance	232	233
Saint-Julien-Molin-Molette	1 262	1 278
Saint-Jacques-d'Atticieux	281	284
Saint-Désirat	853	884
Saint-Cyr	1 295	1 320
Saint-Clair	1 069	1 111
Roiffieux	2 794	2 849
Peaugres	1 962	2 007
Monestier	48	50
Limony	715	726
La Versanne	361	369
Graix	149	149
Félines	1 493	1 539
Davézieux	3 032	3 114
Colombier-le-Cardinal	279	287
Colombier	299	306
Charnas	865	875
Burdignes	347	362
Brossainc	228	232
Bourg-Argental	2 959	3 030
Boulieu-lès-Annonay	2 163	2 216
Bogy	397	407
TOTAL	50 462	51 915

2.2 - Fusion des communautés de communes « Pays de Lamastre », « Pays de Saint-Félicien » et « Val d'AY »



Situées au nord de l'Ardèche, au cœur de l'arrondissement de Tournon-sur-Rhône, les trois CDC regroupent :

- « Val d'AY » : 8396 habitants, 10 communes membres et 48,7 habitants au km²,
- « Pays de Saint-Félicien » : 3829 habitants, 7 communes membres et 30,4 habitants au km²,
- « Pays de Lamastre » : 6732 habitants, 11 communes membres et 30,4 habitants au km².

De ces trois structures, seul le « Pays de Saint-Félicien » est dans l'obligation légale de fusionner en raison du nombre d'habitants, inférieur au seuil minimal de 5000 fixé par la loi.

D'un point de vue géographique, les trois CDC présentent une unité de territoire, située en totalité en zone de montagne, d'altitude similaire, partageant ainsi une identité de plateau. Les densités de population sont identiques ou proches.

Dans cette unité géographique, la CDC du « Pays de Saint-Félicien », du point de vue des critères économiques, constitue le trait d'union avec les deux autres EPCI :

- Au niveau du bassin de vie, la CDC « Pays de Lamastre » rejoint la CDC « Pays de Saint-Félicien » pour la majeure partie de son territoire (5 communes sur 7). Il s'agit à cet égard d'une évolution sensible par rapport à l'analyse INSEE qui en 2011 rattachait le « Pays de Saint-Félicien » au Tournonais ;
- En ce qui concerne le bassin d'emploi, ces deux CDC se retrouvent donc, logiquement, liées ;
- En ce qui concerne le revenu moyen par habitant, la CDC « Pays de Saint-Félicien » et la CDC « Val d'AY » sont dans la même strate de 11 068 à 11 806 € par habitant tandis que la CDC du « Pays de Lamastre » se situe dans la strate de moins de 11 068 € par habitant ;
- Le coefficient d'intégration fiscale (l'intégration fiscale d'un groupement est le rapport entre la fiscalité directe levée par le groupement et le total de la fiscalité levée par l'ensemble communes + groupement ; plus le rapport est élevé, plus l'intégration fiscale est forte.) se situe au niveau maximum, soit plus de 0,458 pour les CDC « Pays de Saint-Félicien » et « Pays de Lamastre ».
- Le potentiel fiscal agrégé (potentiel fiscal agrégé = potentiel fiscal de l'EPCI + potentiel fiscal des communes membres) est identique pour les 3 CC et se monte à moins de 436 € par habitant.

Il résulte de ces constats une cohérence fonctionnelle, géographique, économique, fiscale à regrouper ces trois intercommunalités par les synergies déjà observées, afin de donner au nouvel ensemble une taille suffisante pour intégrer sans difficulté les compétences obligatoires qui sont désormais confiées aux EPCI et conduire des

projets structurants en s'appuyant sur leurs points communs. Toute option alternative de rapprochement de la CDC « Pays de Saint-Félicien » avec d'autres structures laisserait le « Val d'Ay » et le « Pays de Lamastre » orphelins, c'est-à-dire sans possibilité d'évolution ultérieure cohérente.

Par ailleurs, fusionner la CDC « Pays de Saint-Félicien » avec une seule CDC l'amputerait des liens qu'elle a spontanément noués avec l'autre CDC.

La création de cette nouvelle entité intercommunale suscitera, dans une logique de vision commune de l'urbanisme commune, une évolution des périmètres de SCoT et la définition d'un futur SCoT propre à ce territoire.

Liste des communes par ordre décroissant de population

Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Lamastre	2 426	2 512
Satillieu	1 611	1 648
Quintenas	1 474	1 503
Saint-Alban-d'Ay	1 316	1 354
Désaignes	1 166	1 193
Saint-Félicien	1 161	1 198
Ardoix	1 115	1 132
Saint-Romain-d'Ay	1 075	1 097
Saint-Victor	951	965
Préaux	668	677
Colombier-le-Vieux	663	677
Empurany	553	573
Le Crestet	534	545
Saint-Barthélemy-Grozon	499	535
Saint-Jeure-d'Ay	480	497
Gilhoc-sur-Ormèze	443	449
Lalouvesc	404	406
Arlebosc	336	347
Saint-Basile	323	327
Nozières	273	276
Pailharès	273	277
Saint-Prix	261	270
Bozas	248	257
Labatie-d'Andaure	219	221
Vaudevant	197	200
Saint-Symphorien-de-Mahun	143	152
Saint-Pierre-sur-Doux	110	111
Lafarre	35	39
TOTAL	18 957	19 438

Liste des communes par ordre décroissant de population

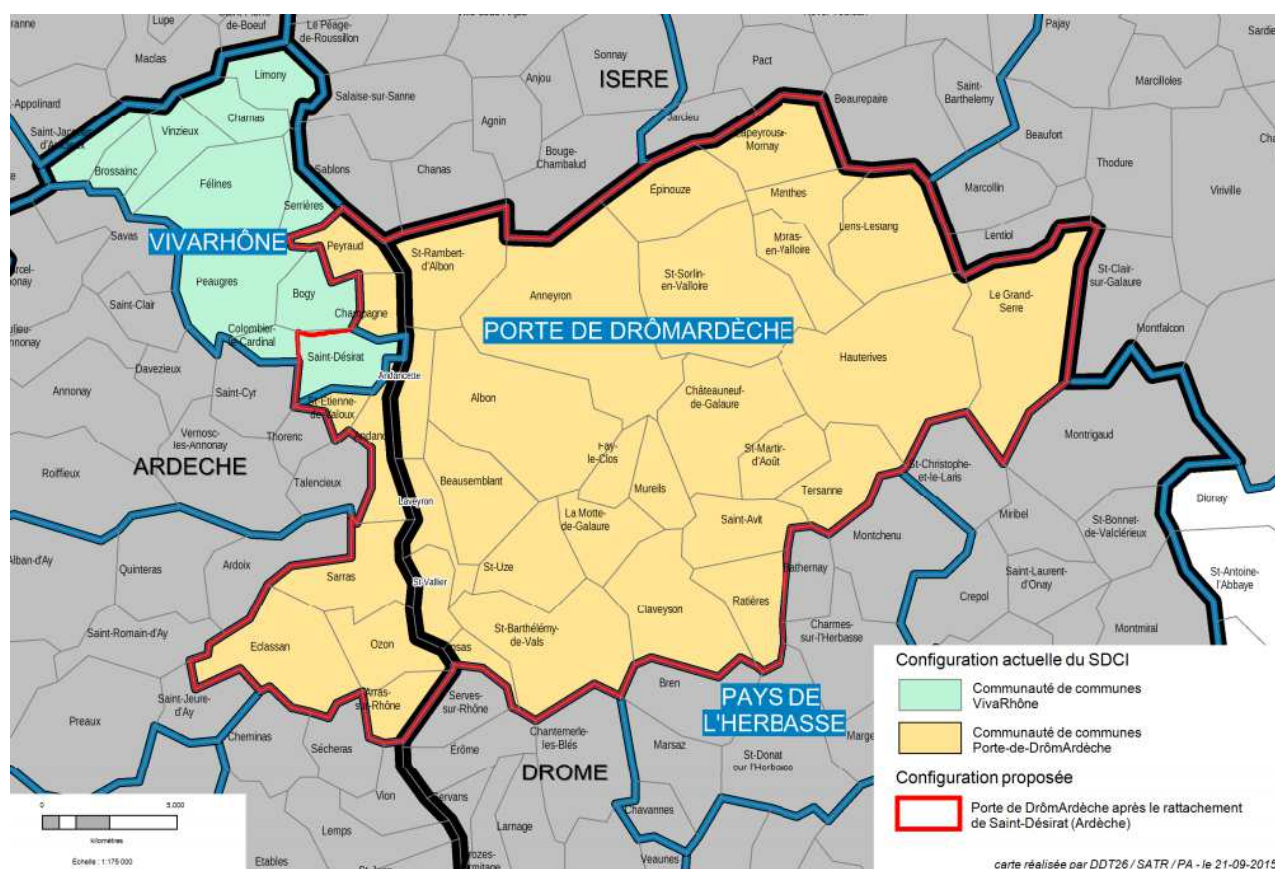
Communes	Population 2015		Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale		Municipale	Totale
Privas	8 312	8 695	Gluiras	382	391
La Voulte-sur-Rhône	5 115	5 179	Saint-Michel-de-Chabrillanoux	381	391
Chomérac	2 938	3 126	Silhac	370	385
Le Pouzin	2 785	2 826	Marcols-les-Eaux	319	320
Vernoux-en-Vivarais	1 894	1 994	Chalencon	310	316
Beauchastel	1 747	1 788	Saint-Jean-Chambre	266	278
Coux	1 689	1 739	Saint-Cierge-la-Serre	259	262
Saint-Laurent-du-Pape	1 587	1 628	Saint-Vincent-de-Durfort	254	258
Veyras	1 548	1 609	Beauvène	240	249
Alissas	1 416	1 469	Saint-Étienne-de-Serre	217	227
Saint-Julien-en-Saint-Alban	1 364	1 381	Châteauneuf-de-Vernoux	215	224
Saint-Priest	1 292	1 351	Saint-Maurice-en-Chalencon	205	210
Flaviac	1 155	1 186	Saint-Apollinaire-de-Rias	183	186
Saint-Sauveur-de-Montagut	1 114	1 155	Gilhac-et-Bruzac	160	162
Rompon	996	1 037	Saint-Julien-du-Gua	156	158
Les Ollières-sur-Eyrieux	946	970	Pourchères	144	147
Saint-Fortunat-sur-Eyrieux	733	750	Creysseilles	119	121
Lyas	577	599	Saint-Julien-le-Roux	95	98
Pranles	465	488	Ajoux	94	97
Dunière-sur-Eyrieux	425	433	Gourdon	94	99
Rochessaue	410	419	Freyssenet	50	52
TOTAL				43 021	44 453

2.4 - Intégration à la commune de Saint-Désirat à la communauté de communes Porte de DromArdèche

Il est proposé dans le cadre du nouveau schéma d'étendre le périmètre de la communauté de communes Porte de DromArdèche (45 228 habitants) à la commune ardéchoise de Saint-Désirat (853 habitants), qui serait retirée de la communauté de communes Vivarhône.

Cette extension de périmètre regrouperait 36 communes et 46 081 habitants. Elle tiendrait ainsi compte des souhaits des élus de la commune de Saint-Désirat qui ont manifesté auprès des instances préfectorales drômoise et ardéchoise leur souhait, d'une part, de créer une commune nouvelle avec de(s) commune(s) ardéchoise(s) limitrophe(s) également membre(s) de la CC Porte de DromArdèche, d'autre part, de rejoindre avec cette nouvelle entité communale la communauté de communes Porte de DromArdèche. Le retrait de Saint-Désirat de la CDC « Vivarhône » ne pourra toutefois s'opérer qu'après fusion avec les autres communes.

Périmètre de la nouvelle structure



Liste des communes par ordre décroissant de population

Communes	Population 2015		Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale		Municipale	Totale
ST RAMBERT D'ALBON	6056	6135	CLAVEY SON	885	906
ST VALLIER	3990	4148	ST DESIRAT	853	884
ANNEYRON	3863	3968	LENS LESTANG	829	848
CHATEAUNEUF DE GALAURE	1719	2261	LA MOTTE DE GALAURE	776	789
ST SORLIN EN VALLOIRE	2197	2234	MANTHES	666	680
SARRAS	2072	2103	MORAS EN VALLOIRE	628	645
ST UZE	1977	2000	CHAMPAGNE	617	629
ST BARTHELEMY DE VALS	1904	1950	ARRAS SUR RHONE	525	540
HAUTERIVES	1759	1808	PONSAS	519	538
ALBON	1732	1774	PEYRAUD	531	535
EPINOUBE	1537	1563	MUREILS	426	433
BEAUSEMBLANT	1349	1377	ST MARTIN D'AOUT	398	417
ANDANCETTE	1306	1323	OZON	383	392
LAPEYROUSE MORNAY	1194	1220	TERSANNE	362	368
ANDANCE	1150	1165	ST AVIT	298	316
LAVEYRON	1001	1025	ST ETIENNE DE VALLOUX	287	292
ECLASSAN	980	1005	RATIERES	268	279
LE GRAND SERRE	881	936	FAY LE CLOS	163	166

Cet ensemble se situe au nord du département de la Drôme. Il déborde sur le département de l'Ardèche à l'Ouest et est bordé par le département de l'Isère à l'Est. Il s'organise autour de vallées plus ou moins marquées de confluent du Rhône, la Galaure, le Bancel, l'Argentelle, l'Oron, la Cance, l'Ay.

Il comprend les pôles de Saint-Vallier et de Saint-Rambert-d'Albon. Il s'agit d'un territoire de transition entre les limites des zones d'influence de la métropole lyonnaise et de l'agglomération valentinoise.

La commune de Saint-Désirat, actuellement membre de la communauté de communes Vivarhône, fait partie du bassin de vie d'Annonay, mais est située à la limite du bassin de vie de Saint-Rambert-d'Albon quant à lui intégré dans la communauté de communes Porte de DromArdèche.

La commune de Saint-Désirat est une commune de type "rural" qui ne fait partie d'aucune aire ni unité urbaine. Elle est classée selon l'INSEE comme « commune multipolarisée des grandes aires urbaines ».

Élément constitutif de la côtère ardéchoise, Saint-Désirat est située en continuité immédiate avec la commune de Champagne, continuité urbaine marquée notamment par des aménagements liés à une zone d'activités le long de la RD 86. Elle fait partie de la même entité administrative avec les communes voisines d'Andance, Andancette, Champagne, Peyraud et Saint-Etienne-de-Valoux qui sont toutes membres de la communauté de communes Porte de DromArdèche.

Tout comme la communauté de communes Porte de DromArdèche, Saint-Désirat fait partie de la zone d'emploi de Vienne-Roussillon et est intégrée dans le périmètre du SCOT des rives du Rhône.

L'extension du périmètre de la communauté de communes Porte de DromArdèche à la commune de Saint-Désirat aura un impact très marginal sur la situation financière et les dotations de la nouvelle structure.

2.5 - Fusion des communautés de communes « Barrès Coiron » et « Rhône Helvie »



Situées au centre sud de l'Ardèche et relevant de l'arrondissement de Privas, les deux Communautés de Communes (CDC) regroupent :

- La CDC de « Barrès Coiron » : 10 777 habitants, 10 communes membres et 67,6 habitants au km²,
- La CDC de « Rhône Helvie » : 10 958 habitants, 5 communes membres et 89,8 habitants au km².

Les deux CDC se trouvent être dans l'obligation de fusionner en raison du nombre d'habitants, inférieur, pour chacune d'entre elles, au seuil minimal des 15 000 habitants, prévu par la loi NOTRe, dans la mesure où elle ne peut bénéficier d'aucun aménagement possible.

D'un point de vue géographique, les deux EPCI à fiscalité propre présentent une unité et une continuité de territoire. Ils se succèdent, en effet, le long du couloir rhodanien, ce qui leur offre une grande facilité de communication entre eux.

Les densités de population sont assez proches et traduisent une forte urbanisation de ces territoires.

Cette unité géographique a sans doute contribué à développer des points communs entre les deux CDC :

- Au niveau du bassin de vie, la CDC « Rhône Helvie » partage avec la moitié sud du territoire de la CDC « Barrès Coiron », le même bassin interdépartemental de vie ;
- Le bassin d'emploi, suit cette logique et ce découpage est inclus dans le bassin interdépartemental d'emploi de Montélimar ;
- Les deux EPCI partagent la même aire urbaine ;
- Le SCoT interdépartemental de la « Basse vallée du Rhône » qui regroupera 104 communes comprend les deux intercommunalités ;
- En ce qui concerne le revenu moyen par habitants, celui de la CDC « Barrès Coiron » est de 12 600 à 13 857€ par habitant et celui de la CDC « Rhône Helvie » de 11 068 à 11 806€ par habitant ;

En résumé, fusionner la CDC « Barrès Coiron » avec la CDC mitoyenne de « Rhône Helvie », compte tenu de leurs nombreux points communs et leur communauté de vue, relève d'une opération logique. Les élus de ces deux EPCI ont d'ailleurs manifesté leur souhait de se regrouper dans une nouvelle structure de coopération intercommunale.

Liste des communes par ordre décroissant de population

Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Le Teil	8 197	8 493
Cruas	2 872	2 937
Rochemaure	2 286	2 333
Alba-la-Romaine	1 395	1 442
Meysse	1 351	1 385
Baix	1 047	1 076
Saint-Lager-Bressac	888	899
Saint-Vincent-de-Barrès	826	856
Saint-Symphorien-sous-Chomérac	730	760
Valvignères	477	489
Aubignas	457	466
Saint-Martin-sur-Lavezon	441	457
Saint-Thomé	432	439
Saint-Bauzile	283	296
Saint-Pierre-la-Roche	53	55
TOTAL	21 735	22 383

Diverses hypothèses pour densifier la future structure intercommunale ont donc été examinées d'abord dans un cadre bi-départemental avec la Lozère et avec la Haute-Loire. Or, seul le conseil municipal de Lafarre (63 h) a délibéré en faveur d'une intégration au sein de ce nouvel ensemble sur le fondement d'un même bassin de vie pour ses habitants (utilisation des services publics, commerce...) avec la commune de Coucouron, de son adhésion à l'office de tourisme de cette commune et de son intégration au pôle touristique de la montagne ardéchoise. Par ailleurs, Lafarre exploite, conjointement avec deux communes ardéchoises de l'EPCI « Entre Loire et Allier », une microcentrale hydraulique. Il est donc proposé l'intégration de cette commune de la Haute-Loire.

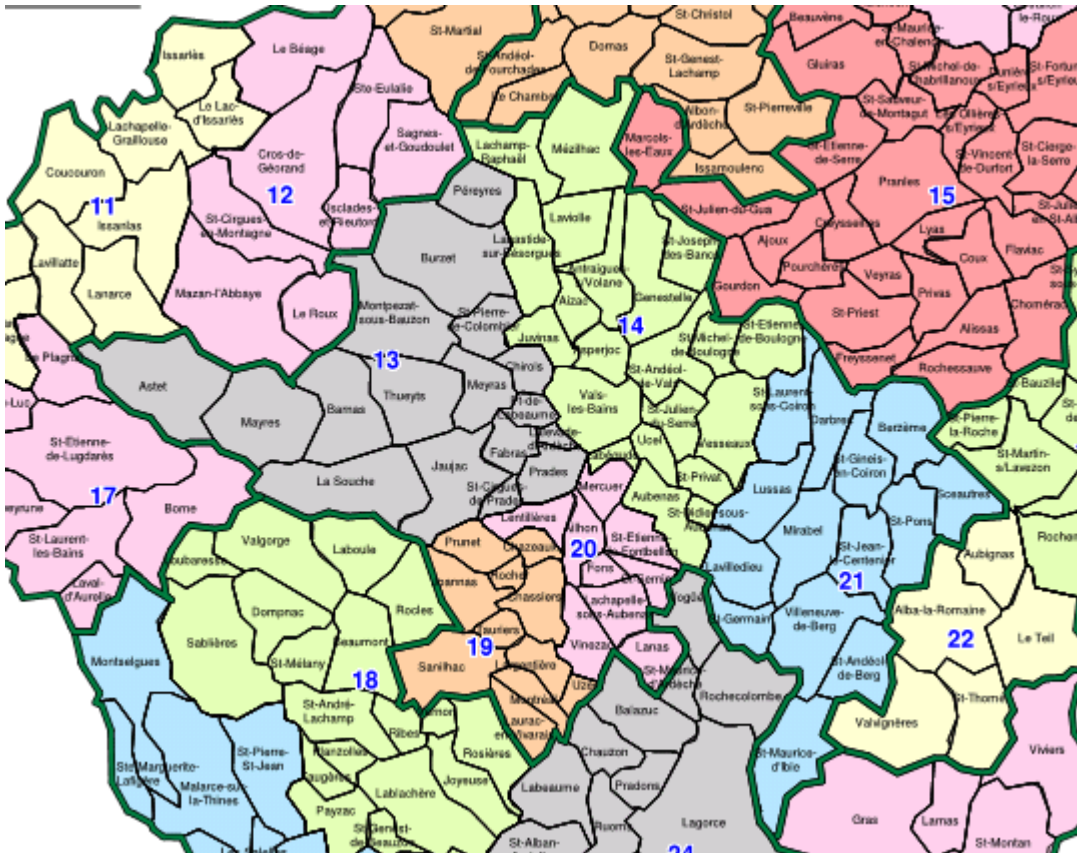
La méthode du bloc à bloc ne pouvant s'appliquer dans le cas d'espèce compte tenu des caractéristiques particulières de cette partie du territoire ardéchois, d'autres options afin d'atteindre le seuil de 5 000 habitants ont été par ailleurs regardées au sein des limites du département. La solution la plus cohérente consiste à intégrer les communes de La Rochette, Borée et Saint-Martial, qui, au-delà du fait qu'elles aient déjà délibéré dans le sens de ce rattachement au nouvel établissement public de coopération intercommunale, partagent avec les communes du plateau ardéchois des missions de déneigement et une adhésion à l'office de tourisme de Saint-Eulalie.

Cette fusion regrouperait ainsi 28 communes et 5 091 habitants. Ainsi, ce nouvel ensemble, situé à l'ouest de l'Ardèche en limite des départements de la Lozère et de la Haute-Loire, qui se composera de communes très rurales de petite taille et toutes situées en zone de montagne, présente une indéniable cohérence géographique et renforce l'identité du plateau.

Liste des communes par ordre décroissant de population

Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale
Coucouron	850	850
Saint-Étienne-de-Lugdarès	400	406
Lespéron	317	329
Le Béage	285	294
Le Lac-d'Issarlès	279	280
Saint-Cirgues-en-Montagne	251	260
Lachapelle-Graillose	245	248
Saint Martial	243	250
Sainte-Eulalie	229	237
Issarlès	170	172
Cros-de-Géorand	169	172
Borée	164	166
Lanarce	158	165
Mazan-l'Abbaye	139	146
Saint-Laurent-les-Bains	135	136
Sagnes-et-Goudoulet	131	133
Usclades-et-Rieutord	130	131
Laveyrune	120	122
Issanlas	114	117
Cellier-du-Luc	98	98
Lavillatte	78	82
Saint-Alban-en-Montagne	74	75
Lafarre	63	68
La Rochette	58	60
Le Plagnal	55	55
Laval-d'Aurelle	54	57
Le Roux	44	45
Borne	38	38
TOTAL	5 091	5 192

2.7 - Création d'une communauté d'agglomération par fusion des communautés de communes « Aubenas Vals », « Ardèche des Sources et Volcans », « Val de Ligne », « Le Vinobre » et « Berg et Coiron »



Les élus avaient déjà eu l'occasion d'exprimer leur volonté - ancienne - de constituer, autour d'Aubenas, une agglomération, projet qui n'avait toutefois pu aboutir compte tenu du cadre juridique existant alors.

La loi NOTRe introduit désormais la possibilité de créer une communauté d'agglomération de 50 000 habitants dès lors que « *la commune la plus peuplée est la commune-centre d'une unité urbaine de plus de 15 000 habitants* ». Cette nouvelle disposition trouve parfaitement à s'appliquer au pays albenassien qui satisfait à ce critère posé par le législateur.

En effet, si l'on considère la carte sur les aires urbaines qui sont définies comme un ensemble d'un seul tenant entre un pôle urbain de plus de 10 000 emplois et des communes dont au moins 40 % des habitants exercent un emploi dans le pôle ou les communes attirées par celui-ci, il est notable de constater, entre 1999 et 2010, une progression de l'aire albenassienne selon un axe sud-ouest. Elle englobe désormais complètement les communautés de communes du « Vinobre » et du « Val de Ligne ». Mais, elle se déploie aussi à l'est et à l'ouest sur les communautés de communes « Ardèche des Sources et Volcans » et « Berg et Coiron » qui constituent des territoires de transition, d'une part, entre le plateau et Aubenas, d'autre part, entre Aubenas et la vallée du Rhône.

Plus encore, le bassin de vie, tel que défini par l'INSEE, se développe sur ces mêmes EPCI, illustrant ainsi une cohérence territoriale devant se traduire par une nouvelle organisation intercommunale, d'autant plus que la communauté de communes du « Vinobre » est soumise à l'obligation de fusion.

Il en résulte qu'en mettant en cohérence le schéma départemental de coopération intercommunale avec les bassins de vie observés en Ardèche, la création d'une communauté d'agglomération autour d'Aubenas répond pleinement à l'objectif de développer des synergies propices au déploiement de politiques homogènes au bénéfice des populations, et à la réalisation de projets structurants, indispensables pour assurer l'égalité des territoires en matière d'équipements et de services.

En effet, il convient de souligner que la constitution de ce nouvel ensemble emporte l'allocation de ressources supplémentaires au titre de la dotations d'intercommunalité compte tenu d'une plus grande intégration fiscale.

A titre de comparaison, en 2015, les communautés d'agglomération ont perçu, au plan national, une dotation moyenne de 45,4€ par habitant, alors que celles affectées aux communautés de communes, selon qu'elles sont à fiscalité additionnelle ou à fiscalité professionnelle unique, se sont échelonnées entre 18,86 et 36,63€ par habitant.

Ainsi, les moyens budgétaires alloués à ce nouvel ensemble résultant du regroupement des cinq EPCI existants permettront d'asseoir une plus grande capacité à conduire des politiques publiques sur des champs plus larges, et de produire des effets leviers démultipliés des cofinancements de projet avec d'autres partenaires.

La création de cette communauté d'agglomération portera le nombre de communes de l'EPCI à 72 et sa population à 61 369 habitants, population qui appartient très clairement à un même bassin de vie et à des zones d'emploi communes et qui pourra ainsi bénéficier d'offres de service accrues du fait de la taille de cette nouvelle intercommunalité.

En outre, si l'on examine le potentiel fiscal agrégé (potentiel fiscal agrégé = potentiel fiscal de l'EPCI + potentiel fiscal des communes membres), les communautés de communes « Val de Ligne » et « Ardèche des Sources et Volcans » se situent dans la strate - de 436€ par habitant, les communautés de communes « Vinobre » et « Berg et Coiron » dans la strate de 436 € à 517€ par habitant, la communauté de communes « Aubenas Vals » relevant de la strate de 618 à 775€ par habitant.

Au regard de ces disparités, il pourra être organisé, par la création d'une communauté d'agglomération, les conditions d'une plus grande solidarité financière entre ces territoires, exigence rappelée par la loi NOTRe (Article L5210-1-1 III 3° du CGCT).

La nouvelle communauté d'agglomération s'adossera au ScoT de l'Ardèche méridionale que partagent déjà les cinq intercommunalités existantes.

Renoncer à ce projet - ambitieux mais parfaitement cohérent avec les caractéristiques de vie des populations - reviendrait à vitrifier, exception faite du cas de la communauté de communes du « Vinobre » qui devra en tout état de cause être rapprochée d'un autre EPCI, une situation maintenant des intercommunalités dont le poids démographique n'atteint pas 10 000 habitants, au moment même où devront être intégrées de nouvelles compétences, et à reporter de ce fait, à une échéance et dans des conditions incertaines, une orientation inéluctable.

Liste des communes par ordre décroissant de population

Communes	Population 2015		Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale		Municipale	Totale
Aubenas	11 505	12 324	Asperjoc	418	425
Vals-les-Bains	3 412	3 483	Saint-Pierre-de-Colombier	407	467
Villeneuve-de-Berg	2 871	2 983	Fabras	389	393
Saint-Étienne-de-Fontbellon	2 531	2 623	Saint-Étienne-de-Boulogne	384	392
Ucel	2 032	2 122	Lanas	374	397
Lavilledieu	1 995	2 048	La Souche	358	367
Largentière	1 789	1 889	Fons	320	335
Vesseaux	1 746	1 799	Joannas	315	326
Saint-Semin	1 632	1 685	Genestelle	291	296
Saint-Privat	1 615	1 649	Rocher	281	284
Lachapelle-sous-Aubenas	1 504	1 546	Saint-Pons	280	294
Labégude	1 367	1 389	Mayres	265	268
Vinezac	1 300	1 333	Chirols	261	263
Thueyts	1 230	1 246	Labastide-sur-Bésorgues	254	258
Prades	1 200	1 221	Saint-Maurice-d'Ibie	233	237
Jaujac	1 170	1 193	Darbres	229	238
Mercuer	1 163	1 191	Lentillères	228	234
Lalevade-d'Ardèche	1 160	1 181	Barnas	216	223
Lussas	1 067	1 095	Saint-Joseph-des-Bancs	190	197
Chassiers	1 003	1 049	Tauriers	179	184
Laurac-en-Vivaraïs	936	951	Juvinas	173	178
Meyras	913	922	Berzème	163	166
Montpezat-sous-Bauzon	864	895	Aizac	150	153
Saint-Didier-sous-Aubenas	861	872	Saint-Michel-de-Boulogne	146	150
Saint-Julien-du-Serre	830	843	Sceautres	145	149
Saint-Jean-le-Centenier	686	705	Prunet	136	141
Saint-Germain	667	683	Saint-Cirgues-de-Prades	128	129
Pont-de-Labeaume	578	581	Saint-Andéol-de-Berg	128	131
Montréal	552	566	Laviolle	120	124
Antraigues-sur-Volane	539	552	Saint-Gineis-en-Coiron	109	116
Saint-Andéol-de-Vals	536	550	Chazeaux	109	117
Ailhon	535	543	Saint-Laurent-sous-Coiron	105	108
Mirabel	513	531	Mézilhac	100	103
Uzer	444	454	Lachamp-Raphaël	79	82
Burzet	439	442	Péreyres	51	52
Sanilhac	432	441	Astet	38	38
TOTAL				61 369	63 595

de - 436 € par habitant, les communautés de communes « Gorges de l'Ardèche » et « Pays des Vans en Cévennes » dans la strate de 436 à 517€ par habitant.

Au regard de ces disparités, il pourra être organisé, par la création d'une nouvelle structure de coopération intercommunale, les conditions d'une plus grande solidarité financière entre ces territoires, exigence rappelée par la loi NOTRe (Article L5210-1-1 III 3° du CGCT).

Enfin, le regroupement de ces trois intercommunalités dans un même ensemble est d'autant plus cohérent qu'il existe déjà des convergences en matière de compétences déjà exercées dans les domaines de l'environnement et du cadre de vie, du développement et de l'aménagement économique, ainsi que de la collecte et du traitement des ordures ménagères.

Liste des communes par ordre décroissant de population

Communes	Population 2015		Communes	Population 2015	
	Municipale	Totale		Municipale	Totale
Les Vans	2 774	2 830	Balazuc	356	371
Vallon-Pont-d'Arc	2 343	2 417	Chauzon	349	361
Ruoms	2 250	2 298	Les Salelles	335	348
Lablachère	1 978	2 018	Saint-Maurice-d'Ardèche	335	344
Joyeuse	1 678	1 714	Saint-Genest-de-Beauzon	296	303
Rosières	1 197	1 229	Ribes	272	274
Lagorce	1 081	1 113	Labastide-de-Virac	249	254
Saint-Alban-Auriolles	1 026	1 039	Rocles	248	250
Vogüé	950	973	Rochechocolombe	237	241
Saint-Paul-le-Jeune	940	957	Malarce-sur-la-Thines	226	231
Saint-Remèze	916	934	Vernon	224	233
Grospierres	875	894	Beaumont	223	226
Banne	708	723	Sampzon	221	225
Berrias-et-Casteljau	706	725	Bessas	192	199
Les Assions	675	686	Laboule	149	156
Chambonas	652	665	Malbosq	149	152
Labeaume	625	646	Saint-Pierre-Saint-Jean	148	151
Salavas	604	619	Saint-André-Lachamp	147	151
Vagnas	557	574	Sablères	137	140
Payzac	552	559	Planzolles	135	140
Orgnac-l'Aven	551	570	Saint-Mélany	121	122
Chandolas	482	493	Faugères	108	112
Saint-André-de-Cruzières	477	490	Montselgues	91	94
Valgorge	470	483	Sainte-Marguerite-Lafigère	87	90
Beaulieu	469	477	Dompmnac	73	73
Pradons	446	456	Loubresse	31	33
Gravières	436	448			

TOTAL

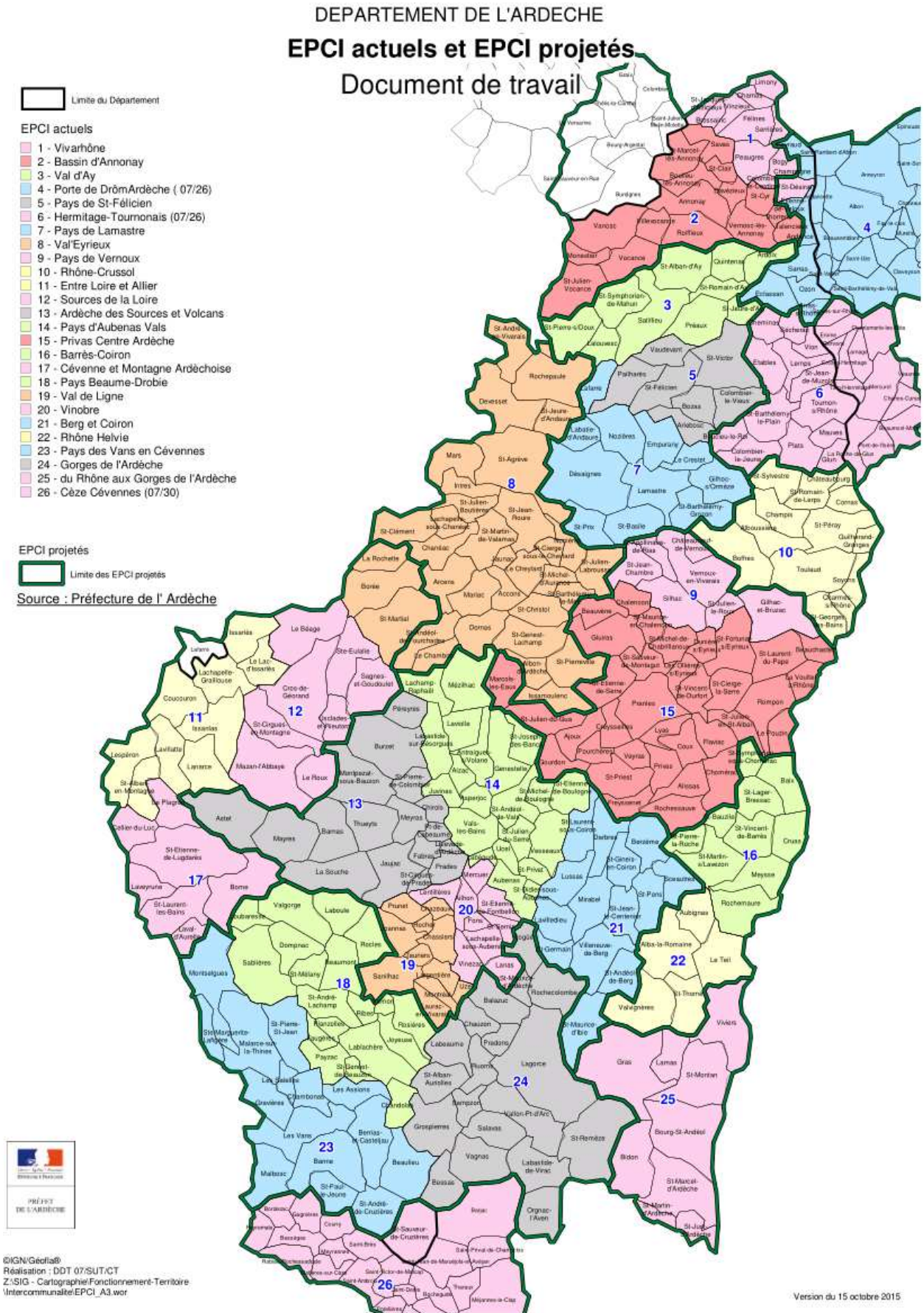
31 557	32 304
--------	--------

2.9 - Communautés de communes ne faisant pas l'objet de propositions de rationalisation.

Au terme de ces projets de rationalisation, il n'est pas proposé de modifier le périmètre des EPCI à FP suivants :

- Communauté de communes « Hermitage Tournonais »,
- Communauté de communes «Rhône Crussol »,
- Communauté de communes «Rhône aux gorges de l'Ardèche »

2.10 – Cartographie globale des propositions au niveau des EPCI à fiscalité propre



(*) Retrait de la commune de Saint-Désirat de la CC VivaRhône uniquement si création d'une commune nouvelle.

DEPARTEMENT DE L'ARDECHE

EPCI projetés Document de travail

 Limites du Département

EPCI projetés

-  CC du Bassin d'Annonay + CC Vivarès + CC du Parc du Pilat - St Déodat
-  CC Pays de Coire Ardèche + CC du Pays de Vernoux
-  CC Bas de Coire + CC Rhône-Haute
-  CC du Coteau-Correns
-  CC du Pays Beaujolais-Grébois + CC Pays des Vins en Cévennes + CC des Bourgs du Pilat
-  CC du Rhône Auvergne de l'Ardèche
-  CC du Val d'Ay + CC du Pays de St-Félicien + CC du Pays de Lantier
-  CC Haut-Rhône-Touraine
-  CC Pays d'Auxerre-Isère + CC Ardèche des Sources et Vallées + CC Val de Ligne + CC
-  CC Pays d'Ardeche-Ardèche + St Omer
-  CC Rhône-Correns
-  CC Sources de la Loire + CC Lantier et Rhône + CC Charente et Montagne + L'Ardèche
-  CC St-Etienne

Source : Préfecture de l'Ardèche



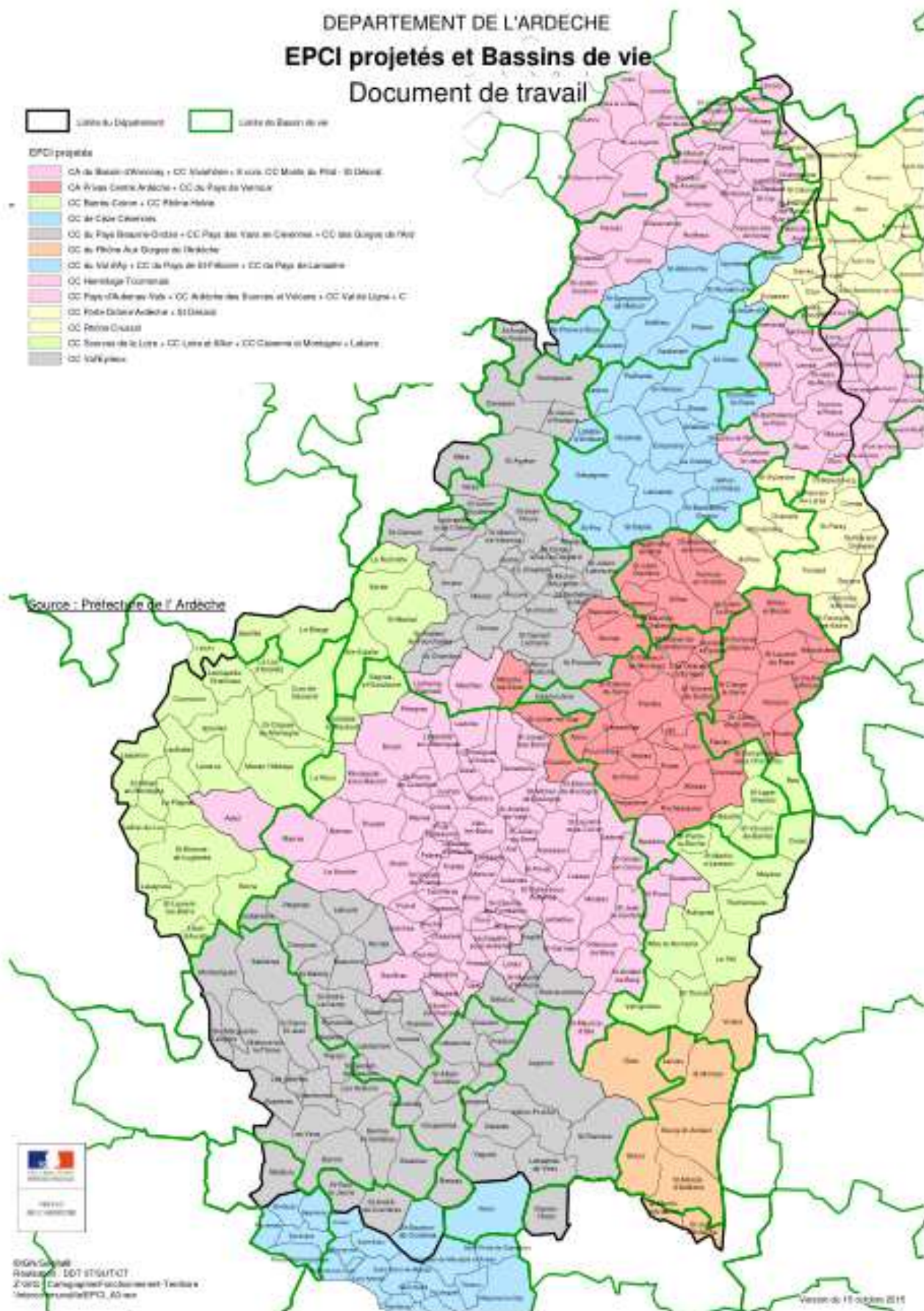
Service Graphique
Réalisation : MDT 01/04/2011
Z'ORIS - Cartographie/Projet de territoire - Travail
Téléphone : 04 77 40 00 00

Versé en date du 11 octobre 2011

(*) Retrait de la commune de Saint-Désirat de la CC VivaRhône uniquement si création d'une commune nouvelle.

DEPARTEMENT DE L'ARDECHE
EPCI projetés et Bassins de vie
 Document de travail

- Limite du Département
 Limite du Bassin de vie
- EPCI projetés**
- CA du Bassin d'Annonay + CC Valrhône + St Just + CC Mont de Pitel + St Déodat
 - CA VivaRhône Ardeche + CC du Pays de Vernoux
 - CC Barres Colons + CC Rhône-Haute
 - CC de Côte Catalanes
 - CC du Pays Beaune-Orléans + CC Pays des Vaux en Cévennes + CC des Gorges du Foy
 - CC du Rhône Aux Dignes du Rhône
 - CC du Val d'Ag + CC du Pays de St-Félix + CC du Pays de Lanasson
 - CC Héritage Tournais
 - CC Pays d'Aubenas-Vals + CC Rhône des Sources et Vallées + CC Val de Ligne + C
 - CC VivaRhône Ardeche + St Déodat
 - CC Petite Grusset
 - CC Sources de la Loire + CC Loire et Bléz + CC Cassens et Montagny + Labarre
 - CC Vall'Étoile



Source : Préfecture de l'Ardeche



SIGES - Conseil
 Rhône - DDT STANTOY
 2010 - Cartographie d'accompagnement Technique
 Intégration des EPCI - 03/10/11

Version de 18 octobre 2011

(*) Retrait de la commune de Saint-Désirat de la CC VivaRhône uniquement si création d'une commune nouvelle.

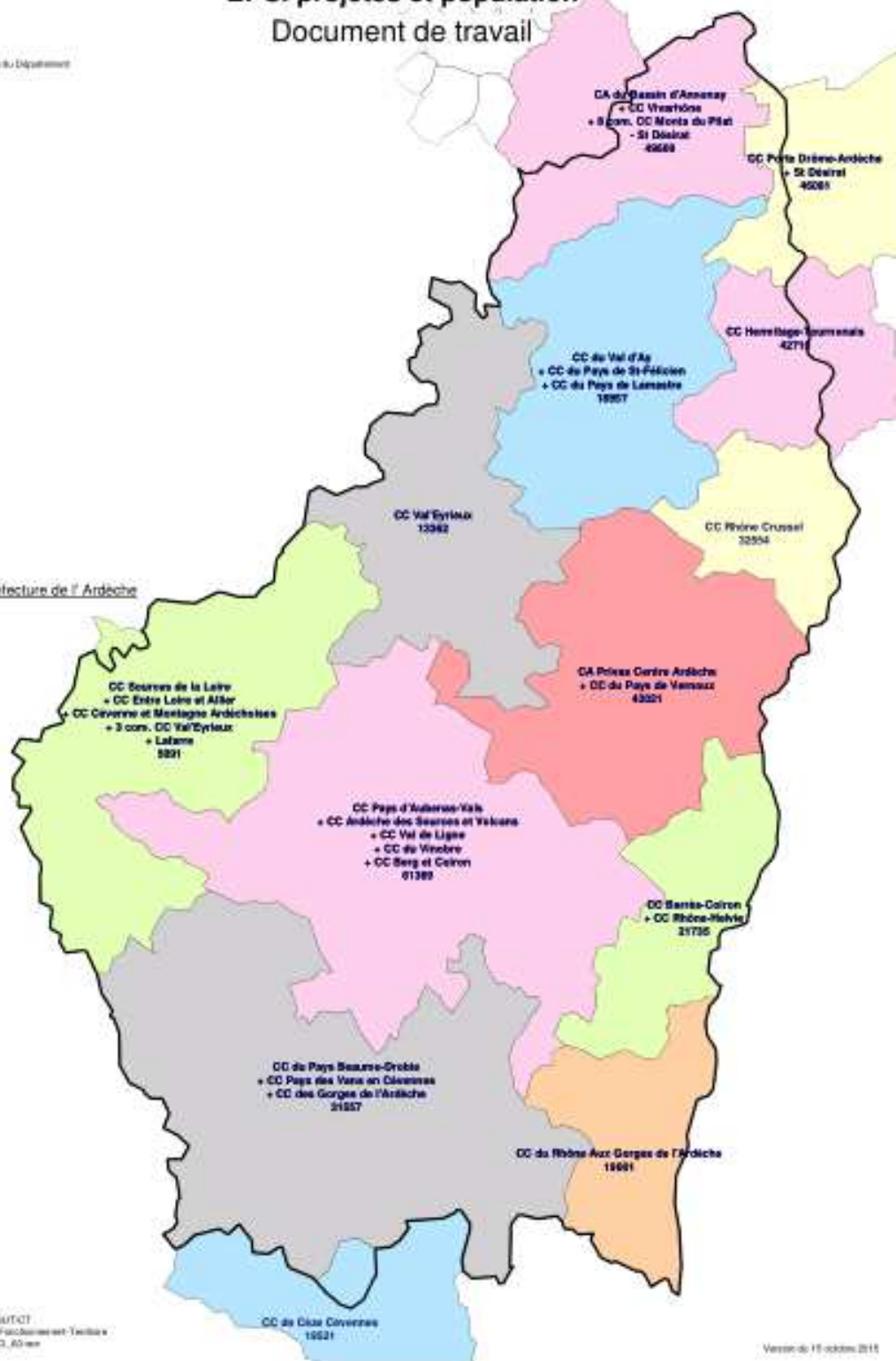
DEPARTEMENT DE L'ARDECHE
EPCI projetés et population
 Document de travail

 L'Ardeche Département

Source : Préfecture de l'Ardeche



©IGN/Geobit
 Réalisation : DDT 0704/TCT
 Z'ORZ - Cartographie/Projections et Tracés
 Télécommunications/EPCI_A0-100



Versé le 18 octobre 2011

(*) Retrait de la commune de Saint-Désirat de la CC VivaRhône uniquement si création d'une commune nouvelle.

III – PROJET DE RATIONALISATION DE LA CARTE DES SYNDICATS INTERCOMMUNAUX ET SYNDICATS MIXTES

Tout comme pour les EPCI à fiscalité propre, les propositions de rationalisation de la carte des syndicats intercommunaux et syndicats mixtes s'inscrivent dans le respect des dispositions de la loi NOTRe.

En effet, l'article 33 de la loi prévoit que le schéma départemental de coopération intercommunale prenne en compte les orientations suivantes :

- la réduction du nombre de syndicats de communes et de syndicats mixtes, en particulier par la suppression des doubles emplois entre des établissements publics de coopération intercommunale ou entre ceux-ci et des syndicats mixtes ;
- le transfert des compétences exercées par les syndicats de communes ou les syndicats mixtes à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou à un autre syndicat exerçant les mêmes compétences conformément aux objectifs de rationalisation des périmètres des groupements existants et de renforcement de la solidarité territoriale.

Les évolutions indiquées dans le présent schéma résultent donc des conséquences tirées de la loi sur l'exercice futur, par les EPCI, de compétences obligatoires que portent actuellement certains syndicats.

Ainsi, parmi les 92 syndicats (51 SIVU, 12 SIVOM dont 1 en fin de compétences, 29 syndicats mixtes) que compte l'Ardèche, il est proposé la dissolution de 14 structures existantes, conduisant à réduire à 78 le nombre de syndicats ayant leur siège en Ardèche au 1^{er} janvier 2020.

3.1 - Domaine de l'énergie

Il existe, en l'état actuel, 9 syndicats primaires d'énergies :

1. Syndicat Intercommunal d'Énergies de la Boulogne
2. Syndicat Intercommunal d'Énergies du Canton de Burzet
3. Syndicat Intercommunal d'Énergies des Cévennes
4. Syndicat Intercommunal d'Énergies de la Payre
5. Syndicat Intercommunal d'Énergies du Canton de Privas
6. Syndicat Intercommunal d'Énergies de l'Ouvèze
7. Syndicat Intercommunal d'Énergies de la Région de Saint-Pierreville
8. Syndicat Intercommunal d'Énergies du Doux et de l'Ormèze
9. Syndicat Intercommunal d'Énergies d'Etaves.

Même si aucune orientation n'est arrêtée dans le présent schéma, une réflexion pourrait toutefois être engagée sur leur devenir compte tenu de leur activité réduite.

3.2 - Domaine des déchets

En ce qui concerne la collecte et le traitement des déchets et des ordures ménagères, 7 syndicats mixtes se répartissent le territoire ardéchois :

NOM - siège	Membres	Observations
SICTOBA-07	4 CC	CC en totalité ou partiellement syndicat interdépartemental 07/30
SIDOMSA-07	9 CC	CC en totalité ou partiellement syndicat départemental 07
SICTOMSED-07	4 CC	CC en totalité ou partiellement syndicat départemental 07
SIRCTOM-26	2 CC	CC en totalité ou partiellement syndicat interdépartemental 07/26
SYTRAD-26	2 CA – 5 CC	CA et CC en totalité ou partiellement syndicat interdépartemental 07/26
SYPP-26 (Syndicat des Portes de Provence)	2 CC	CC en totalité syndicat interdépartemental 07/26/84
SICTOM des Monts et Vallées-43	1 CC	CC partiellement syndicat interdépartemental 07/43

Dans ce domaine, des évolutions importantes sont intervenues lors du dernier schéma, notamment les dissolutions de 2 syndicats, le SITVOM Rhône-Eyrieux et le SICTOM Moyen-Eyrieux.

La couverture du département est rationnelle : tous les EPCI-FP détiennent la compétence. Il n'est pas proposé d'évolution dans ce domaine.

3.3 - Domaine de l'assainissement (collectif / non-collectif)

Les syndicats d'assainissement couvrant le territoire ardéchois sont au nombre de 10, dont :

- 5 sont spécialisés en assainissement « collectif »,
- 3 sont spécialisés en assainissement « non-collectif »,
- 2 possèdent l'ensemble de la compétence assainissement « collectif / non-collectif »,

De plus, 3 d'entre eux détiennent aussi la compétence eau potable (cf. infra).

Nom	Membres	Observations
SEBA SM des eaux du bassin de l'Ardèche	4 CC (49 communes)	CC totalement ou partiellement Ass.Coll, Ass.Non-coll, Eau
SM Eyrieux-Clair	1 CA, 2 CC et 8 communes	1CA-4CC totalement ou partiellement Ass.Non-coll, GEMA
SM de l'Ay-Ozon	1 CC et 9 communes	2 CC partiellement Ass.Non-coll
SIVOM des services du canton de Vernoux en Vivarais	10 communes	3 CC partiellement : Ass.Coll, Eau, Énergies, Social, Tourisme, Voirie
SIVU d'assainissement « Lanas, St-Maurice d'Ardèche, Vogüé »	3 communes	2 CC partiellement Ass.Coll
SM des rivières Beaume et Drobie	1 CC et 17 communes	2 CC partiellement Ass.Non-coll, GEMA
SIVU d'assainissement de la cité du barrage	2 communes	1 CC partiellement Ass.Coll.
SM du Torrenson	4 communes	2 CC partiellement Ass.Coll
SIVOM d'assainissement et d'eau « St- Étienne de Fontbellon, St-Sernin »	2 communes	1 CC partiellement Ass.Coll, Ass.Non-coll, Eau
SM Le Bourdary	5 communes	2 CC partiellement Ass.Coll

La couverture départementale est ainsi relativement hétérogène. Le transfert obligatoire des compétences permettra d'homogénéiser les syndicats, voire d'en supprimer certains.

3-3-1 Proposition de maintien en fonction (6 syndicats) :

Le syndicat des eaux du bassin de l'Ardèche (SEBA), comptant pour membres 49 communes réparties sur 4 CC (CCPAV, Gorges de l'Ardèche, Vinobre, Pays des Vans en Cévennes) dispose de 3 compétences (assainissements collectif et non-collectif, eau potable) qui deviendront obligatoires le 01/01/2020 pour les EPCI-FP. Aussi, il est proposé son maintien en l'état.

Le syndicat Eyrieux-Clair, comptant pour membres 61 communes réparties sur la CAPCA et 4 CC (CCPAV, Pays de Vernoux, Rhône-Crussol, Val'Eyrieux) dispose de 2 compétences (assainissement non-collectif, gestion des milieux aquatiques) qui deviendront obligatoires le 01/01/2020 pour les EPCI-FP. Aussi, il est proposé son maintien en l'état.

Le syndicat de l'Ay-Ozon, comptant pour membres 13 communes réparties sur les 2 CC « Val d'Ay » et « Porte de DrômArdèche » dispose de la seule compétence « assainissement non-collectif » qui deviendra obligatoire le 01/01/2020 pour les EPCI-FP. Aussi, il est proposé son maintien en l'état.

Le syndicat des services du canton de Vernoux en Vivarais, comptant pour membres 10 communes réparties sur la CAPCA et les 2 CC « Pays de Vernoux » et « Rhône-Crussol », dispose de plusieurs compétences, dont seulement 2 « eau potable, assainissement collectif » deviendront obligatoires le 01/01/2020 pour les EPCI-FP. Aussi, il est proposé son maintien en l'état jusqu'au transfert des compétences « eau potable, assainissement collectif » aux EPCI-FP. Son activité pourra alors être opportunément réévaluée.

Le syndicat d'assainissement de « Lanas, St-Maurice d'Ardèche, Vogüé » est compétent en assainissement collectif sur ces 3 communes. Lanas ressort de la CC du Vinobre, alors que St-Maurice d'Ardèche et Vogüé dépendent de la CC des Gorges de l'Ardèche. La prise de compétence « assainissement », obligatoire au 01/01/2020, entraînera la représentation-substitution des communes par leurs 2 EPCI-FP, et la transformation en syndicat mixte.

Le syndicat des rivières Beaume et Drobie, comptant pour membres 19 communes réparties sur les 3 CC « Gorges de l'Ardèche », « Beaume-Drobie » et « Val de Ligne » dispose de 2 compétences (assainissement non-collectif, gestion des milieux aquatiques) qui deviendront obligatoires le 01/01/2020 pour les EPCI-FP. Aussi, il est proposé son maintien en l'état.

3-3-2 Proposition de dissolution (4 syndicats) :

Le syndicat d'assainissement de la cité du barrage est compétent en assainissement collectif sur les communes de Viviers et St-Montan, membres de la CC-DRAGA dont la prise de compétence « assainissement » sera obligatoire au 01/01/2020, entraînant la dissolution du syndicat.

Le syndicat du Torrenson est compétent en assainissement collectif sur 4 communes (Saint-Désirat, Andance, Champagne, St-Etienne de Valoux) dont les 3 dernières sont représentées par la CC Porte de DrômArdèche. L'intégration de St-Désirat à cette CC entraînera la dissolution du syndicat, celui-ci ne comportant plus qu'un unique adhérent.

Le syndicat d'assainissement et d'eau « St-Étienne de Fontbellon, St-Sernin », comptant pour membres 2 communes de la CC du Vinobre, dispose des 3 compétences « assainissements collectif et non-collectif, eau potable » qui deviendront obligatoires le 01/01/2020 pour les EPCI-FP. Aussi, il est proposé sa dissolution à cette date. Si le transfert des compétences est anticipé, la dissolution le sera de même.

Le syndicat du Bourdary, comptant pour membres 5 communes réparties sur les 2 CC « Aubenas Vals » et « Le Vinobre », dispose de la compétence « assainissements collectif » qui deviendra obligatoire le 01/01/2020 aux EPCI-FP.

La réalisation du projet de fusion des 5 CC « Aubenas Vals », «Le Vinobre » et « Val de Ligne », « Berg et Coiron » et « Ardèche des Sources et Volcans » entraînera sa dissolution pour cause d'unique adhérent au terme du transfert des compétences.

3-4 - Domaine de l'eau potable

Les syndicats œuvrant dans le domaine de l'eau potable sont au nombre de 19, dont notamment 3 possédant aussi une compétence « assainissement ».

Nom	Membres	Observations
SIVU des eaux « Ouvèze-Payre »	15 communes	2 CC partiellement Eau
SIVOM de la Haute-Vallée de la Loire	8 communes	1 CC totale Eau, Voirie.
SIVOM du canton de Saint-Étienne de Lugdarès	7 communes	1 CC totale Eau, Énergies, Voirie
SIVOM du canton de Saint-Péray	13 communes	2 CC partiellement Eau, Énergies
SIVU des eaux « Annonay-Serrières »	24 communes	1 CA et 2 CC partiellement Eau
SIVU des eaux « Cance-Doux »	28 communes	1 CA et 4 CC partiellement Eau
SERENA – SM d'exploitation des réseaux d'eau du Nord-Ardèche	2 SIVU	Eau
SEBA SM des eaux du bassin de l'Ardèche	4 CC (49 communes)	CC totalement ou partiellement Ass.Coll, Ass.Non-coll, Eau
SIVOM des services du canton de Vernoux en Vivarais	10 communes	3 CC partiellement : Ass.Coll, Eau, Énergies, Social, Tourisme, Voirie
SIVOM Olivier de Serres	18 communes	1 CA et 3 CC partiellement Eau, Energies
SEBP SIVU des eaux du bassin de Privas	6 communes	1 CC partiellement Eau
SIVU de production d'eau Rhône-Eyrieux	4 communes	1 CC partiellement Eau
SIVU de transit de l'eau potable	4 communes	3 CC partiellement Eau
SIVU des eaux de la vallée du Lavezon	2 communes	1 CC partiellement Eau
SIVU des eaux « Aizac - Labastide de Juvinas »	2 communes	1 CC partiellement Eau
SIVU des eaux « Ailhon-Mercuer »	2 communes	1 CC partiellement Eau
SIVU des eaux de Fay	3 communes	1 CC partiellement Eau
SIVOM d'assainissement et d'eau « St-Étienne de Fontbellon, St-Sernin »	2 communes	1 CC partiellement Ass.Coll, Ass.Non-coll, Eau
SIVOM d'alimentation en eau potable du Pays des Vans	7 communes	2 CC partiellement Eau

La couverture départementale est ainsi relativement hétérogène. Le transfert obligatoire des compétences permettra d'homogénéiser les syndicats, voire d'en supprimer certains.

3-4-1 Proposition de maintien en fonction (8 syndicats) :

Le syndicat des eaux « Ouvèze-Payre », comptant pour membres 15 communes réparties sur la CAPCA et la CC « Barrès-Coiron », dispose de la seule compétence « eau potable » qui deviendra obligatoire le 01/01/2020 pour les EPCI-FP. Il deviendra « syndicat mixte » à cette date, ou avant selon l'anticipation du transfert des compétences.

Le syndicat de la Haute-Vallée de la Loire, comptant pour membres les 8 communes de la CC « Sources de la Loire », dispose de 2 compétences (eau potable, voirie) dont la première deviendra obligatoire le 01/01/2020 pour les EPCI-FP. Aussi, il est proposé son maintien en l'état jusqu'au transfert de la compétence « eau potable » aux EPCI-FP. Son activité pourra alors être opportunément réévaluée.

Le syndicat du canton de Saint-Étienne de Lugdarès, comptant pour membres les 7 communes de la CC « Cévenne et Montagne Ardéchoises », dispose de 3 compétences (eau potable, énergies, voirie) dont la première deviendra obligatoire le 01/01/2020 pour les EPCI-FP. Aussi, il est proposé son maintien en l'état jusqu'au transfert de la compétence « eau potable » aux EPCI-FP. Son activité pourra alors être opportunément réévaluée.

Le syndicat du canton de Saint-Péray, comptant pour membres 13 communes réparties sur les 2 CC « Hermitage-Tournonais » et « Rhône-Crussol », dispose des 2 compétences « eau potable, énergies » dont la première deviendra obligatoire le 01/01/2020 pour les EPCI-FP. Aussi, il est proposé son maintien en l'état jusqu'au transfert de la compétence « eau potable » aux EPCI-FP. Son activité pourra alors être opportunément réévaluée.

Le syndicat des eaux « Annonay-Serrières », comptant pour membres 24 communes, dont Andance pour partie, réparties sur la CABA et les 2 CC « VivaRhône » et « Porte de DrômArdèche », dispose de la seule compétence « eau potable » qui deviendra obligatoire le 01/01/2020 pour les EPCI-FP. Il deviendra « syndicat mixte » à cette date, ou avant selon l'anticipation du transfert des compétences.

Le syndicat des eaux « Cance-Doux », comptant pour membres 28 communes, dont Andance pour partie, réparties sur la CABA et les 4 CC « Hermitage-Tournonais », « Val d'Ay », « Pays de Saint-Félicien » et « Porte de DrômArdèche », dispose de la seule compétence « eau potable » qui deviendra obligatoire le 01/01/2020 pour les EPCI-FP. Il deviendra « syndicat mixte » à cette date, ou avant selon l'anticipation du transfert des compétences.

Le syndicat d'exploitation des réseaux d'eau du Nord-Ardèche (SERENA) compte pour membres 2 SIVU (Cf. supra : Annonay-Serrières, Cance-Doux) appelés à se transformer en syndicats mixtes au 01/01/2020 au plus tard. Il dispose de la seule compétence « eau potable ». Sa mission de coordination des acteurs du secteur et les importantes modifications statutaires à venir pour ses membres conduisent à proposer son maintien en fonction.

Le syndicat Olivier de Serres, comptant pour membres 18 communes réparties sur la CAPCA et les 3 CC « Vinobre », « Gorges de l'Ardèche » et « Berg et Coiron », dispose des 2 compétences « eau potable, énergies » dont la première deviendra obligatoire le 01/01/2020 pour les EPCI-FP. Il deviendra « syndicat mixte » à cette date, ou auparavant selon l'anticipation du transfert des compétences.

Pour rappel : syndicats déjà évoqués dans le domaine « assainissement » (cf. supra)

Le syndicat des eaux du bassin de l'Ardèche (SEBA), comptant pour membres 49 communes réparties sur 4 CC (CCPAV, Gorges de l'Ardèche, Vinobre, Pays des Vans en Cévennes) dispose de 3 compétences (assainissements collectif et non-collectif, eau potable) qui deviendront obligatoires le 01/01/2020 pour les EPCI-FP. Aussi, il est proposé son maintien en l'état (Cf. supra : avis déjà énoncé au domaine « assainissement »).

Le syndicat des services du canton de Vernoux en Vivarais, comptant pour membres 10 communes réparties sur la CAPCA et les 2 CC « Pays de Vernoux » et « Rhône-Crussol », dispose de plusieurs compétences, dont seulement 2 « eau potable, assainissement collectif » deviendront obligatoires le 01/01/2020 pour les EPCI-FP. Aussi, il est proposé son maintien en l'état jusqu'au transfert des compétences « eau potable, assainissement collectif » aux EPCI-FP. Son activité pourra alors être opportunément réévaluée (Cf. supra : avis déjà énoncé au domaine « assainissement »).

3-4-2 Proposition de dissolution (8 syndicats) :

Le syndicat des eaux du bassin de Privas (SEBP), comptant pour membres 6 communes de la CAPCA, dispose de la seule compétence « eau potable » qui deviendra obligatoire le 01/01/2020 pour les EPCI-FP. Aussi, il est proposé sa dissolution à cette date. Si le transfert de compétence est anticipé, la dissolution le sera de même.

Le syndicat de production d'eau Rhône-Eyrieux, comptant pour membres 4 communes de la CAPCA, dispose de la seule compétence « eau potable » qui deviendra obligatoire le 01/01/2020 pour les EPCI-FP. Aussi, il est proposé sa dissolution à cette date. Si le transfert de compétence est anticipé, la dissolution le sera de même.

Le syndicat de transit de l'eau potable, comptant pour membres 4 communes de la CC Pays de Lamastre, dispose de la seule compétence « eau potable » qui deviendra obligatoire le 01/01/2020 pour les EPCI-FP. Aussi, il est proposé sa dissolution à cette date. Si le transfert de compétence est anticipé, la dissolution le sera de même.

Le syndicat des eaux de la vallée du Lavezon, comptant pour membres 2 communes de la CC Barrès-Coiron, dispose de la seule compétence « eau potable » qui deviendra obligatoire le 01/01/2020 pour les EPCI-FP. Aussi, il est proposé sa dissolution à cette date. Si le transfert de compétence est anticipé, la dissolution le sera de même.

Le syndicat des eaux « Aizac - Labastide de Juvinas », comptant pour membres 2 communes de la CCPAV, dispose de la seule compétence « eau potable » qui deviendra obligatoire le 01/01/2020 pour les EPCI-FP. Aussi, il est proposé sa dissolution à cette date. Si le transfert de compétence est anticipé, la dissolution le sera de même.

Le syndicat des eaux « Ailhon-Mercuer », comptant pour membres 2 communes de la CC du Vinobre, dispose de la seule compétence « eau potable » qui deviendra obligatoire le 01/01/2020 pour les EPCI-FP. Aussi, il est proposé sa dissolution à cette date. Si le transfert de compétence est anticipé, la dissolution le sera de même.

Le syndicat des eaux du Fay, comptant pour membres 3 communes de la CC Rhône-Helvie, dispose de la seule compétence « eau potable » qui deviendra obligatoire le 01/01/2020 pour les EPCI-FP. Aussi, il est proposé sa dissolution à cette date. Si le transfert de compétence est anticipé, la dissolution le sera de même.

Le syndicat d'alimentation en eau potable du Pays des Vans, comptant pour membres 7 communes réparties sur les 2 CC « Beaume-Drobie » et « Pays des Vans en Cévennes », dispose de la seule compétence « eau potable » qui deviendra obligatoire le 01/01/2020 pour les EPCI-FP. Il deviendra « syndicat mixte » à cette date, ou auparavant selon l'anticipation du transfert des compétences.

La réalisation du projet de fusion des 3 CC « Beaume-Drobie », « Pays des Vans en Cévennes » et « Gorges de l'Ardèche » entraînera sa dissolution pour cause d'unique adhérent au terme du transfert des compétences.

Pour rappel : syndicats déjà évoqués dans le domaine « assainissement » (cf. supra)

Le syndicat d'assainissement et d'eau « St-Étienne de Fontbellon, St-Sernin », comptant pour membres 2 communes de la CC du Vinobre, dispose des 3 compétences « assainissements collectif et non-collectif, eau potable » qui deviendront obligatoires le 01/01/2020 pour les EPCI-FP. Aussi, il est proposé sa dissolution à cette date. Si le transfert des compétences est anticipé, la dissolution le sera de même.

3-5 - Dissolution domaines divers (2 syndicats)

La dissolution du **SIVOM du plateau de « Bidon, Gras, Larnas, St-Remèze »** figurait déjà au précédent SDCI, notamment de part la reprise de la plupart des actions par la CC-DRAGA. Il est depuis lors en cours de dissolution et n'a plus d'activité. Il n'a pas de personnel propre, mais la procédure nécessite la liquidation d'une parcelle de terrain indivise.

Le syndicat mixte pour la promotion du tourisme sur le bassin d'Annonay et de VivaRhône comporte 2 membres, la CABA et la CC VivaRhône. La fusion de ces 2 EPCI-FP ne laissera plus qu'un unique adhérent au syndicat, emportant sa dissolution au 01/01/2017.

3-6- Synthèse des dissolutions proposées (14 syndicats)

Légende :

Activité : Syndicat ayant une faible activité

Compétence : Syndicat dont les compétences font double-emploi avec celles des EPCI-FP

Unique : Syndicat ayant un membre unique par fusion des EPCI-FP

Nombre	Titre	Motif
1	SIVU d'assainissement de la cité du barrage	Compétence
2	SM du Torrenson	Unique
3	SIVOM d'assainissement et d'eau « St-Étienne de Fontbellon, St-Sernin »	Compétence
4	SM le Bourdary	Unique
5	SIVOM d'alimentation en eau potable du Pays des Vans	Unique
6	SEBP - SIVU des eaux du bassin de Privas	Compétence
7	SIVU de production d'eau Rhône-Eyrieux	Compétence
8	SIVU de transit de l'eau potable	Compétence
9	SIVU des eaux de la vallée du Lavezon	Compétence
10	SIVU des eaux « Aizac - Labastide de Juvinas »	Compétence
11	SIVU des eaux « Ailhon-Mercuer »	Compétence
12	SIVU des eaux de Fay	Compétence
13	SIVOM du plateau de « Bidon, Gras, Larnas, St-Remèze »	Activité
14	SM pour la promotion du tourisme sur le bassin d'Annonay et de VivaRhône	Unique

3. 7 - Syndicats exerçant la compétence GEMAPI

Le transfert de la compétence gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (GEMAPI) au niveau intercommunal sera effectif au plus tard au 1^{er} janvier 2018. Il convient donc que la carte des syndicats intercommunaux en charge actuellement de cette compétence soit mise en cohérence dès le 1^{er} janvier 2017, avant ce transfert.

